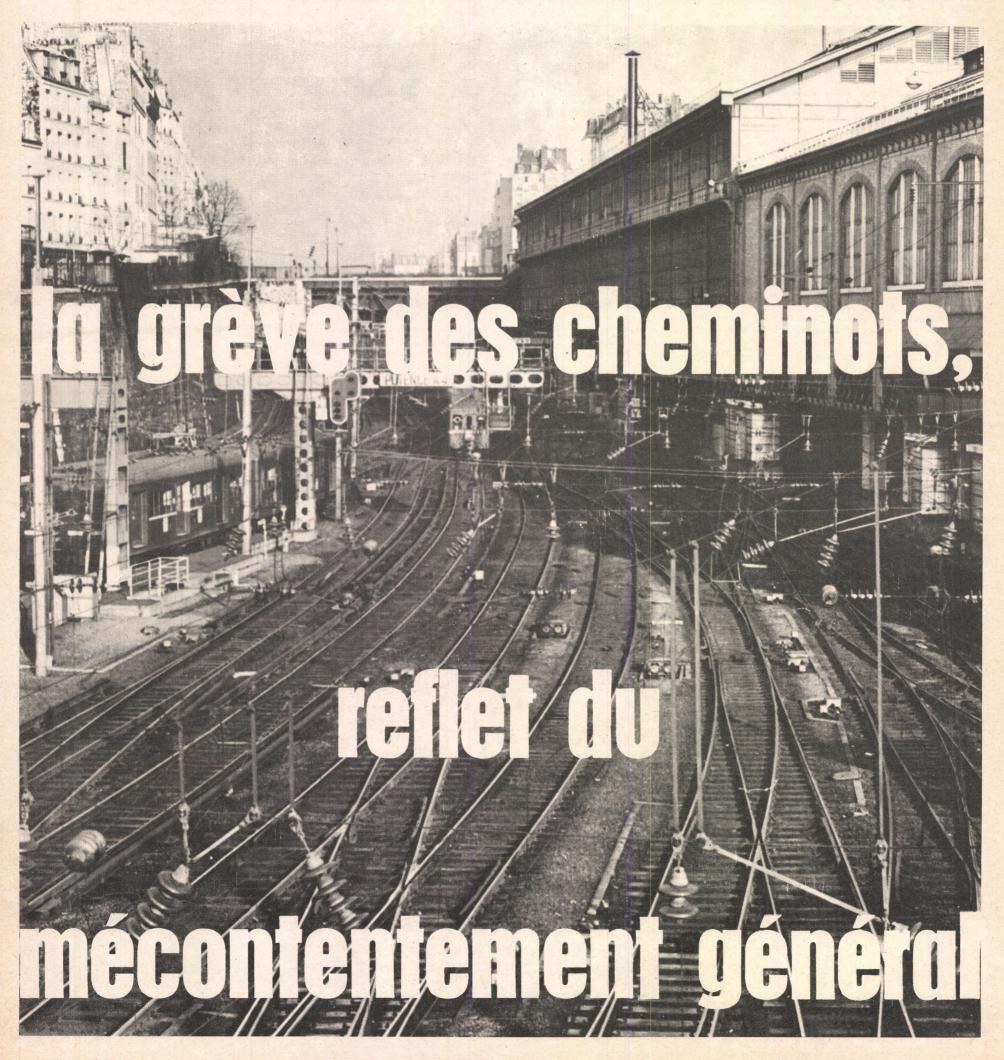
HEBDOMADAIRE - PARAIT LE MARDI - N° 78 - SEMAINE DU 24 FÉVRIER QU 3 MARS 1970 - PRIX : 2 F.

AU DELA DES CALCULS SYNDICAUX:



courrier des lecteurs



A PROPOS DE L'ARTICLE :

« Torture-t-on en Israël ? »

Je regrette de vous écrire pour vous critiquer, mais c'est la surprise qui me pousse à le faire. Comment un article comme celui du 27 janvier peutii se trouver dans un journal comme le vôtre?

On torture en Israël. Que c'est surprenant! Mais qu'est-ce donc qu'Israël? Un Etat bourgeois réactionnaire et qui, plus est, théocratique. De plus, cet Etat est en guerre, qu'y a-t-il de si étrange à ce qu'on torture en temps de guerre? Ne torture-t-on pas dans les pays arabes? Je suis certain que si. Pourquoi? Parce que la bourgeoisie est au pouvoir dans ces pays, parce qu'elle tient à ses privilèges et que pour ces raisons, il y a la guerre.

Ce n'est pas là une défense de la torture, c'est une constatation : quand les Etats bourgeois sont en guerre, tous les moyens sont bons. Par conséquent, s'il y a torture en Israël, c'est pour les mêmes raisons qu'il y a torture en Espagne, en Grèce, au Vietnam, etc.

S'il y a une critique à porter, ce n'est pas sur l'existence de fait de la torture : elle est logique dans le processus de guerre bourgeoise, mais c'est sur la forme pseudo-objective de l'article et son énorme hypocrisie (que vous dénoncez tout de même à la fin).

Condamner Israël par ces moyens est bassement démagogique : on touche les cordes sensibles du peuple (regardez comme is sont « vilains ») comme pour le Biafra en montrant les cadavres de mômes.

Ce n'est en rien élever la conscience de classe des masses laborieuses et surtout des juifs. Les juifs peuvent en effet limiter leur argumentation à contrebalancer la dénonciation (comme je l'ai fait) en prouvant que la torture existe dans les pays arabes (ce qui ne doit pas leur être difficile).

Se servir de la torture pour caractériser la forme des Etats bourgeois, expliquer les causes et les nécessités de la torture dans ces Etats serait beaucoup plus profitable que le procédé utilisé dans cet article. Ce serait de l'action révolutionnaire et non de la démagogie.

Cette critique n'est pas une condamnation, je vous garde ma confiance, continuez votre travail dans la voie

Salutations communistes.

J.-P. B., Malakoff

Ta critique nous étonne. Sous prétexte que la torture est le produit logique de la guerre que mène l'Etat bourgeois et théocratique d'Israël, nous n'avons pas à prendre la peine de la dénoncer?

Mais avec ce raisonnement, c'est quasiment tout le contenu de chaque numéro de L.O. que tu devrais mettre en cause. L'exploitation quotidienne, les brimades des chefs ou de la Direction à Renault, Rhône-Poulenc, Citroën, etc., produit logique de la société capitaliste. La repression policière... produit logique du système. La politique de Pompidou et consort... produit logique de l'Etat bourgeois qu'ils ont à défendre.

Et alors ? Il n'empêche que des millions de gens sont encore abusés. Pour tout dire, les gens, conscients aussi bien de ce qui se passe dans le monde, des faits, que de la logique des processus qui y conduisent, nous semblent même les moins nombreux. Sans cela les révolutionnaires seraient-ils si peu ?

Tu as peut-être tout loisir pour lire et prendre connaissance des faits... mais observe un peu autour de toi ce qu'il en est. Avant d'élever la conscience des masses laborieuses, il faut prendre la peine de la connaître.

Nous pensons que l'article incriminé aura permis à beaucoup de nos lecteurs de connaître un peu mieux ce qui se passe réellement en Israël, leur aura servi à comprendre et expliquer la position des révolutionnaires sur la question. Une autre question d'ailleurs à notre tour. Si la torture semble si logique à tout le monde pourquoi les policiers et militaires qui la pratiquent, qu'ils soient Israéliens, Arabes, Grecs ou Français, au moment de la guerre d'Algérie par exemple, prennent-ils tant de soin pour la cacher au public?

......

Chers camarades,

J'ai rencontré dernièrement deux camarades qui, faute de moyens, ne peuvent s'abonner au journal en payant 50 francs immédiatement.

Aussi ai-je décidé de m'abonner pour un an, deux fois de plus.

Je vous serais donc reconnaissant de m'envoyer, en plus de mon propre numéro, deux autres exemplaires du même numéro chaque semaine.

Je joins à ma lettre un chèque de 100 francs pour ces abonnements.

Je voudrais simplement exprimer un souhait pour Lutte Ouvrière.

Toutes les personnes à qui j'ai vendu ou donné le journal m'ont toujours dit qu'une série d'articles sur le communisme serait très bon.

Car il me semble que la lecture de livres de Marx ou de Lénine est souvent difficile et rebutante.

C'est ainsi qu'un article d'une page chaque semaine par exemple sur la société communiste serait facile d'accès et éminemment instructif.

O. T., Meudon

Merci pour les deux abonnements supplémentaires. Lutte Ouvrière ne grandira que par l'effort militant de ses sympathisants et lecteurs pour la diffuser autour d'eux. Et s'il n'est pas possible à tous de prendre un ou plusieurs abonnements supplémentaires, il doit être possible par contre de vendre régulièrement quelques numéros du journal ou de faire des abonnements parmi sa famille, ses amis et ses camarades de travail.

Le souhait que tu exprimes par ailleurs à propos d'articles sur le communisme nous a été maintes fois formulé. Nous envisageons en effet une série d'articles sur la question, bien que nous pensions que la lecture d'un livre de Marx ou de Lénine soit moins rebutante que tu le dis pour celui qui fait l'effort de l'entreprendre et que d'autre part elle est nécessaire à celui qui veut vraiment comprendre les problèmes.

Camarade,

J'ai fortement apprécié votre article sur les soldats emprisonnés, mais permettez-moi de vous dire que s'il fallait donner le nom de tous ceux qui sont aux artèts pour avoir refusé de plier sous le joug de la discipline militaire, il faudrait plus d'un numéro de Lutte Ouvrière.

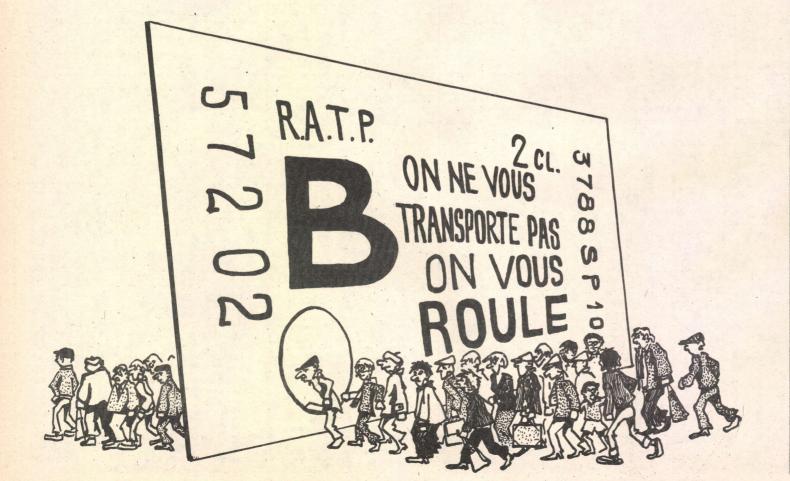
Je pense que le combat que mènent les appelés à l'intérieur des casernes est aussi important que celui des ouvriers dans les usines.

En espérant que vous publierez cette lettre.

Salutations.

Nous pensons aussi que si le combat que mènent les appelés à l'intérieur des casernes n'est pas aussi déterminant que celui des ouvriers dans les usines, il le rejoint en tous cas et nous concerne et nous importe donc au premier chef.

Nous considérons donc comme notre rôle de dénoncer les brimades qui leur sont infligées ou la lutte qu'ils peuvent mener contre la hiérarchie militaire réactionnaire... du moins quand nous en avons connaissance et que nous pouvons le faire sans trop de risque pour les soldats euxmêmes.



lutte

Hebdomadaire - Paraît le mardi

Prix : 2 F

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composé par : Graphiques Gambon Imprimé par : Roto technic Offset Distribué par les NMPP.

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 Paris-6'.

Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarife des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F 1 an : 50 F sous pli fermé : 6 mois : 70 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODIN-SON PARIS 6851-10.

1 an * : 130 F

Editorial

au delà des calculs syndicaux :

la grève des cheminots, reflet du mécontentement général

E mécontentement général grandit. Il n'en est pas arrivé au point d'exploser brutalement, mais il est de plus en plus profond.

C'est que les causes de mécontentement ne manquent pas chez les travailleurs.

Les mesures d'austérité prises par le gouvernement après les vacances 1969, les conséquences de la dévaluation ont provoqué des hausses de prix qui commencent à peser lourd sur le budget déjà fort réduit. Les fins de quinzaine, les fins de mois deviennent de plus en plus difficiles.

La hausse des prix des transports accroît encore ces difficultés financières.

Et puis nous voilà arrivés dans la période douloureuse où après avoir payé le premier tiers de l'impôt sur « le revenu », il faut établir sa déclaration au fisc. Tracasserie administrative que le grand argentier a l'audace et le cynisme de prétendre simplifiée et destinée à favoriser les rapports entre l'administration et le cochon de payant. Et puis c'est encore la lourde note des impôts

Mais le capitalisme, représenté par l'Etat bourgeois, n'arrête pas là la pression toujours plus lourde qu'il exerce sur le monde du travail.

L'intense activité économique dont se réjouit le patro-nat entraîne une augmentation de la production et comme ce même patronat se plaint du manque de moyens financiers nécessaires à ses investissements, c'est dans la surexploitation et l'anarchie de la production qu'il puise les moyens de suivre cette « intense activité ». On augmente la production par l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, la pratique des heures supplémentaires.

Et cela dans des conditions de travail de plus en plus précaires. L'intendance ne suit pas. C'est la pagaille dans les ateliers, dans les bureaux qui entraîne la nervosité, l'abandon des règles élémentaires de sécurité, la hargne de la maîtrise.

Et quand la journée est finie, il faut endurer un autre supplice, celui des transports.

Non seulement le métro (pour les Parisiens), les bus, les trains sont bondés, mais de plus en plus ils

sont en retard et même oublient de passer, car là non plus, l'intendance ne suit pas.

Ceux qui prennent leurs moyens individuels ne sont pas plus gâtés : Embouteillages monstres, pluie, brouillard, verglas, retard au travail, une journée qui com-

mence bien et qui finit encore mieux.

Tout cela il faut le supporter. Et sans rien dire.

Malheur à celui qui rouspète, à celui qui conteste. A l'atelier, dans les bureaux même, c'est la sanction, la mutation, la mise à pied, le renvoi qui guette le contestataire, celui qui n'accepte pas sans broncher tout ce qui'on usuit lui imposer.

qu'on veut lui imposer. La répression au travail est doublée de la répression dans la rue. Des flics partout, à tous les coins de rue, à toutes les bouches de métro, aux arrêts des bus et des cars, des flics qui en prennent de plus en plus à leur aise avec la liberté des citoyens. Pour un oui on se retrouve au commissariat quelquefois pour toute une journée et toute une nuit, le temps d'une vérification d'identité. Pour un non, on se paye ses 3, 5 ou 10 jours de garde à vue, et parce qu'un flic a envie de « tirer au cul » 3 ou 4 jours de maladie, il invente l'outrage à agent ou la violence envers les forces de l'ordre d'un quelconque gauchiste distributeur de tracts ou vendeur de journaux, qui écope quelques semaines de prison, avec sursis ou ferme, selon l'humeur de M. le Juge... des flagrants délits.

Il n'est pas étonnant que dans un tel climat, la tem-pérature monte, que le mécontentement s'accroisse, que la colère grandisse. Et si ce mécontentement ne se manifeste pas encore d'une manière générale, il est latent et perce à chaque fois qu'une porte s'ouvre pour le laisser passer.

C'est ainsi qu'on a pu voir de nombreux travailleurs exprimer ouvertement leur mécontentement à l'occasion de la campagne engagée contre la carence des trans-

C'est ainsi que dans les entreprises, à chaque fois qu'un moyen est donné aux travailleurs d'exprimer leur mécontentement, ils protestent, ils réagissent.
Hier à l'EDF, il a suffit que la CGT permette aux tra-

vailleurs de marquer leur hostilité au gouvernement pour que les travailleurs se saisisent d'un bulletin de vote protestataire.

« C'est en mai et en juin 1968 que nous avons eu tort de tenir contre les autres en ouvrant nos boutiques; nous ne tirerons plus le rideau des isolés, pour laisser les grandes surfaces ouvertes, mais nous le ferons lorsque le monde du travail sera en

(Déclaration de M. Fauliot, secrétaire de l'UNATI (artisans, petits commerçants)), le 10 février 1970). « Si les cadres ne refusent pas, a priori, la nouvelle société, ils redoutent d'être obligés d'y entrer en chemise et la corde au cou. »

(Déclaration de M. Roger Millot, délégué général de la CQC, dans une réunion à Bordeaux.)

Aujourd'hui, il suffit que ce même syndicat appelle à l'action (même partielle) à la SNCF pour que les trains s'arrêtent.

Le mécontentement est grand. Les syndicats essayent de l'utiliser en le maintenant dans les limites étroites de leurs intérêts bureaucratiques. Il est peu probable que les travailleurs acceptent longtemps encore la surexploitation patronale, les brimades de l'Etat policier et le mépris cynique des gouvernants.

Les fourberies de Scapin, cocu battu et content, cela fait rire au théâtre, mais dans la vie, les travailleurs préfèrent encore guignol rossant les gendarmes.

Lire en page 6 : La grève des cheminots et les ambiguïtés de la C.G.T.

Sommaire

EN FRANCE

• Le scandale des transports en commun

Page 5

Succès du meeting Lutte Ouvrière-P.S.U.
 La répression continue.

Les interventions dans la campagne. Politique intérieure

Page 6

Le Congrès radical.

- Il y a 25 ans, la dissolution des milices patriotiques.

Les travailleurs en lutte

- La grève des cheminots et les ambiguïtés

de la C.G.T.

- Grève à la Compagnie des Compteurs.

Un référendum chez Peugeot. Dans l'enseignement

Page 8 - Au C.E.T. de Champigny : renvoi d'un maître auxiliaire et d'un surveillant.

Au Lycée La Bruyère : droit de réunion interdit au personnel de service.

Questions syndicales

Page 18 Les budgets types.

 L'insécurité permanente dans les entreprises

- Le bagne Citroën.

- Accidents en série à Peugeot, sur le port de Marseille, etc.

Travailleurs immigrés

La moderne traite des Noirs... et des

A Belleville, des taudis à des prix exhorbitants.

DANS LE MONDE

Etats-Unis

Page 9

La politique étrangère des U.S.A.
L'impérialisme U.S. au Laos.

Page 10

— L'inflation aux U.S.A.

 Non à l'intervention française au **Tchad**

Page 10

En Tchécoslovaquie : On n'en finit pas de normaliser

 Le conflit israélo-arabe Page 11

— « L'offensive de paix » de Mme Golda

Meir. Les attentats contre les avions civils

attribués aux Palestiniens.

DIVERS

Revue de la presse d'extrême gauche

Le meilleur des mondes

Page 12

- Qui rend la terre invivable ?

 La pollution et la destruction du milieu naturel.

Page 13 Pilule : vrais problèmes et faux jetons.

Feuilleton

Pages 19 et 20 — « Les Bouts de Bois de Dieu ».

Critiques

Page 23 « L'impérialisme en 1970 », de

Pierre Jalée. Cinéma : Le passager de la pluie.

LUTTE OUVRIÈRE

 LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise qu leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

NOUVELLES ARRESTATIONS DE GAUCHISTES :

le règne de l'arbitraire

E décret du 13 Juin 1968 interdisant les groupes gauchistes rend décidément bien des services à l'Etat et plusieurs militants révolutionnaires ont été interpellés par des policiers agissant sur la requête du parquet général de la Cour de Sûreté de l'Etat, et cinq d'entre eux ont été écroués sous l'accusation d'avoir voulu maintenir ou reconstituer le P.C.M.L.F. (Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France).

Ce n'est pas la première fois que des militants sont ainsi inquiétés. C'est ainsi, par exemple, qu'à la veille des manifestations projetées pour l'arrivée de Nixon à Paris, la police avait opéré, préventivement, plusieurs dizaines d'arresta-tions, justifiées, si on peut dire, par l'enquête sur la reconstitution des mouvements dissous. Il ne s'agissait bien évidemment que d'un prétexte puisque, dès le départ de Nixon, les camarades étaient relâchés, sans qu'aucune « enquête » tant soit peu sérieuse ait été menée.

Le sérieux, il serait d'ailleurs bien dif-ficile à trouver dans la succession d'actes arbitraires qui dérivent d'un décret illégal, interdisant les groupes gauchistes, sur la base d'un texte de 1936 visant les bandes fascistes armées. En son temps, à la suite des événements de mai 68, la Justice l'avait d'ailleurs implicitement reconnu en relâchant tous les responsables des groupes révolutionnaires, sans pouvoir retenir aucune charge contre eux.

Mais la légalité, la sienne propre, la bourgeoisie s'en moque. Il ne se passe de jour sans que la police bafoue la li-

berté d'expression, interpellant diffuseurs de tracts ou vendeurs de journaux. Sans parler des passages à tabac et autres voies de fait auxquelles les représentants de la Justice semblent se livrer avec le plus grand plaisir, sous le regard bienveillant des magistrats.

Cette violence policière, la grande presse, délibérément, veut l'ignorer. Elle préfère mettre l'accent sur « les exactions des groupes gauchistes » et n'hésite pas même à renverser les rôles, présentant les policiers comme de paisibles fonctionnaires, victimes de brutes déchaînées.

Certains militants révolutionnaires, révoltés par les brutalités policières, rêvent de rendre coup pour coup (et on les comprend!) et n'hésitent pas, dans certaines occasions, à attaquer des commissariats, comme ce fut le cas à Marseille, à Mantes-la-Jolie, et tout dernièrement à

Paris, rue Pernelle. (Sans qu'il soit toutefois possible d'imputer cette attaque à tel groupe précis, comme semble le faire une certaine presse bien prompte à considérer la présence, pour le moins curieuse, d'un exemplaire de « L'Humanité Rouge » dans le commissariat Saint-Merri comme une signature laissée par les auteurs de l'attaque).

Aussi motivées qu'elles paraissent, les actions de ce genre conduisent à une impasse. Elles ne peuvent ni affaiblir l'appareil policier, ni mobiliser les masses, contrairement à ce que pensent les apô-tres de l'exemplarité de l'action directe. Ce n'est pas parce que quelques policiers auront été malmenés par des gauchistes que la répression faiblira, que les interpellations abusives cesseront, que les travailleurs enfin comprendront qu'il faut se mobiliser contre la répression po-

Ce n'est qu'en trouvant appui au sein de la classe ouvrière, en se liant à ses éléments les plus combattifs, en apparaissant comme les meilleurs défenseurs des intérêts populaires, que les conditions d'une riposte aux exactions policières seront créées. Et lorsque la classe ouvrière passera à l'action, non seulement elle enrayera la violence des flics, mais encore elle leur flanquera une frousse salutaire, comme ce fut le cas en mai 68 où le simple fait de dresser procès-verbal ou d'activer la circulation apparaissait aux défenseurs de l'ordre comme une tâche



ITALIE

il manifesto

(n° 1 de janvier 1970)

Dans cette revue mensuelle, animée par des militants récemment exclus du P.C.I., Luigi Pintor juge ainsi la situation italienne, au sortir de l'« automne chaud » :

« Personne n'a nié, ni ne nie, et moins que jamais les forces de gauche, que le mouvement de lutte de ces derniers mois ait eu une intensité revendicative, et une puissance politique qui n'ont pas ou peu de précédents en Italie et dans l'occident européen. Cela était prévu depuis 1968, et les prévisions ont été pour une fois confirmées. Le bilan des contrats syndicaux de l'« automne chaud », ou du « mai rampant » peut être plus ou moins satisfait, plus ou moins critique, mais la force du mouvement, malgré ses insuffisances, n'est mise en doute par personne.

Mais peut-on dire que nous nous soyons approchés, sur cette vague, d'une issue politique adéquate ou digne, d'une façon ou d'une autre? Au contraire le manque de perspective, l'incertitude de l'avenir, l'obscurité des horizons, sont évidents. Et bien que ce ne soit pas nouveau, cela frappe aujourd'hui d'autant plus que les forces et les volontés qui réclamaient un saut qualitatif sont apparues très clairement, ont consumé une grande expérience collective, ont éprouvé et accru la vulnérabilité de l'adversaire.

Et pourtant il faut escompter, presque fatalement, une contre-offensive des groupes dominants, et du rassemblement « modéré », sordidement conservateur ou ouvertement réactionnaire qui a son foyer dans la Démocratie Chrétienne et dans la Social Démocratie, ses instruments dans l'appareil d'Etat, ses inspirateurs dans le monde atlantique. Cette contre-offensive prend déjà son essor; on expérimente la répression, par des mécanismes policiers, judiciaires et administratifs qui depuis trente ans sont égaux à eux mêmes, qui ont pris pour première cible la gauche extra parlementaire, mais font naturellement tâche d'huile. Comme prévu arrive le rétablissement, par les patrons et le gouvernement, des équilibres monétaires et productifs, pour imposer une organisation rigide du travail et de l'exploitation, et une pleine restauration de la domination patronale. (...) ».

ETATS-UNIS

LIBERATION NEWS SERVICE

(Une agence de presse révolutionnaire).

24 décembre 1969.

Nous avons pensé intéressant de reproduire quelques passages d'une tribune libre parue dans cet hebdomadaire. L'auteur, une militante, y traite du problème de l'émancipation de la femme au sein du mouvement révolutionnaire. C'est là un sujet qui semble revenir très souvent dans les journaux « gauchistes » américains. Certaines militantes ont même formé des mouvements exclusivement féminins.

« L'institution typique du mouvement « consiste en un ou deux hommes qui « se présentent comme ses représen-« tants... et qui manipulent les rela-« tions dans le mouvement pour main-« tenir leur position sur ceux qui font « le véritable travail, la plupart du « temps les femmes. Le prestige dans « le mouvement ne repose pas sur ce « qu'on a fait, mais sur la capacité... « rhétorique, sur le fait de jouer un

rôle théâtral.
Le mouvement reflète en plus petit
cette société. En théorie, le but c'est
de changer cette société en quelque
chose où l'on puisse vivre... Mais la
réalité quotidienne du mouvement
c'est le prestige...

« Si les récompenses sont concentrées au sommet, le travail dit « "chiant" est concentré en bas. Ce « sont (...) les femmes qui font ce « travail.

Plus loin elle ironise sur les « cadres » du mouvement :

« Les « cadres », cela veut dire quel« que chose quand un mouvement est
« réellement clandestin, quand ses
« membres ont reçu une formation qui
« a tenté de changer leurs caractères,
« quand les groupes ont partagé de
« dures épreuves et qu'ils savent qu'ils
« peuvent se faire confiance. Mais le
« mot « cadre » dans le mouvement
« blanc aujourd'hui aux U.S.A., c'est
« de la m... prétentieuse. Notre gros
» problème c'est d'apprendre à toucher
« les gens, et nous n'avons pas in« venté de formation qui nous aide
« sur ce plan...

Parlant de la phraséologie des « gauchistes », elle poursuit :

« La plupart d'entre nous savent fou-« trement peu sur la manière dont la « société fonctionne et comment les « gens y vivent, mais nous préférons « adopter un jargon qui nous masque « la réalité. Mais si nous méprisons « les gens et leurs besoins, pour qui « est-elle donc notre sacrée révolu-« tion ?

Après avoir décrit en détail la situation des femmes dans le mouvement et le mépris dans lequel elles sont tenues, elle écrit :

« Bien sûr nous ne pouvons pas « avoir des îlots de culture révolution-« naire, mais nous pouvons quand mê-« me essayer de ne pas refléter les « aspects les plus hideux de cette société... ».

Enfin, elle déclare ne voir qu'une solution : la formation d'un mouvement à part pour les femmes.

FRANCE

OUVRIERES

Du 11 au 18 février 1970 - N° 463.

L'organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière revient sur les perspectives qu'ouvrait l'A.J.S. au meeting du Bourget. Dans une interview de Charles Berg, l'orientation de l'A.J.S. vers l'unité d'action avec les cercles de Jounesse Communiste est réaffirmée.

Nous engageons maintenant la bataille pour réunir les conditions politiques qui imposeront l'unité, pour l'organisation d'une manifestation centrale de défense de la jeunesse et de ses revendications.

Les questions laissées en suspens par la politique des appareils, par exemple à l'EDF-GDF, et qui posent le problème de l'affrontement avec le pouvoir d'Etat, exigent que soient rassemblées dans l'unité les forces assurant à la classe ouvrière et à la jeunesse la victoire : telle est la signification de la perspective de la manifestation centrale de défense de la jeunesse. Cet objectif est rendu possible par le rôle moteur que joue la jeunesse, dans une situation où la classe ouvrière a l'initiative et par l'existence, révélée le 1" février, d'une force politique conséquente sur le terrain de la jeunesse : l'A.J.S.

Dans les jours qui viennent, le Bureau national de l'A.J.S. va, dans une lettre ouverte à la Jeunesse communiste, proposer l'unité d'action sur cet objectif. Il ne s'agit pas d'un gadget : le front unique ouvrier s'impose et se conquiert par l'action. Armés de cet appel, les cercles se porteront, plus encore que par le passé, en direction des jeunes communistes, des jeunes travailleurs, des entreprises, des syndicats, pour organiser la force à même d'aboutir à la réalisation de cette manifestation.

L'ECOLE de MAi

Journal de lutte contre l'école bourgeoise. N° 3 bimestriel - février 70.

Ce journal qui ne cache pas ses sympathies maoïstes rassemble des informations sur les mouvements qui se sont produits récemment dans les lycées et C.E.T. et quelques articles plus généraux concernant l'Education surveillée, la loi Ferry, etc.

Un article traite en particulier du problème de la liaison des révolutionnaires dans les écoles et dans les usines.

C'est dans cette perspective que l'Ecole de Mai a pris contact avec les camarades du Métallo Rouge (groupe maoīste autonome de Renault). Les discussions que nous avons eues avec eux ont permis de préciser comment nous pouvons les aider et de mettre sur pied des projets de travail en commun

Il fallait d'abord voir sur quels points les camarades ouvriers ont besoin d'aide. Au cours des discussions nous en avons dégagé trois :

— la lutte contre la hiérarchie, lutte fondamentale contre ce qui est un instrument de division de la classe ouvrière.

— la lutte contre le P.C.F. et les syndicats.

— l'explication dans l'usine des luttes menées par les élèves (lycées, C.E.T.), les enseignants, les étudiants.

Notre tâche est donc de renforcer la propagande que développent les camarades du Métallo Rouge sur ces trois thèmes, en leur donnant des armes pour leur travail d'agitation dans les ateliers.

Notre première intervention concerne donc le soutien à la propagande révolutionnaire dans les usines (dans cette perspective un article doit être publié dans le prochain n° du Métallo Rouge sur l'Enseignement en Chine).

Pour le travail militant en commun, nous en sommes encore actuellement au stade des projets, des contacts des enquêtes (Centre de Formation Professionnelle, C.E.T...). Travailler avec des jeunes ouvriers des Comités de Lutte de Renault sera très important : en effet l'un des objectifs des Comités de Lutte est de développer la lutte, non seulement dans les ateliers, mais aussi sur tout ce qui dépasse le cadre de l'usine (terrain

laissé libre par le P. « C. » F. et les syndicats: propagande et action de soutien anti-impérialistes; lutte pour des conditions de vie décente (logement, transport...). Et dans ce cadre rentre également la lutte contre la culture bourgeoise et l'enseignement au service de la bourgeoisie.

Les actions que pourront entreprendre des équipes enseignants, étudiants et jeunes ouvriers serviront donc directement le travail d'implantation dans l'usine des camarades de Renault.

ligne rouge

Nº 8 - Février 70.

Ce journal maoiste, expression comme la « Cause du Peuple » ou « Vive la Révolution » d'une fraction de l'ex-U.J.C.M.L., a connu une longue période de non-parution due au problème soulevé par une campagne de « rectification » particulièrement sévère, et plus généralement par l'attraction des groupes maoïstes apparemment plus dynamiques comme par exemple « La Cause du Peuple ».

Ce numéro contient donc deux grandes pages d'autocritiques « Rectifions les erreurs de « Ligne Rouge » qui situe la position actuelle des groupes qui soutiennent ce journal.

L'unification des marxistes-léninistes ne se fera pas par la juxtaposition et la fusion de divers groupes qui, tous sur le même plan, reconnaîtront leurs « aspects positifs » et leurs « aspects négatifs », mais grâce à l'édification d'une organisation communiste jouant le rôle de centre dirigeant de cette unification.

Mais force est de constater qu'un tel centre n'existe pas aujourd'hui. Il ne suffit pas d'avoir défendu quelques principes fondamentaux pour être un tel centre comme nous l'avons naïvement cru dans le passé. C'est au travers de luttes longues et difficiles qu'un tel centre se dégagera. Le groupe qui aura fermement défendu les principes marxistes, élaboré une ligne correcte et aura fait ses preuves dans la pratique de ses capacités à s'unir avec le mouvement ouvrier et à diriger l'unification des véritables révolutionnaires, un tel groupe pourra être appelé le centre. Toute auto-proclamation avant la réalisation de ces tâches ne serait que phrase creuse et inutile.

Nos erreurs sont graves et doivent être rejetées, mais d'autres erreurs une non démarcation ferme d'avec le révisionnisme, les tendances au spontanéisme sont des erreurs encore plus graves dans lesquelles nous refuse-rons de tomber. Nous allons travailler à mettre au clair nos bases politiques et nos statuts et à progresser dans la voie du Programme de la Révolution en France en associant des groupes proches qui ne nous ont pas rejoint jusqu'à présent en raison de notre dogmatisme. D'autre part, nous discuterons avec « Voix Prolétarienne », avec « Vive la Révolution », différents groupes locaux et développerons avec eux l'unité d'action la plus étendue possible. Nous publierons ultérieurement dans notre presse, en accord avec eux, les points d'accords auxquels nous serons parvenus, les points de désaccords subsistant ainsi que les moyens de progresser vers

A signaler la sortie d'un film par le groupe cinéma marxiste léniniste de « Ligne Rouge » consacré au problème paysan sous le titre évocateur : « Ecoute, Joseph, nous sommes tous solidaires ».

LE SCANDALE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE

succès du meeting de protestation L.O. - P.S.U.

'ETAT NE NOUS TRANSPORTE PAS, IL NOUS ROULE. Tel était le thème du meeting de protestation organisé vendredi dernier 20 février à la Mutualité par les Fédérations Parisiennes du PSU et « LUTTE OUVRIE-RE », meeting constituant une étape dans la campagne organisée non seulement contre la dernière augmentation des transports et celle prévue pour le mois de juillet, mais contre les conditions mêmes qui sont faites quotidiennement aux usagers du métro, des bus et des trains.



Une vue de la tribune. (Photo L.O.)

Cette campagne, commencée au début du mois par des prises de parole, des diffusions de tracts et des ventes de journaux dans le métro, aux arrêts de bus et dans les gares a rencontré l'accueil très favorable des usagers qui voyaient enfin exprimé ce qu'ils ressentaient depuis bien longtemps déjà. Et le gouvernement a eu beau envoyer ses flics en uniforme et en civil, il n'a pas pu empêcher, grâce à l'approbation de la population et la solidarité, souvent active, des employés de la RATP et de la SNCF, que cette campagne se développe. C'est ce qui explique la participation nombreuse et enthousiaste à ce méeting regroupant une assistance évaluée à plus de 4 000 personnes.

Les orateurs du PSU et de Lutte Ouvrière se succédèrent à la Tribune dénonçant l'incurie des pouvoirs publics responsables de la situation actuelle, du choix politique fait en réalité par nos ministres, au service de la classe dirigeante et en aucun cas au service de la population travailleuse.

Deux militants syndicalistes cheminots et un de la RATP vinrent dénoncer le scandale des transports, vue de l'intérieur et réaffirmèrent la solidarité des employés de la RATP et de la SNCF et celle des usagers. L'affirmation de cette solidarité fut longuement applaudie.

Après avoir dénoncé la répression policière dont furent victimes plusieurs dizaines de camarades ayant participé à cette campagne, les orateurs appelèrent à la poursuite et à l'extension de cette campagne.

Une motion réclamant la création de comités d'usagers et demandant aux organisations ouvrières de s'engager dans cette campagne fut approuvée par acclamation par la salle enthousiaste.

Les participants devaient se séparer au chant de l'Internationale et se disperser, évitant de préférence le métro Maubert-Mutualité où une cinquantaine de flics en civils, imperméables serrés à la taille attendaient sur les bancs du métro on ne sait trop quel rendez-vous.



Plus de 4.000 personnes enthousiastes. (Photo L.O.)

Dans les rues avoisinantes de la Mutualité, de nombreux cars de police et quelques centaines de CRS massés sur plusieurs rangs, mousquetons à l'épaule, rappelaient à tout le monde que si l'Etat manque d'argent pour assurer des transports convenables dans la région parisienne, il n'en manque pas pour la répression.

les interventions dans la campagne

à la S. N. I. A. S. (Courbevoie)

ES camarades de LO, dans le cadre de la campagne contre le scandale des transports en commun, ont pris la parole à la porte de la cantine de la SNIAS (ex-Sud-Aviation) de Courbevoie, prise de parole accompagnée de distribution de tracts et de vente de journaux.

La première camarade a mis l'accent sur le fait qu'il s'agissait d'un problème concernant tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières, syndicats ou partis. Elle a rappelé que si les travailleurs de Sud prenaient pour la plupart leur voiture individuelle, c'était parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix, parce qu'il n'existait rien pour relier leur banlieue à Courbevoie, et non pas pour le plaisir de se perdre dans les embouteillages monstrueux.

Le second camarade a insisté sur la véritable escroquerie que constitue la nouvelle hausse, par rapport aux services rendus par la RATP ou la SNCF. Et s'il y a déficit, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Ce sont les grands

monopoles à qui profitent en premier lieu le drainage de la main d'œuvre vers les usines, qui devraient payer. Il a d'ailleurs fait remarquer qu'on parlait beaucoup de déficit des transports, mais jamais des déficits des Mirage et autres Bedoutebles.

déficits des Mirage et autres Redoutable. L'Etat nous roule! Et la bonne centaine de travailleurs qui stationnait à la sortie approuvait pleinement.

D'ailleurs une motion de soutien à la campagne qui fut adressée au meeting recueillit plus de 150 signatures parmi les travailleurs de la SNIAS.

Et l'intervention de nos camarades s'est faite pendant que des militants de la CGT appelaient à signer une pétition contre ce même scandale et pour une indemnité de transport mensuelle de 40 F.

On termina par un appel à se joindre le surlendemain aux participants du grand meeting de protestation, à la Mutualité.

à la Porte d'Italie

ES camarades ont interviewé Porte d'Italie des usagers prenant l'autobus pour se rendre dans les proches banlieues Sud de la Région parisienne. Voici quelques-uns de leurs problèmes :

— « Je prends le 285. Je viens de Villed'Avray. J'ai une demi-heure à pied de chez moi à la gare. J'ai un quart d'heure de train pour aller à St-Lazare, de St-Lazare j'ai 26 stations pour aller à la Porte d'Italie et de Porte d'Italie je vais à Orly prendre mon travail jusqu'à minuit pour recommencer le soir. Je prends le dernier bus à minuit 32. Il arrive à la Porte d'Italie à 1 h. Aux heures creuses, on attend les bus 20 mn. J'ai 2 heures de transport le matin et le soir. »

" J'achète un carnet tous les 2 jours. Je vais à Orly. Je reviens, cela me fait 3 tickets à chaque fois, et je suis employé intérimaire Je ne peux pas avoir de réduction de voyage. Cela devient un vrai problème; et les patrons ne veulent rien augmenter.

— « Je travaille à la Cité Universitaire, je ne prends que des autobus car avec le métro, ça me fait un détour épouvantable. Je prends le 47 et le P.C. (Petite Ceinture).

J'attend 15 à 20 mn pour un trajet de 5 mn! Mon patron me rembourse 20 F tous les mois, il va me rembourser, maintenant 23 F, alors que moi, en transport je dépense 100 à 120 F par mois! ».

à la Caisse d'Allocations Familiales Paris-15e

N camarade de Lutte Ouvrière est intervenu mardi dernier à la sortie de la CAF pour dénoncer les scandaleuses hausses des transports, et surtout les conditions dans lesquelles nous sommes transportés. Les employés de la CAF sont payés pour le savoir, eux qui habitent presque tous en banlieue souvent lointaine et qui empruntent pour venir travailler une ligne de métro (Nation-Etoile) qui tombe en panne à peu près toutes les semaines.

Malgré la pluie qui tombait dru, l'intervention fut accueillie avec sympathie, et les employés qui n'étaient pas encore sortis s'étaient mis aux fenêtres pour mieux écouter.

Une motion de soutien à la campagne PSU-Lutte Ouvrière circulait pendant ce temps dans les différents services et recueillit 222 signatures; elle fut ensuite adressée au meeting de la Mutualité.

la répression continue

L A répression s'est abattue depuis la hausse des tarifs des transports en commun de la région parisienne, contre tous ceux qui élèvent une protestation continue.

Les interpellations et arrestations des diffuseurs de tracts, colleurs d'affiches ou vendeurs de journaux aux stations de métro ou dans les gares se sont poursuivies de plus belle. La CGT et la CFDT qui à leur tour ont diffusé des tracts de protestation ont également vu leurs militants interpellés et embarqués. Plus de quatre vingt diffuseurs de la CFDT l'auraient même été dans une seule journée.

Cette répression semble même vouloir s'intensifier. Ainsi deux soi-disant manifestants ramassés par la police, l'un dans les couloirs du métro Bastille, l'autre sur le quai du RER de Joinville ont été maintenus en détention préventive jusqu'à leur jugement mardi 24 février. Traduits en «flagrant délit », lundi et mardi dernier, ils avaient demandé un délai pour

préparer leur défense. On se doute pourtant qu'ils ne vont pas s'enfuir pour une histoire semblable. Mais les promesses de M. Pleven de mettre fin aux abus de la détention préventive ne valent pas grand chose devant la volonté du pouvoir de marquer le coup et de faire sentir qu'il n'admettrait aucune agitation sur la question des transports de la capitale.

Pour le second, qui portait des traces de coups après son passage entre les mains de la police, le juge a refusé la nomination d'un médecin expert demandée par son avocat. Aucun doute n'est évidemment possible : c'est certainement en tombant dans l'escalier qu'il s'est marqué de la sorte.

Le gouvernement veut nous intimider. Mais quand nous réclamons des métros, des bus, des trains et qu'il nous envoie ses paniers à salade, ses flics et ses juges, il ne résoud pas les problèmes.

Au contraire, il augmente la colère des usagers.





la grève des cheminots et les ambiguïtés de la C.G.T.



Une récente manifestation des cheminots.

(Photo U.P.I.)

L'attitude de la CGT lors des négociations entre les syndicats et la direction SNCF et face aux grèves de cheminots qui ont entouré cette négociation, a suscité bien des commentaires. La CGT a-telle été débordée ? A-t-elle voulu ou pas la grève générale des cheminots ? Le mouvement s'est-il essouflé de lui-même ou la CGT a-t-elle tout fait pour qu'il ne prenne pas plus d'ampleur ?

Pour comprendre la tactique appliquée par la CGT, il faut bien voir le contexte général de ces négociations, bien voir que chez les cheminots, comme parmi l'ensemble des travailleurs, le mécontentement est à l'heure actuelle important. Bien sûr, les dernières propositions de la direction en matière de salaire (assurance qu'à la fin de l'année les salaires auraient au moins subi une augmentation de 2 % supérieure à celle des prix... du moins à l'indice officiel qui prétend la mesurer) comme en matière d'horaire hebdomadaire de travail (réduction d'une heure par semaine au 1er mai et d'une nouvelle demi-heure au 1er novembre) sont un peu supérieures à ce que la direction et l'Etat ont l'habitude d'accorder dans une année.

Mais pour les cheminots, ce n'est pas là aujourd'hui le problème essentiel qui est celui de la compression du personnel. La direction envisage, en effet, de supprimer 50 000 emplois en 3 ans.

Le maintien du pouvoir d'achat — à condition qu'il le soit vraiment — ou même la réduction d'une heure et demie sur l'horaire hebdomadaire n'écartent pas la menace d'une aggravation des conditions de travail. Ces concessions de la direction n'ont même été faites de toute évidence que pour faire avaler cette pilule.

Ce mécontentement, la CGT le connaît. Un peu partout, ces derniers temps, des grèves locales ont eu lieu dans les dépôts, les ateliers ou les gares. C'était à chaque fois sur la question des effectifs que la SNCF tentait de réduire.

Or, à la SNCF comme ailleurs la préoccupation première de la CGT demeure d'éviter à tout prix de se faire déborder sur sa gauche.

Et l'exemple récent de Berliet, mis en lumière par toute la presse n'a pu que la rendre encore plus circonspecte. Après avoir signé l'accord proposé par la direction et avoir clamé partout que c'était là justement le type de contrat qu'elle jugeait positif, elle a dû pratiquement se déjuger, renier sa signature et déposer de nouvelles revendications de salaire devant le mécontentement des travailleurs et les risques de débordement, comme le montrait la grève sauvage d'un atelier.

C'est finalement ce qui explique son attitude et qu'elle n'ait pas signé l'accord proposé par la SNCF.

C'est ce qui explique qu'elle ait déclenché cette série de grèves sur toute la SNCF. Elle tenait à marquer aux yeux de tous les cheminots sa volonté d'être la plus active, d'être le syndicat qui tient compte de leur mécontentement et de leurs sentiments. Cela a été rendu d'autant plus facile par l'attitude des autres syndicats, et notamment CFDT et FO, qui

eux ont accepté les propositions de la direction. Par là même la CGT vient d'ailleurs de marquer un nouveau point contre la CFDT qui perd un peu plus chaque jour l'auréole gauchiste qu'elle s'était attribuée, ou du moins que certains lui avaient attribuée, un peu rapidement après mai 68.

Mais le but de la CGT s'arrête là. Elle n'acceptera à aucun prix le risque de se faire déborder par la gauche, d'accord. Mais cela ne signifie nullement qu'elle ait l'intention de promouvoir et préparer une lutte d'envergure.

Ainsi à la SNCF si elle a donné le feu vert à ses militants pour lancer la grève partout où ils le pouvaient ou le voulaient, elle a soigneusement évité un mot d'ordre de grève générale comme elle a soigneusement évité de présenter une série de revendications d'importance qui pouvait seule donner un sens à une grève générale.

En fait, sous une autre forme, la CGT a renouvelé à la SNCF le coup de l'EDF. Elle a refusé le contrat proposé par le gouvernement. Elle a permis au mécontentement des travailleurs de s'exprimer en même temps d'ailleurs qu'elle faisait la preuve qu'elle était bien représentative (car quoi qu'en ait dit la presse et les pouvoirs publics, les grèves ont été effectives un peu partout). Mais elle s'est refusée aussi bien à engager réellement la lutte qu'à en présenter à brève ou lointaine échéance la perspective. Et c'est cela qui fait « l'ambiguïté » de l'attitude de la CGT relevée par tous les commentateurs.

Une ambiguïté, que nous allons probablement retrouver un peu partout dans les jours qui viennent, car c'est justement la nature de la CGT d'être ultra-sensible aux risques de débordement mais incapable de mener le combat nécessaire.

LE CONGRÈS RADICAL :

une vieille peau retournée est toujours une vieille peau

C'est à l'unanimité moins une voix que le Congrès des radicaux vient de décider l'adoption du projet de manifeste « Ciel et Terre » de son « dynamique » secrétaire général, Jean-Jacques Servan Schreiber. Selon un congressiste un peu trop enthousiaste, M. Jaoui, ce manifeste est le texte « le plus important qui ait été écrit depuis le Manifeste Communiste de Karl Marx ».

Un dangereux révolutionnaire se cacherait-il derrière le sourire Colgate du « séduisant » Jean-Jacques ? A dire vrai, le seul fait que son texte, avec bien sûr des amendements ait été adopté à l'unanimité par une telle assemblée suffirait à rassurer ceux qui le suspecteraient de « gauchisme ».

Alors quelles sont ces idées qui font de ce manifeste « le plus important depuis Karl Marx » ?

Il faut, parait-il, réformer la société française, mais en faisant l'économie d'une révolution. Jean-Jacques se fait fort d'y arriver, en l'espace d'une génération. Aux imprudents les promesses à court terme. Servan Schreiber préfère ne pas se mouiller. Le Manifeste propose, rien que ça, d'abolir « la propriété héréditaire des moyens de production », grâce à une réforme des droits de succession, qui éviterait que la propriété d'une entreprise se transmette de père en fils. Le socialisme, quoi!

D'ailleurs, un exemple de ce qu'il faut faire, c'est les Etats-Unis! Ainsi, Henry Ford, fondateur de la Société Ford, possédait 98 % des actions de son entreprise à sa fondation. Aujourd'hui, Henry Ford III, son petit-fils, n'en possède que 4,5 %, ce qui prouve bien que là-bas, la propriété des usines n'est pas héréditaire! Et si, ledit Henry Ford III est toujours à la tête du trust, c'est seulement par

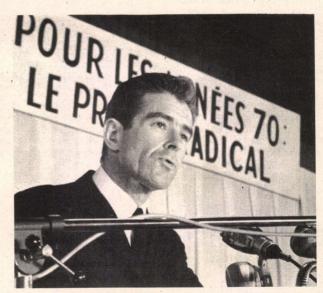
compétence, selon Jean-Jacques Servan Schreiber. Nuance. Les travailleurs de Ford doivent être bien contents d'être exploités par quelqu'un de compétent!

Un autre « dossier fascinant » ? L'affaire St-Gobain-BSN. Selon Jean-Jacques, c'est « un désastre » pour l'économie nationale, que Saint-Gobain ait gagné dans cette OPA, contre BSN. C'est contraire aux lois économiques, et il eut été bien préférable que ce soit BSN qui l'emporte. A ceux qui se demanderaient pourquoi, il faut ajouter que M. Antoine Riboud, PDG de BSN, est un patron « compétent ». La preuve, c'est qu'il vient d'envoyer un message de soutien au parti radical. Alors, vous n'allez tout de même pas dire le contraire ?

En bref, la révolution dont il s'agit consiste à remplacer les patrons « héréditaires », par des patrons « dynamiques, jeunes, compétents », et même un peu playbloy si nécessaire. Le reste est de la même eau. Comme le disait une congressiste, « tout cela est bien léger ».

Mais à vrai dire, pour les radicaux, cela n'a aucune importance, car la question n'est pas là, et personne n'y a l'intention de prendre ce « Manifeste » au sérieux. Son rôle est de redonner vie à un Parti Radical qui ressemblait de plus en plus à un cadavre politique.

Car la venue au pouvoir de de Gaulle et l'instauration de la V° république avaient fait voler en éclat les partis électoralistes classiques. La plupart des formations de droite se retrouvèrent dans l'UNR, certaines assurèrent la survie d'un Centre. La « gauche » radicale devait être la plus touchée. Il n'y avait plus de place pour elle dans aucune combinaison gouvernementale. Elle n'avait pas de place non plus dans la coalition Mitterand-PCF. Elle s'étiolait dans l'indifférence générale.



J.-J. S.-S.: un chaud partisan du patronat « moderne »

(Photo U.P.I.)

Mais il y eu mai, l'éclatement de cette très circonstancielle coalition Mitterandiste et surtout le départ de de Gaulle. L'après-gaullisme pompidolien, les remous au sein de la majorité, l'ouverture aux centristes, tout cela autorise de nouveaux espoirs

Le régime de Pompidou se trouve sans alternative, sans opposition, à part celle du PC. C'est une situation qui gêne tout le monde. Comme dit Jean-Jacques Servan Schreiber, « il est très important que la majorité actuelle représente une possibilité politique, que nous représentions une autre possibilité politique et que les Français puissent choisir. Quand il n'y a plus de choix, où est la démocratie? ».

Alors, il ne reste plus à ce vieux parti (le plus vieux en France) qu'à lancer une « vedette », un « homme providentiel », comme on lance une lessive aux enzymes ou un chanteur « pop ». Peut-être J.-J. Servan Schreiber pourra-t-il éclipser Mendès-France ou Mitterand?

Grâce à l'opération manifeste, voilà le Parti Radical doté d'un programme « novateur », « dynamique », «résolument tourné vers l'expansion », et d'un homme « séduisant » qui se fait fort de l'appliquer. Ainsi, si l'UDR, pour une raison ou pour une autre, ne remplissait plus son rôle, si elle devait éclater en plusieurs tronçons, si elle avait besoin d'une nouvelle « ouverture » ou plus simplement encore si elle devait céder le pouvoir, voilà une équipe pas bien dangereuse, mais avec une auréole « de gauche » tout de même, qu'on pourra éventuellement mettre dans le coup. C'est maintenant qu'il faut chercher à se placer!

Il y a 25 ans, Thorez faisait accepter la dissolution des milices patriotiques

un seul État, une seule armée, une seule police"

Le palmarès de l'armée française depuis la libération est chargé : Indochine, Algérie, sans compter quelques « menues » opérations au Togo ou au Tchad ; celui de la police française n'a rien à lui envier; des dizaines de manifestants ouvriers sont tombés sous ses coups depuis 45. Le souvenir des ratonnades, de Charonne que le PCF a commémoré il y a

peine installé à Paris, fin août 44, de Gaulle, au nom de la bourgeoisie française, procla-me sa volonté et surtout sa hâte de « mettre en place le pouvoir ».

Une tâche urgente : restaurer l'Etat

La tâche est urgente en effet. La défaite allemande entraîne avec elle la débâcle de l'appareil d'Etat vichyste. Les hauts fonctionnaires sont en fuite, ou complètement compromis, ils n'ont plus aucune autorité; plus de juges, ni de police, ni naturellement d'armée régulière: il se crée un vide qui inquiète fort les responsables de la bourgeoisie.

Certes, de Gaulle a ramené dans ses fourgons une brochette d'administrateurs, choisis parmi ses parti-sans; mais encore faut-il les impo-ser! Or, si le chef de la « France Li-bre » dispose d'un prestige personnel considérable, c'est le Parti Communiste Français qui contrôle la grande majorité de la Résistance, une Résistance que la « Libération » va consi-. dérablement gonfler.

Plus de police régulière, mais des milliers d'irréguliers; plus de préfets en place, mais des chefs de maquis. De Gaulle va agir vite.

Le 13 septembre, deux semaines à peine après son installation à Paris, le gouvernement qu'il préside proclame sa volonté de mettre rapidement en place des cours spéciales de justice officielles, qui doivent se substi-tuer aux cours martiales improvisées par les maquisards. Le 19 septembre, un décret décide l'intégration des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) à l'armée régulière; elles seront, précise le texte, soumises dorénavant « aux règles générales de l'organisation et de la discipline militaire » et elles relèveront de la seule autorité du ministre de la Guerre.

La dissolution des milices patriotiques

Enfin, le 28 octobre, le gouvernement décide la dissolution « des groupements armés qui subsistent dans certains départements et qui n'appartiennent ni à l'armée, ni à la police ». Cette décision vise essentiellement les milices patriotiques, créées récemment, entre avril et août 44, par le P.C.F.

Qu'en est-il réellement de la menace de subversion que sans cesse de Gaulle agitait, et contre laquelle il s'évertue de restaurer l'autorité de l'Etat ? Le P.C.F. est-il à la veille de

quelques jours restent fixés dans les mémoires.

Mais ce que beaucoup ont oublié, ou n'ont jamais su, c'est que cette armée, cette police furent, il y a maintenant 25 ans, reconstituées avec la bénédiction du Parti Communiste Français. Fort de cette complicité, la bourgeoisie française put alors reconstituer sans douleur un appareil d'Etat.

lancer ses troupes à l'assaut du pouvoir? Aucunement.

Le P.C.F. derrière De Gaulle

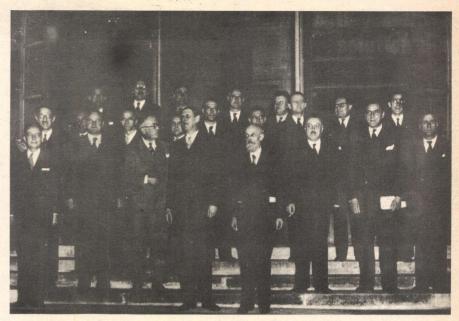
Tout au contraire, deux de ses représentants siègent sagement au gouvernement qui vient de prendre ces mesures d'ordre: François Billoux est ministre de la Santé publique, tandis que Tillon préside aux desti-nées du ministère de l'Air. Et si il dispose indéniablement d'une influence importante dans le pays, à aucun moment il n'envisage de s'en servir contre l'autorité de de Gaulle, auquel il s'est rallié officiellement depuis plus d'un an déjà.

Dès janvier 1943, Fernand Grenier, représentant du parti auprès du général à Londres déclarait : « Nous traduisons le sentiment des Français en proclamant notre confiance en le général de Gaulle qui, le premier, leva l'étendard de la résistance... et en affirmant notre volonté de travailler à l'union de toutes les énergies françaises, pour la libération de la France. »

En avril 44, deux dirigeants com-munistes, Grenier et Billoux, étaient entrés dans le Comité Français de Libération Nationale (C.F.L.N.) qui siège à Alger et qui fait office de gouvernement provisoire de la «France Libre». Et si L'Humanité parle en cette période d'insurrection, c'est de «l'insurrection nationale» qu'il s'agit. Rien, donc, dans tout cela qui puisse fonder les craintes de de Gaulle. Il en est sans doute persuadé lui-même. Mais il en joue sur la défensive.

Certes, tout ne s'opère pas toujours sans anicroches. Quelques heurts, quelques déclarations marquent parfois l'irritation des communistes, qui voient d'un mauvais œil les tentatives du chef du gouvernement de reprendre en main l'appareil de la Résistance qu'ils ont forgé, et qu'ils contrôlent pour l'essentiel. La dissolution des « milices patriotiques » provoque les protestations de L'Humanité: « Une fois de plus, écrit le quotidien du parti, le président du gouvernement a pris la responsabilité de traiter comme quantité négligeable la Résistance Française. » Pendant des jours, le P.C.F. va multiplier ses protestations, d'autant plus vives, que des explosions dues sans doute à des attentats, provoquent de nombreux morts à Vitry, dans un château du Vaucluse où stationnent des compagnies de la milice patrio-tique. C'est la 5° colonne qui relève la tête, lit-on dans la presse du parti, parce que le gouvernement refuse de s'appuyer sur le peuple. Les réticences sont encore plus sensibles à

la base.



En 1945, le gouvernement provisoire présidé par de Gaulle, Thorez y siège comme vice-président du Conseil. On reconnaît, sur cette photo, Georges Bidault, à l'extrême droite, ainsi que Soustelle en arrière-plan, et naturellement de Gaulle.

Le retour de Thorez

Mais de Gaulle va récupérer un allié de poids, en la personne de Maurice Thorez. Le secrétaire du parti a vécu toute la guerre à Moscou, où il s'est réfugié après avoir déserté en 1939. De Gaulle a décidé de l'amnistier. Aussitôt, il débarque le 27 novembre à Paris, tandis que le chef du gouvernement, lui, s'envole pour l'Union Soviétique en compagnie de Georges Bidault, afin de signer avec Staline, le pacte francosoviétique.

Sans perdre un moment, le dirigeant communiste va réaffirmer la ligne du parti; le 30 novembre, il s'adresse aux militants, rassemblés au Vel d'Hiv : « La tâche du moment, déclare-t-il, c'est de faire la guerre jusqu'à la victoire. Le ton est donné, ou plutôt redonné. Il ne faut rien faire qui puisse troubler l'unanimité nationale qui s'est faite autour de de Gaulle, afin de ne pas compromettre la victoire des impérialistes al-

Deux mois suffiront pour reprendre en main l'appareil du parti, pour mettre au pas les quelques réticents. Deux mois à l'issue desquels Mauri-ce Thorez déclarera sans ambage, et cette fois sans que ne puisse se glisser la moindre équivoque dans son propos: « Il y a un gouvernement, il doit y avoir une armée, une seule; il doit y avoir une police, une seu-le. » Ce gouvernement, c'était celui que présidait de Gaulle, cette armée, ce sera celle qui se distinguera en Indochine, puis en Algérie; quant à la police, on la retrouvera contre les grévistes, contre les manifestants de Charonne ou ceux de mai-juin 68.

De Gaulle pourra, non sans perfi-die, mais à juste titre, distribuer un peu plus tard, dans ses *Mémoires*, sa part de louange au secrétaire du P.C.F.: « Il va, dit-il dans ses *Mémoi*res, rendre, à plusieurs occasions, service à l'intérêt public. » En effet, Thorez a bien mérité de la bourgeoisie française qui lui offrira d'ailleurs un poste de vice-président du Conseil quelques mois plus tard.

ce qui fut dit à l'époque

Rapport présenté à la session du Comité Central d'Ivry le 22-

A propos des gardes civiques et républicaines : « Ces groupes ar-més ont eu leur raison d'être avant. et pendant l'insurrection contre l'occupant hitlérien et ses complices vichyssois. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières des polices constituées à cet effet; les gardes civiques et d'une façon générale tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus

longtemps ». ... « Sans discipline, pas d'armée. Pour faire régner la discipline la plus stricte, il convient de constituer une véritable armée nationale.. d'unifier vraiment de bas en haut et de haut en bas, l'armée de la nation, en assurant l'unité de commandement ».

L'Humanité du 3-2-45 (reproduction d'une interview de Thorez).

« Il y a un gouvernement, il doit y avoir une armée, une seule ; il doit y avoir une police, une seule. Dans la lutte contre l'ennemi ou contre ses agents, contre les traitres et les saboteurs, il appartient à tous les Français de faire connaître leur voix, en particulier par le truchement des groupements ou mouve-ments de résistance. A l'usine ou au village par l'intermédiaire des comités patriotiques.

Mais les groupes armés doivent

disparaître...

De même, les C.D.L. ne doivent pas se substituer aux administrateurs et les comités locaux de libération ne doivent être que des comités patriotiques.

Non, il n'y a pas de tournant,

notre ligne n'a pas varié : faire échec au complot hitlérien qui visait à l'anéantissement de la France, gagner la guerre. »

Hubert - Beuve-Méry -Le MONDE du 9-2-45

(A propos d'un livre de P. Viannay) « ... La nouvelle attitude du P.C... a modifié profondément l'équilibre de nos formations politiques. On voit assez mal comment les résistants pourraient s'unir en tant que résistants et tenir à l'écart le P.C. lorsque celui-ci — même s'il ne s'agit que d'une étape de sa dialectique répolutionnaire — se pose lectique révolutionnaire — se pose en parti de gouvernement et limite la surenchère au seul domaine patriotique ».

FRANCE-SOIR du 24-1-45

« Le leader communiste (M. Thorez) apporte son concours à l'ordre républicain. Il se prononce pour la liquidation des milices patriotiques, le renforcement et le respect de l'autorité gou-vernementale, et il affirme que les communistes, voulant d'abord gagner la guerre au plus vite, ne formulent pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste.

Il y a bien « présentement » qui réserve l'avenir et qui suffira à rendre suspectes les déclarations du « fils du peuple » à tous ceux pour qui le communisme doit, envers et contre tous, rester l'ennemi.

Mais nous, qui ne sommes pas communistes et n'entendons pas le devenir, nous voulons bien faire, avec eux, un bout de chemin et même une longue route pour réaliser ensemble ce simple programme : « la joie dans les foyers, la paix, la liberté : le lait pour nos petits, le pain pour nos vieux, le verre de vin pour tous ».

Mais au fait, y a-t-il des républi-cains pour vouloir autre chose ? ».

AU C.E.T. DE CHAMPIGNY

renvoi d'un maître auxiliaire et d'un surveillant

« MONDE », un inspecteur d'académie entreprend de justifier l'éviction d'un maître auxiliaire et d'un surveillant du CET de Champigny qui d'après lui auraient « déclenché une grève d'élèves » et « manifesté une rare insolence » (sic). Restituons donc les

Depuis la rentrée, la direction de ce CET entend y faire régner un esprit de caserne. Elle n'avait pas hésité au premier trimestre à appeler la police pour embarquer un élève à la suite d'un incident de réfectoire. Elle avait fini par écœurer un maître auxiliaire et le faire démissionner en multipliant les inspectionssanctions. Un autre M.A. avait été muté arbitrairement à 40 kilomètres de Paris.

Par ailleurs, l'association locale des parents d'élèves poursuivait de sa hargne (notamment dans le journal local du

ANS une lettre au PCF) les « gauchistes notoires » qu'elle croyait voir partout. On voit ce que peuvent vouloir dire les « plaintes répétées des parents » dont parle l'inspecteur dans sa lettre.

> Sous des prétextes futiles l'administration convoqua un maître auxiliaire et un surveillant aux fins d'exclusions. On invoquait dans un cas des raisons « pédagogiques », dans l'autre une ridicule histoire de guérite dans laquelle le surveillant aurait refusé d'entrer. L'exclusion ne devait pourtant pas être une œuvre de salubrité si urgente puisque les exclus ont été soutenus par leurs collègues professeurs d'enseignement général. En fait, ce qu'on leur reprochait c'étaient leurs opinions politiques et aussi le fait qu'ils ne se considéraient pas vis-àvis des élèves comme des gardiens de prison.

> La coalition des réactionnaires et des staliniens de l'administration entendait d'ailleurs ne pas en rester là. Le conseil d'administration demanda

qu'on accélère la procédure d'exclusion engagée deux professeurs, titulaires eux, et qui passeraient leur temps à exciter les élèves contre l'administration!

Les élèves, eux, comprenaient fort bien ce qui se passait. Ils voient bien qu'on les entasse dans un collège trop petit, aux installations lamentablement insuffisantes, pour préparer des diplômes souvent sans valeur et n'ont nullement besoin de « meneurs » adultes. Dès qu'ils apprirent les menaces d'exclusions, ils se mirent en grève. L'administration avoua d'ailleurs bien que pour elle ils étaient pratiquement des ennemis : elle finit par fermer le collège, obligeant les élèves pour pouvoir y retourner à renoncer au droit de grève! Dans ces conditions les phrases mielleuses de l'inspecteur dans sa lettre au MONDE sur les « intérêts d'une population scolaire pourtant déjà fort défavorisée » sont particulièrement hypocrites.



ENSEIGNEMENT ET OBJECTIVITÉ

ROBABLEMENT nostalgique des belles « humanités » d'autrefois, le ministre Guichard fit de sévères critiques sur l'orientation de l'enseignement de la philosophie au centre universitaire de Vincennes, aux enseignants réunis pour une conférence de presse.

Après avoir soulevé le problème de la validité des diplômes obtenus l'année dernière dans cette même faculté, le ministre contesta la valeur d'un enseignement « trop orienté, trop spécialisé » dans l'étude de Marx en particulier. L'enseignement trop privilégié du marxisme faisait « qu'il ne pouvait donner à quelqu'un une connaissance de la philosophie telle qu'il puisse ensuite enseigner de manière valable ».

L'enseignement de la philosophie n'a pas échappé aux bouleversements de Mai 68 à l'université. Et ce que Michel Foucault, responsable de cette étude au centre, répondait au ministre, c'est précisément ce que celui-ci condamne : « La philosophie ne doit pas consister seulement en un commentaire de textes « canoniques et scolastiques » mais être une réflexion sur le

monde contemporain donc nécessairement sur la politique ».

Aux yeux du ministre, délaisser l'étude inoffensive de conceptions plus ou moins poussiéreuses, décortiquées dans un langage hermétique et coupées de toute réalité, est inadmissible et dangereux. Une telle conception est en effet capable de conduire les étudiants à se préoccuper de politique... avec des idées marxistes en tête, de surcroît.

Mais M. Guichard, comme les autres ministres successifs de l'Education nationale d'ailleurs, s'est-il jamais préoccupé de l'orientation systématique et exclusive de l'enseignement avant Mai 68, et encore aujourd'hui, orientation qui excluait quasi systématiquement toute étude de Marx?

Car ceux qui se présentent comme les défenseurs de l'objectivité de l'enseignement n'ont jamais été gênés, par contre, de diffuser dans les livres scolaires du primaire, et plus tard en Faculté, un enseignement imprégné, intoxiqué de chauvinisme, de religion et de bien d'autres idées bourgeoises.

AU LYCÉE LA BRUYÈRE (Versailles)

le personnel de service n'a pas le droit de se réunir



La cour du Lycée La Bruyère.

(Photo L.O.)

A brillante étiquette du lycée La Bruyère, classé second en France par la qualité de son enseignement, dissimule des réalités moins attrayantes.

Sans doute est-ce l'opinion du personnel du service de l'Internat, qui en fait quotidiennement l'expérience. Affectée aux réfectoires, à la lingerie, à la conciergerie, chargée du ménage, cette catégorie du

8

personnel voit la moindre de revendications accueillie avec le plus profond mépris par l'Administration.

Ainsi, depuis le début de l'année scolaire, les agents du service de l'Internat n'ont cessé de réclamer un local où ils puissent se réunir pour discuter de leurs revendications. A plusieurs reprises, leur délégué, syndiqué à la CGT, a renouvelé cette demande aux réunions du Conseil d'administration. Chaque fois, l'Intendante lui a opposé un refus, motivé par un soi-disant manque de place. Après en avoir été informée, l'Union CGT des Yvelines a envoyé une lettre à la direction, disant que ce refus allait à l'encontre des accords de Grenelle. Dans une réponse fort vague, la direction du lycée reconnut, malgré tout, le bien-fondé de cette revendication.

Depuis lors, le personnel attend toujours satisfaction. Il décida, peu avant les vacances de Noël, de tenir une réunion dans la cour. A peine les agents étaient-ils rassemblés que l'Intendante sortit de son bureau et s'empressa de les disperser, affirmant qu'il était interdit au personnel de se réunir dans la cour et de discuter pendant les repos.

Plus récemment, la directrice autorisa, à titre exceptionnel, l'accès à une salle d'ordinaire réservée à des séances de cinéma. Finalement la réunion fut reportée, toujours par la « vigilante » Intendante, sous prétexte que la pièce n'était pas adaptée à cet usage.

Ce genre de brimade se renouvelle fréquemment. L'Administration de ce « lycée modèle » considère sans doute qu'en regard d'un enseignement reconnu aussi brillant, par l'Etat, les revendications du personnel sont de petites choses bien mesquines.

GROUPE PASTEUR - CLICHY (Hauts-de-Seine)

piscine en dur et règlement en fer

EU de groupes scolaires peuvent se targuer d'avoir une piscine en « dur » devant leur porte. C'est pourtant le cas du groupe Pasteur à Clichy (Hauts-de-Seine) — école primaire et Collège d'enseignement industriel.

Voilà de jeunes Français qui feront honneur à leur ministre en apprenant à nager!

Eh bien, ce n'est pas sûr! Dans le primaire, le Cours moyen 1° année a droit à 1 heure (déshabillage compris) par semaine toute l'année. Le Cours moyen 2° année a droit à une heure par semaine, mais un trimestre et demi seulement car ils savent nager! — théoriquement — et n'y vont que pour leur entretien...

Quant aux « fins d'études », ils n'y ont pas droit car ils savent

nager — sur le papier du moins. Vous pensez que, puisque la plupart des élèves de fin d'études 2° année passent en C.E.I., là ils pourront enfin apprendre à nager. Eh bien non! car la piscine municipale est en fait une piscine privée construite avec des capitaux d'Etat et des capitaux privés (souscription). Or, un C.E.I. est un collège technique municipal alors qu'un C.E.T. est un collège technique d'Etat, et de ce fait les élèves du C.E.I. n'ont pas droit à la piscine « municipale » qui, en fait, ne l'est pas, alors que tous les autres C.E.T. de la ville y ont droit.

Et voilà comment, à la suite de simples formalités administratives, de jeunes enfants risqueront la noyade pendant leurs

LUTTE OUVRIERE

vacances... sans égard pour leur pauvre ministre.



non à l'intervention française au Tchad

USA: Le gendarme



Nixon, ni gendarme, ni pompier, mais seulement gardien de la paix du

L n'en fallait pas moins de centdix-neuf pages à Nixon pour définir, dans son message sur «L'état du monde » la politique étrangère des Etats-Unis pour la période à venir. Il est vrai que, avec la modestie qui semble être son trait dominant, le président américain n'a pas hésité à parler de « plus pertinent des documents pu-

bliés dans le siècle » en la matière.

Dans le bla-bla monotone de ce « document pertinent », les observateurs semblent avoir découvert une idéeforce, qui serait en même temps une idée nouvelle, en tout cas une idée qui indiquerait un tournant important dans la politique étrangère américaine. En résumé, dorénavant les Etats-Unis n'interviendraient plus dans les affaires intérieures d'un autre pays qu'à la condition expresse d'y avoir été invités par le gouvernement légal du pays en question. Alors que, jusqu'ici, les armées US savaient à l'occasion se passer d'invitation, comme à St-Domingue par exemple.

Mieux : Nixon avertit avec le doigté qui s'impose tous les fantoches des quatre coins du globe que les Etats-Unis sont las de leur donner un coup de main pour un oui ou pour un non. « Il est impossible — proclame le message — de s'attendre que les for-

ces américaines puissent faire face à toutes les menaces possibles planant sur nos alliés éventuels à travers le monde. Cela s'applique en particulier à la subversion et à la guerre de gue-rilla ou aux guerres de libération ».

Les pauvres Tieu et Ky du futur devront-ils se débrouiller seuls? Peu

probable ou plutôt, cela dépend...

Ce qui est sûr, c'est que les Etats-Unis, la plus grande puissance impérialiste du monde, pourraient difficilement se dérober de la responsabilité qui est la leur depuis la dernière guer-re mondiale : être le gendarme du ca-pitalisme à l'échelle du globe. Ce rôle demeure, même si, pour reprendre l'expression d'un grand quotidien, le zèle interventionniste devient moins virulent. L'interventionnisme intempestif n'est cependant pas nécessairement le meilleur moyen de garantir le statu quo pour l'hégémonie impérialiste sur

Le gendarme de l'impérialisme n'utilisera donc pas à tout propos et hors de propos sa matraque. Et il veillera à maintenir les « formes ». Mais il continuera à la garder levée pour le cas où ...et en cas de besoin pressant ce n'est pas la récente déclaration de Nixon qui l'empêcherait de renouer avec la bon-ne vieille méthode du « gros bâton ».

Pour protester contre l'intervention francaise au Tchad, six leunes gens se sont enchaînés aux grilles du métro place Cli-chy. Ils voulaient ainsi marquer leur soli-darité « avec tous ceux qui refusent d'aller combattre au Tchad ou de participer à

Par ailleurs, trois jeunes garçons ont brûlé en public leur livret militaire pour condamner la politique nucléaire du gou-vernement français et ses entreprises de « marchands de canons ».

Ces actions symboliques d'inspiration non violente peuvent paraître dérisoires et prêter à sourire. Les suicidés de Lille avalent soulevé l'horreur et la consterna-tion. Pourtant leurs motivations étaient au fond semblables. C'est contre l'hypo-crisie d'un monde où tout se règle par la violence et au nom de l'intérêt, que ces jeunes non-violents, ont à leur manière tenté sinon de réagir, du moins de pro-

Bien sûr ces protestations inefficaces, loin de déranger les consciences des « honnêtes gens », les rassurent au con-traire, car il est facile au gros bon sens réaliste de considérer ces actes comme infantiles et morbides.

Il n'en reste pas moins que ces protes-tations isolées sont finalement les seules à se faire entendre.

L'intervention française au Tchad ne passionne pas la grande presse. Mises à part quelques faibles interventions à l'Assemblée, les partis politiques et les organisations ouvrières observent, elles, sur le sujet un silence indifférent. L'opinion publique et plus précisément l'opinion ou-vrière reste dans l'ignorance la plus épais-

Cette conspiration du silence due autant à l'hypocrisie des uns qu'à l'inertie des a l'hypocriste des uns qu'a l'inertie des autres, laisse le gouvernement français entièrement libre de poursuivre là-bas une politique criminelle qui vise à imposer par la force au peuple tchadien une équipe gouvernementale corrompue et haie.

Derrière l'intervention militaire, il y a évidemment des intérêts économiques : Ceux d'un trust français du coton que les parachutistes français vont défendre, les armes à la main. L'exploitation impéria-liste du Tchad se poursuit, par Tombal-baye interposé et avec l'aide des mitraillettes françaises.

C'est cela que personne ne doit plus

ignorer : NON A L'INTERVENTION FRANÇAISE AU TCHAD!

bévue

ES quatre journalistes français arrêtés par les autorités de Fort-Lamy parce qu'ils voulaient faire un reportage sur les rebelles tchadiens ont été libérés.

Ils reviendront en France probablement sans avoir mis les pieds en territoire « interdit ». Mais paradoxalement, leur mésaventure risque de faire plus de bruit que le reportage qu'ils avaient projeté de faire.

Le monde est ainsi fait qu'il a fallu que quatre des leurs se fassent arrêter pour que les journalistes commencent à s'émouvoir.

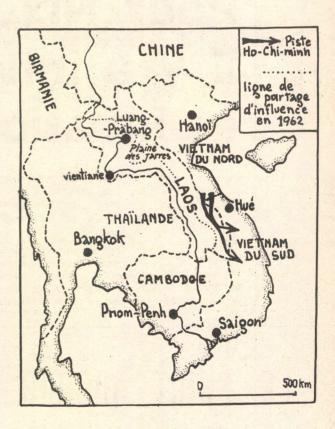
Les autorités de Fort-Lamy viennent de reconnaître publiquement qu'il y a au Tchad des faits que l'on ne peut pas montrer à des journalistes. Comme quoi, l'imbécilité des gouvernants contrarie parfois le travail de la propagande officielle.

L'IMPÉRIALISME U.S. AU LAOS :

un combat d'arrière-garde

ALGRE l'intervention massive des bombardiers américains, la plaine des Jarres et son aérodrome, dont la situation straté-gique est importante au Laos, sont retombés de nouveau entre les mains des guerilleros du Pathet-Lao. Les troupes gouvernementales, formées de populations minoritaires au Laos, encadrées d'Américains, se trouvaient une fois de plus en difficulté.

Ces événements révèlent publiquement et une fois de plus l'importance de l'intervention américaine dans toute la péninsule indochinoise. Au Sud-Vietnam bien sûr, mais aussi au Laos et de plus en plus en Thaïlande, des guerillas qualifiées de communistes s'opposent aux troupes gouvernementales appuyées par les Américains. Cambodge neutre, lui-même, est menacé par ce mouvement. Et c'est justement la présence et l'étendue de ces guerillas qui rend la politique US si hésitante au Vietnam. Les dirigeants américains craignent probablement à juste titre, qu'un départ du Vietnam ne soit que le début de l'effondrement des régimes de leurs alliés dans toute la péninsule indo-chinoise.



Quels sont donc ces mouvements qui s'opposent partout aux régimes en place? La presse a beaucoup ironisé dans le cas du Laos sur le fait que Son Altesse Souvanna Phouma s'appuyait actuellement sur l'intervention américaine, tandis que les rebelles étaient dirigés par son demi-frère, Son Excellence Souphanouvong. En fait, les guerillas ne sont pas des gue-rillas d'opérettes. Une large fraction de l'intelligentsia des villes et de la petite bourgeoisie urbaine est influencée par la révolution chinoise. En Mao-Tsé-Toung, ils voient un leader qui a été capable de ré-soudre des problèmes nationaux analo-gues aux leurs, et a su débarrasser la Chine du féodalisme et de l'impérialisme. Et cette petite beourgeoisie urbaine, en fournissant l'encadrement d'armées paysannes anti-féodales et nationalistes tente de résoudre de la même manière ses problèmes. La différence entre le Vietnam

du Sud, le Laos et la Thailande n'est qu'une question de degrés. Dans un cas, la quasi-totalité de la population s'est ralliée aux guerilleros, dans les autres, une fraction plus ou moins importante reste sous l'influence de régimes corrompus, au gouvernement desquels féodaux et bourgeoisies locales collaborent.

Dans cette situation, que peuvent faire

Plus ces régimes s'affaiblissent, comme le régime laotien, plus ils risquent d'être amenés à intervenir, non plus seulement par leur aviation ou leurs experts, mais directement. Et cela, apparemment, ils ne le veulent plus. D'un autre côté, un départ précipité risquerait de faire basculer l'ensemble de la région s'ils n'obtenaient pas de garanties suffisantes, au moins pour certains de leurs alliés. D'où leurs hésitations. Mais évidemment, cette politique attentiste risque de ne pouvoir

durer devant la dégradation de la situation militaire du régime laotien malgré l'intervention de plus en plus massive de l'avia-

En fait, à moins de choisir la guerre généralisée, les Américains n'ont d'autre choix que se résigner. Il ne peuvent que reconnaître tôt ou tard que cette région du globe leur échappe. Il reste au gouvernement US à l'accepter lui-même et à le faire accepter par son appareil mili-taire, sa droite et ses alliés. Car si l'abandon des fantoches Thieu et Ky ne tourmenterait personne, l'abandon de Souvanna Phouma, dans la mesure où il représente encore réellement une force dans son pays, lui est moralement plus difficile.

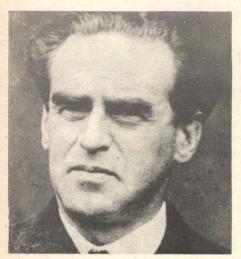
En attendant que le plus puissant impérialisme accepte de se résigner, chaque jour, dans l'ancienne Indochine, la guerre



DANS LE MONDE

On n'en finit pas de normaliser

N Tchécoslovaquie, on n'en finit toujours pas de « normaliser ». Bien que le Parti Communiste Tchécoslovaque, lors de la dernière réunion de son Comité Central qui s'est tenue à la fin janvier, ait éliminé de ses rangs tout ce qu'il pouvait encore compter de « libéraux » et « réalistes » opposés à la politique de « normalisation », la « normalisation » continue. Husak et sa clique de « moscoutaires » bon teint estiment n'avoir pas encore fait table rase de toutes les traces et vestiges de la période du « Printemps de Prague », ce en quoi ils n'ont certainement pas tort.



Rudolf Slansky, ex-secrétaire du parti communiste tchécoslovaque, condamné par « Titisme » et « antisionisme » et exécuté en 1952.

La Commission constitutionnelle de la Chambre du Peuple du Parlement fédéral, réunie récemment à Prague, vient de découvrir du nouveau : « de graves insuffisances auraient surgi dans l'application des lois sur les réhabilitations ».Il s'agit ici des réhabilitations des victimes des purges et procès politiques préfabriqués des années 1950-53, réhabilitations décidées et mises en application dans les premiers mois de 1968, avec la plus grande discrétion d'ailleurs. La Commission en question a « exprimé son désaccord avec l'attitude de certains tribunaux qui se sont servis de cette loi pour réhabiliter des personnes qui avaient vraiment commis des délits contre la République. » Elle a recommandé au gouvernement fédéral de réexaminer la situation dans ce domaine et de préparer une éventuelle modification de cette loi.

Ainsi, après avoir réécrit l'histoire des mois d'août et septembre 1968, après avoir « revu » après-coup les chapitres « erronés « concernant l'intervention militaire soviétique et les accords de Moscou, après avoir « corrigé » en conséquence et d'un trait de plume la politique « fausse » menée alors par le Parti, les gouvernants tchécoslovaques s'attaquent désormais à la révision des chapitres antérieurs.

Bien sûr, ils prennent garde de rassurer tout de suite l'opinion sur le fait qu'aucune nouvelle chasse aux sorcières ne se prépare, ni aucune « préfabrication » de procès artificiels semblables à ceux des années 1950. Mais, répression, arrestations et découvertes de plus ou moins vastes complots anti-parti aidant, la population reste pour le moins sceptique. Et son scepticisme, elle l'exprime comme elle le peut : en allant, par exemple, applaudir à tout rompre au théâtre la pièce d'un auteur dramatique contemporain dont l'action se passe certes au xive siècle, mais qui présente les « démêlés idéologiques » d'un Evêque de Prague avec l'Inquisition, d'un évêque contraint d'envoyer au bûcher 14 prétendus hérétiques qu'il savait innocents. Et les réactions des spectateurs, qualifiées de « réac-

tions provocatrices et indésirables du public » par les autorités officielles, furent à ce point chaleureuses que la pièce disparaissait aussitôt de l'affiche, emportant avec elle « Le Misanthrope » de Molière. (Qui sait? Prudence est mère de sûreté!).

Ainsi, tandis que dans le cadre de la « normalisation » des rapports entre la France et le Maroc, le roi Hassan II déchire sans scrupules quelques pages d'une histoire récente par trop gênante, les dirigeants tchécoslovaques, eux, préfèrent une méthode moins expéditive mais non moins hypocrite: la « normalisation » à à grands coups de plume. Ils raturent, ils barrent quelques chapitres et les réécrivent au goût du jour. Le plus étonnant dans tout cela, c'est que la « normalisations » ne touche malheureusement pas pour autant à sa fin. Les faits sont têtus et surtout, la mémoire et les sentiments de la population tchécoslovaque tout entière.

Et il reste à souhaiter à ce pauvre M. Husak, lui qui a fait partie, à la belle époque des procès préfabriqués, de ces « sorcières » chassées pour « déviation nationaliste-bourgeoise », qu'on ne découvre pas bientôt qu'il avait été réhabilité abusivement ! Qui sait, ce serait peut-être une facon de faire progresser la « normalisation »?

Pour Nixon, il y a inflation et inflation!

IXON a opposé son véto aux dépenses supplémentaires prévues par le Sénat, et concernant notamment l'Education et la Santé. Nixon a jugé ces dépenses « inflationnistes », de nature à déséquilibrer l'économie américaine ! Et comme pour se couvrir de ridicule, la Chambre des représentants, après

avoir proposé cette augmentation de crédits, s'est laissée convaincre, avec une facilité déconcertante, par cette sorte d'ar-

Nixon n'a pas dit, par contre, s'il considérait les dépenses d'armements comme « inflationnistes ». Il est vrai qu'il ne s'agit pas là des services publics mais

des intérêts directs de la bourgeoisie américaine.

Ainsi, dans le pays le plus développé économiquement du monde, on en vient à rogner sur les dépenses consacrées à l'éducation et aux hôpitaux. Ce n'est pas parce que l'argent manque, mais c'est que, pour les dirigeants américains, comme pour leurs homologues français, la préoccupation principale n'est pas le bien-être et le développement culturel de la population. C'est la garantie des intérêts de ceux qu'ils servent, les banquiers et les dirigeants des trusts.

OUS devons donner aux autres nations un exemple de leadership spirituel et d'idéalisme que ni la force matérielle ni la puissance militaire ne peuvent fournir ». C'est à l'occasion du 18° « petit déjeuner présidentiel de la prière» (!), manifestation rassemblant dans un grand hôtel de Washington des diplomates et des représentants de l'Administration, que le président Nixon a fait cette curieuse déclaration. Il a même fait entendre que son but et celui de ses acolytes n'était nullement de conquérir et d'exploiter le monde, ce qui semblerait démontrer que Nixon est lui même soit un idéaliste qui ne voit pas la réalité, soit un fieffé menteur. On pencherait d'ailleurs plutôt pour la deuxième suggestion.

Qu'en pensent les Vietnamiens, les paysans d'Amérique Latine et tous les exploités de par le monde qui subissent l'autorité toute « spirituelle » des GI's et des mercantis US?

Un expert

NTERROGE à propos de la politique américaine au Vietnam, le général Westmoreland, chef d'Etat major de l'armée de terre a déclaré : « lorsque j'assumais le commandement au Vietnam, une victoire militaire au sens classique du terme n'a jamais été envisagée ».

On pense que les familles dont les enfants sont morts, victimes de la guerre du Vietnam viendront lui demander des comptes.

ANGLETERRE :

Pour les flics Londoniens, le racisme: UN MALENTENDU



COTLAND Yard se désole : malgré une campagne de recrutement, les gens de couleur refusent de s'engager dans la police londonienne.

Et les gradés de sollicitions intégrationnistes d'immigrants de couleur pour « dissiper quelquesus des malentendus »

(Daily Mail, 4 février 1970) propres membres!

La discrimination raciale systématique que la police exerce envers les Noirs et les Indiens, et que dénoncent ceux-ci, au rang des malentendus! Voilà qui ne doit pas manquer d'amuser M. Enoch Powel, raciste notoire! Car, pendant ce temps-là, à Wolverhampton, son fief conserva-teur des Midlands; le bureau municipal de logement défie le Comité pour les relations raciales (Race Relations Board), et maintient une législation discriminatoire: les citoyens du Royaume-Uni peuvent se faire inscrire sur les listes d'attente du bureau de logement après un an de résidence: mais deux ans sont exigés pour les immigrants. Or, ceux-ci ont souvent beaucoup plus de mal qu'un Anglais à trouver un emploi stable. Mieux même, une nouvelle formulation du règlement laisse prévoir que les personnes ayant habité le Royaume-Uni depuis dix ans et plus seront traitées « avec plus d'attention »... ce qui fait dire à un opposant travailliste du conseil municipal qu'un Anglais pourra toujours espérer être logé au bout d'un an, tandis qu'un immigrant ter l'aide des organisa- devra attendre dix ans un plus qu'hypothétique H.L.M...

Il faut bien avoir la cervelle d'un flic pour s'étonner alors que qui séparent ces immi- les communautés de gens de cougrants des braves « bob- leur ne soient guère tentées de jouer les défenseurs de ces lois et de cet ordre là, contre leurs

L'OFF

Quelle paix au Moyen-Orient?

DANS LE MONDE

UELQUES jours après le raid contre l'usine d'Abou Zaabal, Mme Golda Meir, chef du gouvernement israélien, a fait une déclaration solennelle devant le parlement aux termes de laquelle elle a lancé un appel au cessez le feu qui pourrait être suivi de négociations « entre égaux dans le plein respect de l'indépendance mutuelle ».

Comme la plupart des commentateurs l'ont souligné, ce discours, qui n'apportait rien de très nouveau par rapport à ceux prononcés antérieurement, avait sans doute pour but d'atténuer quelque peu l'émotion suscitée par la mort d'une centaine d'ouvriers de l'usine égyptienne.

Mais au delà de cet aspect immédiat, cette déclaration s'inscrit aussi dans le cadre de la politique menée par le gouvernement israélien pour tenter d'effacer aux yeux de l'opinion publique mondiale le caractère d'Etat oppresseur et agresseur qu'a pris Israël depuis la guerre des Six Jours.

Car, de ce point de vue, bien des choses ont changé depuis Juin 1967. Avant cette date, l'image du petit David Israélien face au méchant Goliath arabe était couramment admise dans la gauche internationale. Mais le « faible » Etat juif est devenu en moins d'une semaine un Etat conquérant opprimant une population civile et pratiquant à son égard une répression systématique.

Peu à peu, ce public de « gauche », traditionnellement favorable à Israël et à son gouvernement à prédominance « socialiste » a pris ses distances allant même jusqu'à manifester une solidarité aux combattants palestiniens. Le mythe de l'Etat israélien doux et pacifique s'est ainsi effondré, et pas seulement parmi la gauche. Par là même, la sympathie que suscitait Israël a subi le même sort.

C'est pour tenter de remonter quelque peu le courant que Golda Meir s'est lancée dans une déclaration «solennelle» tandis que dans le même temps Abba Eban, ministre israélien des affaires étrangères, proposait à La Haye la tenue d'une conférence internationale sur le problème des réfugiés.

Mais, si on l'examine de plus près, on se rend compte que le « plan de paix » israélien est une gigantesque fumisterie Car que demande Israël? Des négocia-

Car que demande Israël? Des négociations directes avec les Etats arabes, c'est à dire que ceux-ci lui accordent, comme préalable, une reconnaissance «de facto». Ensuite que des négociations s'engagent sur le « problème des réfuglés », étant bien entendu que les frontières d'Israël seraient celles d'avant Juin 1967 avec, en prime, Gaza, le plateau du Golan et Jérusalem.

Mais aller à une table de négociations avec de tels préalables, c'est finalement tourner le dos à toutes négociations.

Car ce qui est justement en litige actuellement c'est, outre l'évacuation complète des territoires occupés depuis 1967, la reconnaissance des droits des arabes palestiniens à revenir dans leurs pays, c'est-à-dire sur un territoire occupé en grande partie par l'actuel Etat d'Israël.

Mais de tout cela les dirigeants israéliens ne veulent pas entendre parler. S'ils admettent qu'il y ait un problème « humanitaire » des réfugiés (qu'ils espèrent régler en finançant leur installation dans les autres pays arabes), ils nient farouchement que les arabes palestiniens aient un droit quelconque de revenir sur le territoire de l'ancienne Palestine. En la matière, ils suivent fidèlement Ben Gourion qui, dès les années 20, considérait les Arabes de Palestine comme des simples « habitants » que l'on pouvait chasser et non comme un peuple ayant des droits historiques.

De plus, faire d'un préalable à toute

De plus, faire d'un préalable à toute discussion l'admission, par les Etats arabes, du caractère « sioniste » de l'Etat d'Israël, c'est finalement leur demander d'entériner le fait que 250 000 Arabes israéliens soient, pour toujours, considérés comme des citoyens de seconde zone.

Et les récentes discussions autour du problème « Qui est Juif ? » ont montré qu'une fraction déterminante du personnel politique israélien était farouchement opposé à donner des droits égaux à tous les citoyens d'Israël, qu'ils soient ou non d'origine juive.

d'origine juive.

Comme on le voit, le « plan de paix » israélien exclut, par sa formulation même, toute possibilité de régler les problèmes actuellement en litige.

Mais, si pendant longtemps, la diplomatie israélienne a pu jouer sur du velours en se donnant à bon compte un aspect « pacifiste », c'est que les gouvernements arabes, bien trop contents de détourner contre Israël le mécontentement de leurs propres peuples ne se livraient qu'à des gesticulations bellicistes qui avaient pour effet de rallier les Israéliens autour de leurs dirigeants et l'opinion publique autour d'Israël.

Jusqu'à présent aucun gouvernement arabe n'a été capable d'utiliser les « négociations » proposées par Israël pour montrer à leur propre peuple, au peuple israélien et à l'opinion publique mondiale que les dirigeants israéliens « parlaient de paix mais, dans la pratique, se refusaient à toute solution politique, comme par exemple la création d'une fédération israélo-arabe ou d'un Etat palestinien binational permettant d'y parvenir.

Mais les dirigeants arabes ont d'autant moins le droit de dénoncer la duplicité diplomatique d'Israël qu'ils ont eux-mêmes utilisé, à leur propre fin, l'antagonisme entre Juifs et Arabes sans se soucier un seul instant de l'avenir des peuples du



APRÈS LES EXPLOSIONS D'AVIONS CIVILS ATTRIBUÉS AUX ORGANISATIONS DE RÉSISTANCE :

les attentats aveugles desservent la cause palestinienne

UARANTE sept morts dans l'explosion du Coronado, un avion de la Swissair de la ligne Zurich-Tel Aviv, 38 rescapés de justesse dans la caravelle autrichienne qui réussit à se poser à Francfort quelques minutes après en avoir décollé, à la suite d'une explosion dans la soute à bagages.

Après avoir été bien affirmatives, les dépêches de presse se font plus prudentes. Doit-on attribuer la responsabilité des deux drames à des attentats palestiniens? Et y a-t-il eu réellement sabotage ou envoi de colis piégés sautant prématurément? Les données actuelles de l'enquête ne permettent pas de le préciser. Mais on peut dire, d'ores et déjà qu'à moins que l'enquête établisse de façon formelle qu'il y a eu seulement accident, au delà des communiqués et des démentis, à tort ou à raison, l'opinion publique persistera à faire porter la responsabilité des morts du Coronado aux organisations palestiniennes.

C'est ce que ces « accidents.» font suite de trop près à l'attentat perpétré à Munich contre un avion israélien transportant le fils de Moshe Dayan, attentat revendiqué, lui, par le Mouvement d'action pour la libération de la Palestine.

Au travers de cet attentat, il est probable que les résistants palestiniens aient cherché à perpétrer une action spectaculaire propre à montrer que quelle que soit la puissance militaire israélienne, les citoyens et les biens israéliens sont à la merci des actions de tels commandos.

Cet attentat et à fortiori ceux présumés du Coronado et de la caravelle autrichienne, comme les précédents, a déclenché une vague de « protestations », d' « indignation ». Souvent de la part de ceux qui considèrent par contre avec une parfaite sérénité d'esprit la politique de répression menée

par l'armée israélienne contre la population palestinienne.

Ou de la part de ceux qui trouvent d'impérieuses raisons militaires défensives à l'escalade pratiquée par l'aviation israélienne au dessus de l'Egypte.

Mais qu'y a-t-il de commun entre les deux violences ? Entre celle exercée par une nation militairement puissante pour perpétuer l'oppression qu'elle exerce contre un peuple, et la violence à laquelle est acculé ce peuple humilié, spolié et écrasé depuis vingt ans?

Le degré de désespoir auquel est arrivé le peuple palestinien suffit à lui seul à expliquer que ceux qui, en son sein, ont choisi de combattre, le fassent par tous les moyens, y compris par les attentats aveugles. La responsabilité de la violence des opprimés incombe entièrement aux oppresseurs

Cela dit, si, face à la meute des protestataires hypocrites, les révolutionnaires sont solidaires des combattants palestiniens, ils ne peuvent pas justifier cette forme d'action qu'est l'attentat aveugle. Et surtout, ils ne peuvent pas justifier la politique que décèle une telle forme d'action

une telle forme d'action. L'attentat de Munich se place dans la lignée des attentats perpétrés l'an dernier, en particulier celui de Zurich, où là encore, un avion civil était visé, ou celui de Jérusalem où une bombe déposée dans un supermarché avait fait plusieurs victimes.

Dans tous ces cas, la justification militaire des actions était faible, voire dans le cas du supermarché, totalement inexistante.

marché, totalement inexistante. Mais quelle pouvait en être la

justification politique?

Il est probable que l'organisation responsable d'un attentat y gagne un surcroît d'estime de la part de la population palestinienne, qui aura l'impression de se trouver vengée, fusse l'attentat totalement aveugle. Il n'en reste pas moins que de tels attentats aveugles desservent en fin de compte la cause palestinienne.

Car chaque attentat aveugle renforcera la population israélienne dans la conviction qu'elle est visée dans son ensemble. Que dans la mesure où les palestiniens veulent s'en prendre à tous les Juifs sans distinction, une défaite de l'Etat israélien se traduira immanquablement par la destruction physique ou par l'exil de tous les Juifs.

C'est précisément cette conviction qui permet au gouvernement sioniste d'Israël de bénéficier du soutien de la quasi totalité de la population juive. Et c'est justement pourquoi c'est cette conviction qu'il s'agit de combattre non seulement en paroles, mais aussi dans les faits.

Il ne peut pas y avoir de solution politique révolutionnaire aux problèmes du Moyen-Orient en dehors d'une alliance entre les opprimés palestiniens et les opprimés Israéliens, les travailleurs et

les paysans juifs.

Il est indispensable pour les Palestiniens de convaincre toute cette fraction de la population juive que son intérêt n'est pas de se rendre complice des visées impérialistes de la bourgeoisie israélienne et de l'Etat sioniste. De les convaincre que la politique sioniste mène à une impasse, à des conflits sanglants continuels et finalement peut-être à un effondrement dans les massacres les plus horribles.

Cette tâche appartient bien sûrpour une large part à ceux qui,
en Israël même, n'ont pas abdiqué leurs convictions socialistes.
Il y en a peu, mais il y en a quand
même. Mais encore faut-il que les
organisations palestiniennes se
gardent des actions qui, en fin de
compte, apportent de l'eau au
moulin des sionistes.

LE MEILLEUR

Qui rend la terre invivable?

EPUIS quelques temps le problème inquiétant de la dégradation du milieu naturel, de l'« environnement », comme on dit désormais, par toutes sortes de pollutions et de « nuisances », semblent sortir du domaine des préoccupations d'un cercle restreint de spécialistes pour devenir à la mode : les politiciens en font même un des thèmes favoris de leurs discours. Le président américain Nixon ne peut plus prendre la parole sans parler de la défense de la nature et l'on voit même le gouvernement français vouloir en faire un des piliers de la « nouvelle société »!

Par ailleurs s'est ouverte à Strasbourg une conférence européenne pour la protection de la nature et où participent outre les inévitables ministres tout ce que l'Europe compte comme princes ou altesses royales! Sans doute y a-t-il là thèmes à discours plus ou moins électoraux. Mais il y a aussi beaucoup plus.

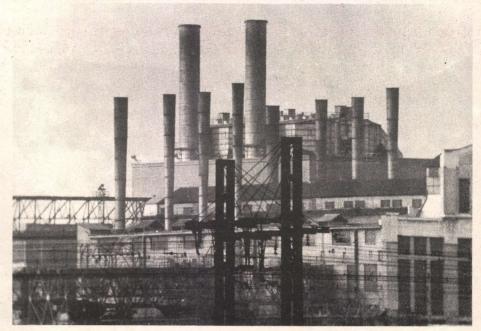
Les bourgeois eux-mêmes commencent à sentir passer un petit frisson d'épouvante devant certaines conséquences catastrophiphes de l'anarchie de leur mode de production. Pendant longtemps ils pouvaient ne s'intéresser qu'à leurs dividendes sans se soucier si leurs usines déversaient des tonnes d'ordures : eux étaient à l'abri dans leurs beaux quartiers ou dans leurs villas. C'était à leurs ouvriers de vivre dans les banlieues crasseuses ou les régions minières, en ne voyant que la fumée, les murs lépreux, les terrains vagues ou les terrils, en n'entendant que le bruit des usines et des trains ou des camions.

S'il fut une époque, au siècle dernier, où les bourgeois finirent par s'inquiéter de l'hygiène dans les quartiers ouvriers, ce fut lorsque, eux-mêmes furent menacés par les épidémies! De même aujourd'hui la dégradation du milieu de vie prend de telles proportions qu'elle commence à les toucher,

même si c'est encore beaucoup moins que les travailleurs.

Eux aussi sont pris dans les encombrements. A eux aussi, lorsqu'ils se font construire une villa, il devient difficile de trouver une rivière qui ne soit pas un véritable égout ou un bord de mer qui ne soit pas mazouté. Eux aussi ne sont plus très sûrs de manger une nourriture qui ne va pas finir par les empoisonner. De plus, ils commencent à s'inquiéter sur l'avenir de leurs richesses elles-mêmes : les ressources en eau ne vont-elles pas devenir insuffisantes, les gisements minéraux ne vont-ils pas finir par s'épuiser?

Mais bien entendu, il n'est pas question pour eux de renoncer à l'anarchie des entreprises assoiffées de profit et ne se souciant pas de ce que fait sa voisine ni de leur utilité réelle, au bout du compte, pour la société. Tout ce qu'il est donc possible de faire, c'est d'essayer de limiter les dégâts par un minimum de législation pour proté-



Qui imposera des usines propres?

ger les bassins fluviaux contre les sources les plus massives de pollution et créer des zones protégées et des parcs naturels, en admettant donc que tout le reste est plus ou moins sacrifié.

Mais les limites étroites d'une telle politique nous sont montrées par des affaires récentes : le Parc naturel de la Vanoise ou les forêts de la région parisienne n'ont pas pesé lourds pour nos ministres en face des intérêts des promoteurs immobiliers. D'autre part la lutte anti-pollution pourrait devenir ellemême une industrie, qui pourrait être aussi florissante qu'une autre : c'est la voie préconisée par le patronat américain.

En somme la société de demain vue par ces gens-là pourrait nous être donnée par l'image suivante : tout le monde avec son masque à gaz pour se protéger d'un air devenu irrespirable par suite de l'incurie des capitalistes et l'industrie des masques à gaz devenant un des piliers de la prospérité nationale l

Les bourgeois pourront peut être ainsi maintenir longtemps les choses à la limite du tolérable. Mais leurs solutions ne sont que des palliatifs provisoires. Leur société pourrissante ne peut mener qu'au déclin de l'humanité. Seule une planification mondiale édifiée sur les ruines de la propriété privée pourra instituer un véritable aménagement du territoire et des ressources naturelles qui respecterait les données de la nature aussi bien que les besoins humains.

U. S. A. :

la pollution et la destruction du milieu naturel



OUS avons reçu un texte et une pétition du mouvement américain « Environnement ». Ce mouvement se définit comme un groupement de jeunes dont la plupart ont déjà l'expérience des campagnes pour les Droits Civiques et pour la Paix. Ils ont l'intention d'utiliser les mêmes méthodes : pétitions, conférences, cortèges et manifestations de masse, pour mobiliser l'opinion publique et faire pression sur le gouvernement au sujet d'un problème qui devient de plus en plus dramatique aux Etats-Unis : celui de la pollution et de la destruction du milieu naturel.

Et ils ne sont pas les seuls à prendre conscience du danger. Le président Nixon lui-même en a fait un des thèmes de son message annuel.

Il est vrai qu'il semble déjà presque trop tard pour sauver l' « environnement » américain, au moins dans les villes. L'air y est vicié par les fumées et les gaz d'échappement au point que dans quelques années on ne pourra plus circuler sans masque. Les fleuves, les lacs et les mers côtières sont couverts de nappes de mazout, de goudron et de mousse de détergents. Mais les destructions ne se limitent pas aux villes. Une exploitation trop intense et sans précautions a abouti à la disparition du sol arable dans de vastes zones de l'ouest du pays. L'usage excessif d'insecticides et d'engrais chimiques provoque la destruction de l'équilibre biologique et la disparition d'une partie de la faune...

On comprend la formation aux Etats-Unis de mouvements comme « Environnement ». Mais on peut douter de son efficacité quand on voit l'analyse qu'il donne de ce problème. Pour lui les deux causes du mal sont en effet un accroissement excessif de la population et un développement technologique trop rapide. Nous vivons dans un monde limité, dont les ressources sont presque épuisées et les seules remèdes possibles sont le malthusianisme et l'arrêt du progrès technique.

Mais le vrai problème n'est pas là. Notre monde n'est pas si limité. Et, s'il s'appauvrit, ce n'est pas parce que nous sommes trop nombreux, mais parce qu'il est mal exploité par ceux qui le dominent : les capitalistes. En fait, accuser le progrès technique est aberrant, car c'est seulement par des progrès accélerés de la technologie qu'on pourra lutter contre la pollution et éventuellement reconstituer les ressources détruites. D'ailleurs beaucoup de solutions techniques sont déjà au point : épurateurs d'eau, appareils absorbant la fumée, le bruit... Mais elles ne sont pas appliquées car elles grèveraient les coûts de production et feraient baisser les profits.

De plus, le mouvement « Environnement » limite ses ambitions à « faire pression » sur le gouvernement en mobilisant l'opinion publique. Or, on ne résoudra pas le problème en « faisant pression » sur ceux qui tirent profit de la destruction de notre monde, mais seulement par une révolution qui leur retirera leur pouvoir.

Mais il reste que, devant la « destruction capitaliste » dont est victime le pays le plus développé et qui menace tous les autres dans un avenir proche, l'urgence de cette révolution est de plus en plus grande. Et ce que l'on peut espérer d'un mouvement comme « Environnement », comme l'ont fait le mouvement des Droits Civiques et celui de la Paix, c'est qu'il contribue à réveiller la vie et la conscience politique aux Etats-Unis.

DES MONDES

PILULE: les vrais problèmes et les faux-jetons

NE offensive contre la pilule nous a valu une avalanche de statistiques et de rapports de médecins canadiens, anglais, américains ou français à l'appui mettant en garde contre les méfaits de la pilule sur la santé de la femme.

Ce qui est certain, c'est que toute une campagne anti-pilule est menée actuellement, campagne alimentée par une avalanche de rapports d'experts ou de pseudo-experts, tendant à prouver que la pilule serait la cause de cancer, troubles circulatoires ou héréditaires, d'obésité, d'accidents de la peau, etc., etc.

Il est certain que l'absorption régulière d'hormones à des fins contraceptives ne peut pas être dénuée de risques, et ne saurait constituer la solution idéale.

Mais ce que nous pouvons aussi affirmer avec certitude, c'est que, sous



"Minute"

et la civilisation chrétienne

Conclusion de l'article de « Minute » :

« Il y a déjà beaucoup d'entreprises de pourrissement qui menacent notre vieux monde, la civilisation chrétienne et l'ordre naturel. Il ne faudrait pas que la pilule en soit une de plus. » couvert d'une campagne anti-pilule, c'est-à-dire d'une polémique qui se veut d'ordre purement « technique », c'est bel et bien la campagne politique contre la contraception qui est relancée.

C'est un fait qu'en France, comme dans de nombreux autres pays d'ailleurs, qui dit « contraception » dit « pilule ». 600.000 Françaises utiliseraient ce contraceptif oral. Et l'utili-

CAPERA

sation de la pilule n'a cesse de croître, quoique dans de faibles proportions, depuis que, le 28 septembre 1967, la loi proposée par le député U.D.R. Neuwirth a été votée, autorisant la vente des pilules, avec toutes les restrictions et réglementations que l'on sait : carnet à souches, médecins « ignorants » ou franchement hostiles, refus de remboursement de la Sécurité sociale qui les classe au chapitre des « distractions » superflues...

Aussi, « liberté de la contraception » étant devenu l'équivalent de « vente libre de la pilule », est-il clair comme le jour, qu'il suffit désormais de dénoncer les dangers de la pilule et, pourquoi pas, d'en interdire la commercialisation, pour porter un sérieux coup à la contraception en général.

Et le problème que les uns et les autres se gardent bien de soulever, ce n'est pas celui des risques ou pas de la pilule, mais celui de l'abrogation immédiate d'une législation profondément réactionnaire tant en ce qui concerne la contraception qu'en ce qui concerne l'avortement.

Car en attendant, tandis que les « bonnes âmes » imbéciles, les hypocrites et tous les tenants de la morale catholique que le pays peut compter s'alarment de la nocivité supposée de la pilule, tandis que tout ce beau monde verse des larmes de crocodiles sur la santé de la femme, les femmes, elles, continuent à se débrouiller comme elles peuvent : c'est-à-dire à recourir à l'avortement clandestin aussi souvent qu'elles mettent des enfants au monde, avec toute la misère morale et tous les risques physiologiques que cela suppose. Et si les risques de la pilule ne sont pour l'instant que supposés, ceux de l'avortement clandestin, eux, sont malheureusement démontrés et amplement confirmés.

Mais qu'importe à nos tartuffes que des milliers et des milliers de femmes y risquent leur vie puisque la morale, elle, est sauve.

Le surplus des produits laitiers, un problème à peu près insoluble —le ministre Olson PEPIN PEPIN Pour d'expoir à se interlocateurs, l'es de de la depoir de se lui describent de la demande. Le Canada risque de terminer l'année avec le plus grand surplus de blé de son histoire LONDRES (PC) — Le Canada et les l'exportation ent atteint 1,400,000,000 de formé leur deux de garder 1 LE FAUT FAIRE QUE QUE CHOSE POUR EUT. ON N'A PAS LES ABANDONNER N. 11.

Un dessin paru dans le journal La Presse de Montréal. Un humour grinçant mais qui montre bien l'absurde de notre monde.

un monde où l'on meurt de faim

E monde compte aujourd'hui plus d'enfants sous-alimentés qu'il y a 20 ans. Les 2/3 des enfants des pays « en voie de développement » souffrent de malnutrition. Les pays dits riches, euxmêmes n'échappent pas à ces fléaux; les catégories sociales les plus pauvres comptent une proportion non négligeable d'enfants mal nourris.

Ce n'est pas un journal gauchiste qui rapporte ces faits, mais le très bourgeois Figaro du 9 février 1970. Et il le fait sur la foi d'une enquête menée par la division sociale de l'ONU.

Mais que dire d'une organisation sociale qui réalise des prouesses scientifiques
et techniques extraordinaires et qui en même temps est de moins en moins capable
de faire face au devoir le plus élémentaire
de toute société humaine : assurer la nourriture de ses membres? Que dire d'une
organisation sociale où « progrès » signifie
accumulation de richesses à un pôle, misère croissante et famine, à l'autre? Que
dire, si ce n'est qu'elle est irrémédiablement condamnée.

les préoccupations de Monsieur Boulin

L n'y a pas bien longtemps, le Président de la République en personne nous expliquait que nous étions de trop gros consommateurs, et que pareil défaut mettait en danger l'économie nationale, l'avenir du pays, et quoi encore ?

Reprenant le même thème, M. Boulin, ministre de la Santé publique, affirme que nous consommons trop de... médicaments, et il est nécessaire de réfléchir sérieusement à la mise au point de systèmes permettant de contrôler les excès de consommation médicale! C'est ce qu'il déclarait très sérieusement, le 27 janvier dernier, devant les membres de l'Union Nationale pour l'Avenir de la Médecine.

Prenant argument du déficit de la Sécurité sociale et de l'utilisation qui doit être faite à bon escient de ses rares deniers, le ministre expliquait en termes pathétiques que les médecins devraient « maîtriser de très près les dépenses de consommation médicale s'ils veulent sauver le régime... », l'Etat et la Sécurité sociale ne pouvant pas être une « compagnie d'assurance tous risques ». Les médicaments « superflus » (donc, et c'est là l'important, leur remboursement) devront, par conséquent, être bannis.



M. Boulin a l'air, lui, en bonne santé. Cela suffit-il pour être compétent ?

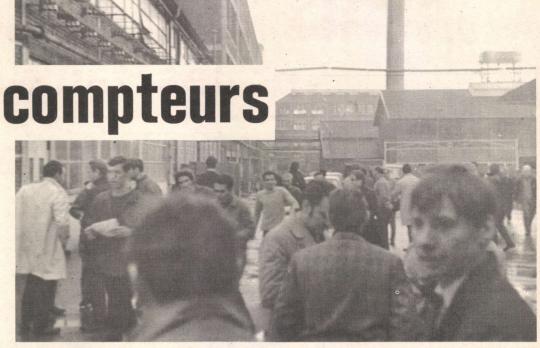
Mais il n'a pas dit un mot sur le fait que nous sommes de trop grands consommateurs d'air vicié, de mauvaises odeurs, de poussières nocives sur les lieux de travail et ailleurs, de fatigue durant les trop longues journées. Pas un mot non plus sur les maladies, petites ou grandes, qui en sont les conséquences.

Un simple oubli sans doute!

Une grève à la Compagnie des compteurs

(Montrouge)

E vendredi 6 février, trouvant insuffisant les 3 % d'augmentation annoncés en commission paritaire par la direction pour le 1" mars, les travailleurs de l'atelier de mécanique de précision (ils sont une trentaine), se mirent en grève, réclamant 200 F d'augmentation pour tous. Le mot d'ordre fut repris par un atelier voisin, le décolletage, et au soir du 6, une centaine de travailleurs de l'entreprise étaient en grève.



Les grévistes distribuent des tracts. La C.G.T. les a laissés tomber.

(Photo L.O.)

Ce qui est remarquable, c'est que ce mot d'ordre d'une augmentation non hiérarchisée de 200 F pour tous ne fut pas lancé cette fois-ci par des gauchistes patentés, mais par des militants cégétistes, dont l'ancien secrétaire du syndicat, qui n'est pourtant pas connu pour s'ecarter facilement de la « ligne ».

Desant cette preuve du mécontentement des travailleurs, les trois organisations syndicales de l'usine (CGT, CFDT et FO) appelèrent l'ensemble du personnel à participer à une assemblée générale fixée au lundi matin à 9 heures (la proximité des élections de délégués du personnel n'étant sans doute pas étrangère, pour certains uu moins, à ce soudain radicalisme).

Environ 500 travailleurs (sur les 4.000

que compte l'usine de Montrouge) se rassemblèrent dans le hall du décolletage. C'était assez peu, sans doute, mais l'atmosphère était chaude, et la volonté de lutte manifeste. A la quasi unanimité, les travailleurs présents décidèrent de se mettre en grève et d'utiliser la journée à essayer d'étendre le mouvement. Un délégation fut envoyée auprès de la direction pour demander la réunion immédiate d'une nouvelle commission paritaire, qui fut fixée au mercredi à 15 heures.

Le mardi, le nombre de grévistes n'avait pas augmenté, mais pas diminué non plus. Mais ce jour-là, l'attitude de la CGT changea. Si la veille elle « ne voyait pas d'inconvénients », suivant la formule de son secrétaire à continuer la grève, elle commença à multiplier les manœuvres démobilisatrices, expliquant par exemple que, puisque la commission paritaire était fixée au lendemain, il n'y avait qu'à reprendre le travail d'ici là, et à redébrayer quand elle se réunirait, à faire signer des pétitions.

Sous prétexte de se réunir en Commission Exécutive du syndicat, la plupart des militants en vue de la CGT disparurent de la circulation à ce moment-là, et ne réapparurent pratiquement pas. (La CE en question fut d'ailleurs « chaude », et les bonzes locaux, appelés en renfort, eurent bien du mal à y rétablir l'ordre).

Pendant ce temps-là, sur une initiative

de la CFDT, les grévistes procédaient à l'élection d'un comité de grève.

S'adressant à l'ensemble du personnel de l'entreprise, celui-ci appelait à cesser

Une réaction hygiénique

Alors que des grévistes distribuent un tract, un car de flics survient, s'arrête, et des agents descendent et de-

mandent ses papiers à un ouvrier. Celui-ci fouille calmement dans sa poche, en tire un morceau de papier destiné à un usage très particulier, et dit « C'est tout ce que j'ai sur moi.

le travail le mercredi, et à se rassembler devant le bâtiment de la direction au moment où se réunirait la commission paritaire. Plusieurs centaines de travailleurs répondirent à cet appel, et se joignirent là à ceux qui étaient en grève depuis le lundi.

Pendant ce temps-là, si la CGT organisait localement des débrayages pour tenir, au moins partiellement, ses promesses de la veille, elle multipliait aussi ses efforts pour retenir les travailleurs dans les ateliers ou les bureaux, et pour les empêcher de se joindre aux contestataires rassemblés devant les locaux de la direction.

Devant cette situation, la Direction qui avait été un moment inquiète, se rassurait, et refusait de céder autre chose que des miettes en commision paritaire.

Continuer la grève devenait difficile. Les deux secteurs initialement en grève avaient réussi à emmener avec eux quelques éléments d'autres secteurs, mais ils restaient trop peu nombreux, et la reprise du travail fut décidée le mercredi soir pour le lendemain matin.

Cependant, le mécontentement des travailleurs n'était pas éteint pour autant. Les travailleurs de l'outillage TMF (une quarantaine) ne reprirent pas le travail le jeudi. D'autres ateliers débrayèrent ce matin-là aussi. Mais il est néanmoins certain que si ces mouvements peuvent amener la direction à lâcher quelques pour cent d'augmentation, les 200 F pour tous ne sont pas pour cette fois-ci.

Mais les travailleurs qui firent grève pendant tout le début de la semaine ne sont pas démoralisés pour autant. Sur le plan matériel, c'est certes une perte sèche. Mais ils ont beaucoup appris. A travers le comité de grève démocratiquement élu, ils ont participé à la direction de leur lutte. Et la plupart restent convaincus que pour avoir satisfaction, il faudra remetre ça un jour ou l'autre, en s'y préparant et en s'y prenant mieux, voilà tout.

(Correspondant L.O.)

Un matin, les grévistes collaient sur les portes de l'entreprise des affiches du comité de grève, et les militants du PCF faisaient tout pour les empêcher de le faire.

Remarquant un individu en train d'arracher une de ces affiches, un travailleur se précipite sur lui : «Voyons, camarade, tu ne vois pas que tu es en train de briser notre lutte... ».

C'était le chef du personnel! Il y a des fois où on peut confondre.

accords d'entreprises

Un referendum chez Peugeot (Sochaux)

'ACCORD d'intéressement chez Peugeot qui, soit dit en passant fut présenté par la presse comme particulièrement favorable aux travailleurs - avait donné lieu à un « référendum » aux usines de Sochaux.

Sur les cinq syndicats que compte l'entreprise, les deux principaux qui représentent l'écrasante majorité du personnel, en l'occurrence la CGT et la CFDT ont refusé jusqu'à présent de signer cet accord.

La CFDT et la CGT avaient mis des préalables à toute signature. Ils réclamaient :

- Répartition égale pour tous de la prime d'intéressement.

ces en cas de maladie, accident, maternité...

le calcul et le contrôle de l'utilisation des fonds. L'information sur les

- Commissions permettant

lieux et pendant le temps de travail.

- Satisfaction des revendications posées par les travail-leurs (ce sont les revendications générales).

Donc trois syndicats, la CGT-FO, la CGC et la CGSI (Indépendant), largement mi-noritaires, ont rendu valable cet accord comme le prévoit

Bien que l'accord soit légalement entré en vigueur, la CGT décida d'organiser une consultation des travailleurs sur la question. Elle demanda à la CFDT de se joindre à la consultation. La CFDT refusa arguant que l'accord était signé et que dans ces conditions une consultation, ne pouvant sa position de non signature pour les raisons définies plus

Donc, le 21 janvier, la CGT organisait seule un référen-dum. Le jour même, un tract était distribué et indiquait la position de la CGT quant à l'accord et les modalités pratiques du référendum (Urnes aux pendules de pointage, ves-tiaires, réfectoires), ainsi que les heures de la consultation.

Dès 12 h 30 et jusqu'à 13 h 45, les travailleurs allaient voter. Il n'y avait pas foule, tous les secteurs n'avaient pas d'urnes, mais les horaires sont allés pratiquement tous voter là où la possibilité leur fut donnée. Il en allait de même pour les mensuels du Building, où pourtant la CGC est implantée et appelait à l'abstention tout comme FO.

Si les travailleurs ont voté, tous n'ont pas voté pour les

— Neutralisation des absen-es en cas de maladie, accident, La CFDT décidait de maintenir effet, la CGT posait deux ques-rendum semblable, correcteeffet, la CGT posait deux ques-

> OUI, j'accepte l'accord de participation.

> NON, l'accord de participation ne me satisfait pas et j'approuve la position du syndicat CGT pour dire NON à l'accord.

Certains travailleurs ont voté pour dire NON à l'intéressement. D'autres, NON à cette forme d'accord, ou tout sim-plement pour désapprouver les syndicats minoritaires.

La consultation a donné:

Votants: 11.860. NON: 9.467. OUI: 2.361. NULS: 32.

Les résultats sont loin d'être aussi favorables qu'à l'EDF par exemple. Le nombre des votants n'atteint guère les 40 %. Mais il faut dire que les mic-macs syndicaux n'ont pas contribué à éclairer devant les

ment organisé, aurait pu prendre.

Pour commencer, le refus de la CFDT - qui avait pourtant sur l'intéressement, théoriquement, la même position que la CGT — à prendre part au vote a fait que de nombreux travailleurs, pourtant hostiles à la participation, se sont abs-tenus. Quant à la CGT, elle a profité de l'occasion pour faire un plébiscite en faveur de sa propre boutique.

Néanmoins, nombre d'ou-vriers de chez Peugeot ont pu profiter de l'occasion pour marquer leur hostilité aux accords de participation.

Cela dit, un vote n'est qu'un vote, ses résultats eussent-ils été nettement plus favorables. Et le problème essentiel, à savoir l'acquisition d'un salaire annuel correct, indépendant des bénéfices officiellement avoués de Peugeot, demeure.

(Correspondant L.O.)

la pagaille chez Renault...

des transports inutiles

ES routes et les autoroutes sont encombrées, les rues des grandes villes sont saturées. Le manque de transports en commun en est une raison importante, sinon essentielle.

Mais il est aussi un autre aspect du problème, dont on parle beaucoup moins et dont les effets sur les encombrements sont loin d'être négligeables: il s'agit de l'organisation irrationnelle et anarchique de la production capitaliste.

Les capitalistes décentralisent leurs usines; la liaison entre les différentes unités de production s'établit de plus en plus par la route au détriment du rail. C'est ainsi que des poids lourds de plus en plus puissants, de plus en plus encombrants circulent sur les routes, pénètrent dans les agglomérations en y provoquant des embouteillages monstres.

Bien souvent, tous ces dépla-cements pourraient être évités. Prenons l'exemple de la Régie Renault : non seulement les pièces et organes sont fabriqués dans des usines très éloignées les unes des autres et doivent être rassemblés pour le montage, mais une fois les véhicules assemblés, ils doivent être livrés dans des endroits encore plus éloignés. C'est ainsi que les Renault 16,

fabriquées près du Havre avec des éléments venant de Billancourt ou du Mans, ne pourront être livrées qu'à Flins. De même, des Renault 4 - Renault 6 fabriquées à Billancourt, seront, elles aussi, livrées à Flins. Il en est de même pour les fourgonnettes et les estafettes fabriquées à Creil qui devront prendre le chemin de Flins pour passer en livraison. Une fois arrivés à Flins, les

véhicules devront être acheminés chez les différents conces-

sionnaires. C'est ainsi qu'un concessionnaire de Saint-Denis devra se faire expédier de Flins les Renault 4 - Renault 6 fabriquées à Billancourt. Un concessionnaire de Beauvais, et même de Creil, devra se faire expédier des véhicules fabri-qués à Creil depuis Flins où ils seront allés faire une promenade aux frais de l'utilisateur. Il en sera de même pour les voitures destinées aux concessionnaires de Rouen qui devra se les faire acheminer depuis Flins, alors qu'elles sont fabriquées à quelques kilomètres de chez lui.

Renault n'est qu'un exemple. La plupart des industriels agissent de même.

Un peu plus d'organisation dans la production contribue-rait à améliorer sérieusement le trafic routier et ferroviaire et à réduire les frais de livraison pour les clients.



Des moteurs qui auront déjà beaucoup roulé avant de tourner. (Photo L.O.)

quand l'automobile est victime du pétrole

A Régie Renault a construit une usine près du Havre, à Sandouville. Récemment, les surfaces de production de cette usine ont été presque doublées. Mais ce nouveau complexe automobile qui fabrique des centaines de voitures, et bientôt des milliers, n'a pas de centre livreur : toute la production doit être acheminée sur Flins d'où elle est répartie aux concessionnaires.



Offrez-vous donc un garage, après cela!

(Photo L.O.)

A Billancourt, le centre livreur a été supprimé ; les voitures sont livrées à Flins. Les raisons? Manque de place et difficultés de circulation dans la région parisienne.

Pour Sandouville, ces raisons n'existent pas. Alors pourquoi cette usine moderne ne disposet-elle pas d'un centre livreur? Nous vous le donnons en mille :

C'est que les raffineries de pétrole de la région du Havre envoient tellement de fumées et de poussières nocives que les carrosseries ne résisteraient pas longtemps.

Mais ce que des carrosseries de voitures ne peuvent supporter, les poumons des travailleurs et de toute la population de la région doivent l'absorber.

Il faut produire toujours davan-tage. Tant pis si l'intendance ne suit pas. Des complexes pétroliers ne disposent pas de récupérateurs de fumée et contribuent de façon considérable à la pollution atmosphérique.

Ainsi pour réaliser un maximum de profit, les raffineries — comme tant d'autres entreprises d'ailleurs - n'hésitent pas à empoisonner la population et finalement, à semer la mort.

A BILLANCOURT

la direction mène l'enquête

ES enquêtes sont décidément à la mode à la Régie. Certains services des bureaux pullulent en tout cas d'individus fureteurs, à la curiosité insatiable. Ils font partie, paraîtil, d'entreprises « d'organisation » venues con-trôler le rendement des servi-

Ce n'est pas la première fois que de tels organismes mon-trent le bout de leur nez à la

En quoi peut bien consister le « travail » de ces soi-disant organisateurs? Eh bien voilà! Ces messieurs veulent tout savoir sur votre travail. Si vous faites un geste, il faut l'expliquer, par exemple, il ne faut pas se lever sans rien dire; il faut se lever en disant: « Je me lève pour faire ci, pour faire ça. » D'autre part, lorsqu'ils vous tiennent, ils ne vous lâchent plus une seconde. C'est tout juste s'ils ne vous suivent pas jusqu'aux w.-c. En tout cas, ils notent le nombre de fois où vous y allez dans la journée.

Tout cela nous ferait rire s'il s'agissait d'une blague, mais c'est pourtant la triste vérité. Le but, c'est bien sûr de trou-vér, soit qu'il y a trop de mon-de dans un service, soit que nous pourrions en faire plus.

Des individus censés « contrôler » ceux qui travaillent ne manquent pourtant pas à la Régie, déjà en temps ordinaire. Il faut croire que cela ne suffit pas. Ou les « contrôleurs » habituels sont inefficaces, ou ces spécialistes sont engagés pour contrôler ceux qui contrôlent. Et il n'y a pas de raison que cette chaîne se rompe quelque part. Car après tout, qui va contrôler ceux qui contrôlent nos contrôleurs?

(Correspondant L.O.)

et ailleurs

L'oréal

Il y a quelque temps, à la cantine de l'Oréal, on a servi du pot au feu et du bouillon. Fort bien. mais il manquait juste un petit détail, les cuillers généralement considérées comme nécessaires pour consommer la soupe.

Simple incurie? Peut-être, à moins que ce ne soit là une subtile distinction hiérarchique, puisque, pour trouver des cuillers, il suffisait de faire un tour à la cantine des agents de maîtrise ou des cadres.

De toute façon, certains travailleurs de l'Oréal pensent que si on veut les forcer à manger à l'abreuvoir, ils vont finir par ruer dans les brancards!

(D'apres le bulletin Lutte Ouvrière de l'Oréal.)

Mazières (Bourges)

Le bon sens voudrait que la direction mette à notre disposition les outils nécessaires à notre travail. Seulement, à Mazières, le bon sens est une chose qu'il vaut mieux, sous peine d'être déçu, laisser à la

Bien sûr, il y a tout de même un magasin d'approvisionnement. Mais si nous avons besoin de nous y rendre, il faut attendre les heures d'ouverture, de 7 h à 9 h 30 et de 14 à 16 h. Et comme bien évidemment, nous ne savons pas à l'avance quand, par exemple, nous abîmerons nos

lunettes ou nos gants, cela nous oblige, très souvent, à travailler sans protection pendant une demi-journée.

Dans un tel cas, encore faut-il s'estimer « heureux », car l'attente peut se prolonger plusieurs jours. Ceci, pour la bonne raison qu'on commande des pièces seulement lorsque le stock est épuisé.

Ajoutez à cette pagaille le fait que certains outils ne sont pas fournis par le magasin, et le tableau sera complet. Il ne nous reste plus, alors, qu'à fouiller les arrivages de ferraille. Avec un peu de chance, nous y trouverons une lime rouillée ou un vieux

Non contente de faire des profits sur notre dos, la direction compte, en plus, sur notre flair et notre imagination pour que la production continue à sortir. Mais, qu'elle se méfie, à force de nous débrouiller seuls, nous pourrions bien nous passer totalement d'elle.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des usines de Mazières. à Bourges.)

Crédit Lyonnais

Alors que la confection des bulletins de paye venait de se terminer, ce fut la consternation à la direction du personnel : les bulletins de Bayeux comportaient une prime de transport à laquelle le personnel n'a pas droit!

Or, les syndicats réclament cette prime pour Bayeux depuis de nombreux mois.

Il ne fut donc pas question de la leur laisser et de ne la retenir que le mois suivant, comme c'est la pratique habituelle en cas d'erreur de ce genre.

Pensez-donc, les employés de Bayeux auraient pu croire qu'enfin leur revendication était satis-

(D'après le bulletin Lutte Ouvrière du Crédit Lyonnais.)

la situation à l'arsenal de Brest

DIEN que les industries d'armement bénéficient en général des faveurs des gouvernements et que des milliards payés par les contribuables y soient dilapidés, cette branche n'échappe pas aux divers remous suscités par les tentatives de rentabilisa-

tion ou de concentration qui ont lieu ailleurs.

Et tout comme dans n'importe quelle branche utile, cette réorganisation se fait au détriment des travailleurs des entreprises concernées.

Sans avoir aucunement l'âme guerrière, les travailleurs bretons éprouvent une inquiétude grandissant devant divers propos de Debré concernant l'avenir de l'industrie militaire en général et de l'arsenal de Brest en particulier.

Déjà, le projet de concentration des poudreries mis en avant par le ministère des armées a causé un certain émoi dans la mesure où il implique la fermeture d'un établissement de la région, celui de Pont de Buis.

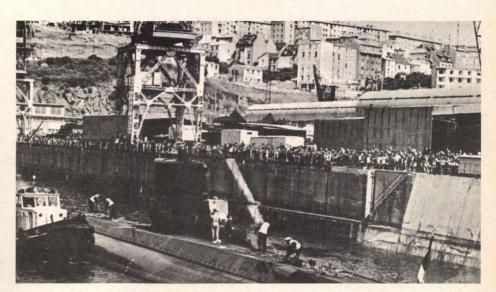
S'il existait des possibilités de reclassement avec les avantages qu'implique le

statut de l'ouvrier d'une entreprise d'Etat, il y a tout lieu de penser que les travailleurs ne pourraient que se réjouir de ne plus produire des matières de destruction et de surcroît, dans des conditions dangereuses. Mais ce n'est justement pas le cas.

L'avenir de l'Arsenal de Brest est un motif d'inquiétude encore plus puissant. C'est en effet, la plus importante entreprise du Finistère, et de loin, puisqu'il emploie

Or, si en 1963, sur ce total, l'Arsenal comptait 6372 travailleurs sous statut, il n'en

compte plus actuellement que 5167, soit une baisse de 1205. Et à plus longue échéance, il est ouvertement question de transformer l'Arsenal en entreprise d'économie mixte, dont les travailleurs ne bénéficieraient plus des avantages



" LE VAUDREUIL "

4.000 ha offerts à la spéculation foncière



De tels immeubles à construire en plein champs, une bonne affaire pour les promoteurs. (Photo L.O.)

OUTE la presse en parle. Une ville nouvelle va naître entre Paris et Rouen.

En effet, entre Gaillon et Rouen, c'est la campagne, de vastes étendues de champs et de forêts bordant la Seine, et au centre, le site du Vaudreuil, à vingt minutes de Rouen, à quarante-cinq de Paris par l'autoroute (lors des rares moments, il est vrai, ou celle-ci n'est pas em-

Le projet est de taille. Il concerne plus de 4,000 hectares. Il s'agit d'y construire une ville destinée à loger 140.000 habitants en l'an 2000. Et si l'on en croit les artisans de ce projet, le Vaudreuil sera une réussite exemplaire, une sorte de Brasilia normande.

en ne manquera pour les Il y aura une base nautique, un terrain de golf et des clubs hippiques et, « agrément supplémentaire », les vil-lages existants seront conservés avec « leurs petites places, leurs boutiques et leurs coins tranquilles » comme le déclare le directeur du projet.

Pour le moment, les habitants actuels de ces villages, des petits paysans dans leur grande majorité, sont surtout inquiets, et se demandent ce qu'ils vont devenir une fois expropriés. En tout cas, même s'ils sont propriétaires, ils ne profiteront même pas de la plus-value que leurs terres vont connaître.

Car derrière la façade de ce projet grandiose se cache une opération qui intéresse fort les promoteurs immobiliers en tous genres.

plus bas prix (ici au prix agricole), soi-disant, ô ironie, pour empêcher la spéculation foncière, les viabilise (c'està-dire y installe l'eau, le gaz et l'électricité, y construit les routes et les égoûts, etc.) et les revend ensuite au prix de revient à des promoteurs privés.

Inutile de dire que pour ces derniers, c'est une opéra-

tion extrêmement intéressante.

Une opération d'intérêt public le Vaudreuil? Allons donc! Mais comme disait *France-Soir*, à qui nous laissons le soin de conclure, « l'endroit semble idéalement choisi pour les industriels parisiens ».

Une telle transformation entrainerait une baisse de 20 à 30 % des salaires (chiffres donnés par l'ouvrier de l'Arsenal, journal diffusé par la C.G.T. dans l'établisse ment) et la retraite serait alors celle de la Sécurité Sociale.

Face à cette situation, les ou-vriers de l'Arsenal, qui possèdent une longue tradition de lutte, ont

L'évènement le plus saillant de leur lutte fut, au cours des trois derniers mois, la journée d'action du 3 décembre. L'appel à la grève, lancé par la C.G.T. et la C.F.D.T. fut suivi à Brest à 95 %, et 1200 travailleurs assistèrent au meeting qui y fut organisé. Mais avant cette date, diverses actions avaient déjà été tentées : entrées retardées, discussions avec le

« patron » entre 18 heures et 18 h 30 (une moyenne de 80 % des travailleurs restaient à ces rendez-vous). De plus, de jeunes ouvriers jugeant l'attitude des syndicats trop timide, voulurent exprimer eux-mêmes leur point de vue de manière plus combative : ce fut notamment à l'atelier de dessin et à la chaudronnerie. Dé-savoués par les délégués syndicaux, ils se retrouvèrent seuls, face aux flics maritimes appelés de toute urgence.

Quoiqu'il en soit, le projet de loi du gouvernement a suscité un mouvement d'une telle ampleur que ce dernier, qui comptait le présenter à la chambre le 9 décembre, a finalement décidé, après avis de la Commission de défense nationale, de reporter

son examen par les députés à la prochaine session parlementaire, c'est-à-dire en avril. Plus que jamais, en conséquence, la vigilance demeure la règle.

Il va sans dire que ce qui nous inquiète, ce n'est pas le sort de « notre » industrie d'armement. Moins l'argent des contribuables sera consacré à la fabrication d'engins de la mort, mieux cela vaudra pour tout le monde. Et les travailleurs de l'actuel arsenal seraient parfaitement capables de produire autre chose que de tels

Mais, statut ou pas statut, nous ne voulons pas perdre les avantages actuels, et pour cela, nous sommes prêts à poursuivre la

à Bordeaux :

compressions budgétaires à sens unique

A semaine dernière se tinrent à Bordeaux deux importantes séances budgétaires, l'une consacrée à l'adoption du budget primitif, pour l'année qui vient, de la ville de Bordeaux, l'autre con-sacrée au budget primitif de la communauté urbaine, englobant les communes de la ban-

La politique de redressement financier arrêtée par le gouvernement a conduit l'administration municipale à établir un budget encore plus rigoureux que celui de l'an passé.

Ceci conduit à :

- la limitation de l'augmentation des dépenses (le budget n'augmente que de 4,26 % au lieu de 13,29 % l'an dernier);

- l'augmentation de l'effort demandé a u x contribuables, d'où une augmentation de 4,21 pour cent de l'impôt direct.

De plus, parmi les victimes de ce budget, figurent les em-ployés de la ville de Bordeaux. En effet, depuis l'an dernier déjà, les effectifs du personnel ont été maintenus constants. Il en sera de même cette année, l'administration ayant trouvé la chose rentable.

Examinons maintenant de plus près le budget de la com-munauté urbaine.

Il se caractérise par un accroissement de la dette, 45 % du budget servant à payer les intérêts des emprunts succes-

Et, là encore, ce sont les travailleurs qui paieront.

Cela se traduira par la hausse des tarifs de l'eau, de l'as-sainissement et des transports (9.71 % au 1° avril 70).

Et d'un autre côté, l'on accorde des allègements fiscaux aux grands trusts pétroliers afin de leur « permettre » d'implanter de nouvelles raffineries.

A croire que ce sont les bourgeois qui se trouvent dans la gêne financière et non les travailleurs!

L'administration se soucie fort peu que les rues de Bordeaux soient sales, qu'elles soient mal éclairées (à un point tel que la traversée des quais ou de la plus grande partie des boulevards est pour un piéton une entreprise périlleuse lorsque la nuit est tombée), et que des travailleurs vivent encore dans des taudis (il y en a même sous les piles du pont d'Aquitaine, pont dont Chaban est si fier).

" l'hypermarché " l'Escale (Perpignan) on débarque le personnel

OMME remerciements de fin d'année 1969, plusieurs employés, manutentionnaires, réceptionnaires, caissières, avaient reçu une lettre de la direction les informant, 24 heures avant l'expiration de leur contrat de trois mois, que celui-ci n'était pas renouvelé, sans autre explication sur le motif de leur li-

La direction continue actuellement ses tentatives de compression du personnel. A ceux qui n'ont pas signé le fatidique contrat de trois mois, elle offre... un préavis d'un mois, et la promesse d'une priorité d'embauche pour la saison d'été.

Pour le personnel qui reste en

place, cela signifie naturellement un surcroît de travail, sans compter les continuelles brima-des des chefs en pantalons ou portant jupes .

La direction a même essayé de faire travailler son personnel le dimanche 21 décembre, et d'ouvrir son magasin ce jour là. Mais cette fois, ça n'a pas marché : le Préfet s'y est opposé.

Il est vrai que ce n'était pas tellement pour faire plaisir au personnel, mais plutôt pour satisfaire les moyens, et gros commerçants de Perpignan qui pro-testaient contre cette concurrence déloyale.

Comme quoi il y a des administrés qui sont plus administrés que d'autres administrés!

le bagne citroën

(usine de Clichy)

Nous avons parlé à plusieurs reprises (LO nº 25) des conditions archaïques de travail chez Citroën et plus particulièrement à Clichy (Fonderie, Modelage et Forges). La situation ne fait qu'empirer, et c'est un miracle continuel que la liste des victimes du travail ne s'allonge pas quotidiennement. En effet, avec les départs massifs dus aux conditions d'exploitation et aux salaires minables, Citroën embauche et sans perdre de temps, (la production n'attend pas!). Bercot envoie des ouvriers sans formation sur des machines qu'ils ne connaissent nullement, machines démodées, branquebalantes, peu précises et qui ne fonctionnaient auparavant que grâce à la dextérité des travailleurs qui les maniaient depuis de longues années et qui paraient d'eux-mêmes aux déficiences du matériel.

Ceux-ci partis, c'est aux nouveaux de pallier le « trou » de la production, de suivre les cadences et ce au risque de semer la mort à chaque instant comme ceci risque d'arriver à chaque seconde à l'atelier « Maléable ».

D'un côté de l'atelier « maléable » sont les fours à fonte, de l'autre à plusieurs mètres, les chaînes de moulage. Entre les deux et suspendus à (plusieurs) mètres, les monorails. Il y en a cinq, alors que ce modèle (acheté aux USA il y a bien longtemps) était prévu pour un. Pour Citroën, production d'abord, sécurité, connaîs pas! le circuit fut donc bricolé pour faire fonctionner 5 monorails simultanément.

Un monorail comprend une cabine et un palan auquel est suspendue une poche (ou Marie-Jeanne) remplie de fonte en fusion. La cabine suit le palan et le tout circule sur le monorail. Le conducteur de monorail va remplir la poche au four, puis transporte celle-ci au dessus des camarades qui travaillent, jusqu'aux chaînes. Là, il abaisse la poche jusqu'au « berceau » sur lequel il pose la Marie-Jeanne, où un ouvrier la bascule pour verser la fonte en fusion dans les moules des chaînes. Le tout avec les cadences infernales dont Bercot a le record.

Lorsque l'on sait que 5 monorails fonctionnent ensemble dans ces conditions, que les camarades chargés de faire ce travail n'ont pas eu le temps de se faire la main, qu'il y a parfois des erreurs d'aiguillage et des manœuvres à faire, le tout en baladant de la fonte en fusion dans une poche, ellemême en suspend, donc qui oscille, que des éclats de métal tombent ça et là alors que des ouvriers travaillent en dessous, on est en droit de penser que ceux qui imposent de telles conditions de travail sont des assassins en liberté.

Pourtant, nous connaissons la musique, si un accident survient, Citroën essaiera d'en faire endosser la responsabilité à l'un d'entre nous. Pour nous, ouvriers de chez Citroën, il n'y a qu'un responsable, la direction qui a fait de l'usine un camp retranché où nous risquons notre peau à chaque instant.

Correspondant L.O.



La cour du bagne. (Photo L.O.)

entre cafards

Le cafard ou blatte est un insecte nuisible qui aime la crasse, l'humidité, le noir. Rien d'étonnant donc qu'il pullule au bagne Bercot de Clichy.

Dans les douches, nous pouvons voir ces répugnantes bêtes en grappes sur les poires des douches. Si nous n'y prenons pas garde nous avons de grandes chances de recevoir en plus de l'eau salutaire, une douche de ces sinistres bestioles.

Dans nos vestiaires l'élevage est prospère. Si nous ne voulons pas héberger ces animaux chez nous, nous avons intérêt pour les faire tomber à secouer vivement nos vêtements avant de les enfiler.

Ceci n'est pas un inconvénient propre à Clichy. Chaque bagne Citroën élève ses cafards. Ainsi, dans une usine Citroën de la région parisienne, un délégué C.G.T. qui protestait contre la présence de ces intrus, se fit répondre par le chef du personnel :

« Moi, je n'en ai pas dans mon bu-

L'insolence de ces messieurs n'a vraiment plus de limite...!

— Ont-ils de la crasse dans leur bureau ?

 Supportent-ils le vacarme des machines toute la journée ?
 Reçoivent-ils des éclaboussures de

Reçoivent-ils des éclaboussures de métal en fusion?

A la prochaine visite que nous ren-

drons à ces « messieurs », nous ferions bien d'apporter avec nous des cafards et de les déposer dans leurs bureaux. Après tout entre êtres nuisibles, ils

feront peut-être bon ménage!

000

Les insecticides n'ayant pratiquement aucun résultat, la seule solution est de démolir les vestiaires insalubres et de reconstruire des vestiaires dignes de ce nom et non des placards à vermine.

Extrait du bulletin L.O.

Citroën Clichy.

ACCIDENTS EN SÉRIE

Peugeot (Sochaux)

Récemment encore, en Mécanique Nord, deux accidents ont eu lieu, dus tous deux à l'augmentation des cadences.

Un opérateur qui voulait serrer une pièce sur une petite rectifieuse des moyeux d'embrayage 204 a eu un doigt

Un dépanneur P 3, commissionné de l'O.G.E.M., qui travaillait sur une M.S. de l'équipe 251-culasses, s'est coupé trois doigts.

Pour la direction, les opérateurs et le personnel d'entretien doivent réparer vite pour que les machines produisent au maximum. Nous, nous ne rédigeons pas des notes de service hypocrites sur la sécurité.

Nous devons refuser une accélération des cadences qui amène tous les jours chacun de nous à risquer une amputation, un accident grave, etc.

(Extrait du bulletin L.O. de Peugeot-Sochaux)

Peugeot (Dijon)

Au rez-de-chaussée, sur la chaîne de montage des carters de R 16, un camarade a eu la main mutilée par une presse.

Cette presse venait d'être rééquipée électriquement et comportait un sys-

tème de sécurité qui devait en principe empêcher de se faire prendre la main lors de la descente de la presse. Notre camarade venait d'emboîter le roulement dans le carter. La pièce étant remontée, il faisait prendre la vis au milieu du roulement.

Tout à coup, sans aucune raison, la presse qui fait plus de deux centimètres de diamètre est descendue et lui a totalement transpercé la main.

Que s'est-il passé?

Comme d'habitude, on a négligé la sécurité. On s'est dépêché, on a bâclé la mise au point de la presse, tout cela parce que la direction ne veut pas perdre une minute pour ses pro-

Dans ses calculs, notre sécurité et notre vie ne comptent pour rien.

Nous en avons assez de payer de notre sang!

Puisque la direction ne veut rien faire, puisque discuter et prévenir ne servent à rien, à nous de veiller sur notre sécurité et en cela en réagissant de manière à forcer la direction à agir. Extrait du bulletin L.O.

de Peugeot-Dijon

Port de Marseille

Lundi 26 janvier, au poste 68, un homme de panneau a été grièvement blessé par la chute d'une balle de liège qui s'est détachée d'une palanquée.

Cet homme a reçu les 70 kilos sur l'épaule et a eu la clavicule brisée et probablement des vertèbres touchées. Il est actuellement à l'hôpital, avec la tête et le haut du corps maintenus dans un corset.

Et c'est parce qu'on travaille dans des conditions infernales qu'il y a tant d'accidents.

Il y en a assez des patrons assassins!

(Extrait du bulletin L.C du port de Marseille.,

LES BUDGETS - TYPES

L'article ci-dessous a été rédigé par la commission syndicale formée au sein de la rédaction de Lutte Ouvrière par des camarades plus particulièrement qualifiés sur les questions syn-

Cette commission répond régulièrement dans ces colonnes aux problèmes qui se posent aux militants révolutionnaires dans leur activité syndicale (tactique à l'intérieur des syndicats, utilisation de la légalité, etc.)

MPULSEES, sinon encouragées par l'Etat, les hausses de prix vont bon train. Mais pour mesurer l'évolution du coût de la vie, de quels instruments disposent les travailleurs?

L'indice des 259 articles publié et contrôlé par un organisme gouvernemental, l'I.N.S.E.E., et sur lequel est indexé le S.M.I.G. et maintenant le S.M.I.C., est de l'avis de tous, notoirement insuffisant et ne donne qu'une image déformée et défavorable à la progression du salaire minimum. Face à cela, les syndicats ont-ils un autre moyen d'évaluer la Hausse du coût de la vie?

Les indices syndicaux...

Oui. Ils publient des indices différents et plus favorables. Pour les comparer, si on prend la base 100 en 1962 pour tous ces indices, on trouvait en avril 1969:

129,1 pour les 259 articles

139,8 pour l'indice FO

145,5 pour l'indice CGT

135,3 pour l'indice CFDT Soit un écart variant de 6,2 à 16,4 % sur un laps de temps de 6 ans, ou en moyenne annuelle de 1 % à 2,6 % avec l'indice officiel. Cet écart, doit être ramené dans le contexte d'une inflation régulière, mais non galopante. Les différences des chiffres proviennent d'une part, de la structure différente des budgets types et d'autre part des relevés de prix différents. Comment chaque syndicat procède-t-il?

...et la façon de les calculer

La CGT depuis 1957 calcule un budgettype en se basant sur la structure de celui élaboré par la Commission Supérieure des Conventions Collectives en 1953. C'est donc d'un budget élaboré paritairement entre syndicats ouvriers, patronaux et gouvernement, dont elle se sert. Ce budget est fait pour un manœuvre célibataire dans la région Parisienne. Il est chiffré par la CGT qui fait ses propres relevés de prix.

La CFDT par contre a établi depuis 1962 son propre budget-type à partir des don-nées de l'INSEE. Elle ne conteste pas les relevés de l'office gouvernemental qu'elle considère comme « honnêtes ». Elle a seulement modifié certaines proportions.

Quant à FO, depuis le 1er janvier 1964, cette centrale a un nouveau budget-type. Elle utilise aussi les données de l'INSEE mais a aussi établi ses propres proportions.

Ce qui est intéressant, c'est de comparer les structures différentes des budgets syndicaux, avec celui des 259 articles. Comparaison que nous faisons d'après les données relevées dans un numéro spécial des Liaisons Sociales de Mai 69.

	259 articles	CFDT	ССТ	FO
Alimentation	450	378	614	372
Habitation	185	207	95	158
dont logement	71	125,5	34	108
dont éclairage, eau,				100
chauffage	51	41	61	50
dont équipement	63	40,5		
Habillement linge	133	130	101	133
Hygiène, soins	. 86	91		
Transports, impôts	65	82	190	337
Distractions, divers	81	112		
		7		
Total	1 000	1 000	1 000	1 000
			Type - Company	
Date de l'établissement			10.	34 6
de la structure	1962	1962	1953	1964

La part trop faible du logement...

La première remarque que nous déduirons de ce tableau, c'est la part réservée au logement dans ces budgets-types : 7,1 % pour l'INSEE, 3,4 % pour la CGT, 10,8 % pour FO et 12,55 % pour la CFDT.

Ces chiffres sont dérisoires par rapport à la réalité. L'ouvrier consacre à l'heure actuelle dans la région parisienne près du quart sinon du tiers de son salaire pour son logement. Comment trouver une chambre d'hôtel pour moins de 250 F pour un célibataire? Est-ce que des loyers de 350 F mensuels ne sont pas devenus courants dans les HLM ou les constructions équiva-

...de certaines dépenses alimentaires

Si l'on regarde maintenant la part réservée à la viande, on trouve dans le budget CGT,3 750 grammes de viande par mois soit 125 grammes par jour dont 500 grammes de beefsteack, soit 3 bons beefsteacks dans le mois! Alors que chaque fois que la viande augmente, c'est le beefsteack qui

augmente le plus. La part totale de la viande représente un peu moins de 9 % du budget total, et la part viande poisson, œufs, lait, fromage, 15,3 % environ.

Dans l'indice des 259 articles, les viandes et poissons sont comptés pour 14,3 %, le



(Photo L.O.)

beefsteack pour 3,2 %, soit au taux actuel du SMIG, pour 18 F par mois, ce qui équivaut à 5 beefsteacks.

Dans l'indice CFDT, la part du beefsteack est la même que dans les 259 articles et la part viande et poissons représente 12,6 %.

...et du transport

Ce qui concerne les transports en commun n'est pas moins critiquable. Dans le budget CGT figure un carnet de métro par mois. Au tarif de 1953 (300 F), cela représentait 0,8 % du budget! La carte hebdomadaire y figure pour 5,3 % et l'ensemble des transports pour 6,8 %. Dans le budget CFDT, l'ensemble des transports (congés compris), figurent pour 6,5 %, comme dans

les « 259 articles ». Ce qui donne pour le SMIG actuel, 37 F par mois, alors qu'une carte de train sur la ligne de Colombes, par exemple, coûte 6,70 F, une carte de métro 5,60 F et une carte de bus 10 F au delà de 3 sections. Pour la plupart des ouvriers, rien que pour aller travailler, le budget transports est largement dépassé, et plus question de payer le déplacement pour les

Les impôts négligés

Autre lacune scandaleuse de ces budgetstypes, en dehors du budget de FO, dans aucun des autres budgets-types les impôts ne figurent. Pourtant, un ouvrier célibataire y laisse maintenant couramment un mois « de salaire par an. En l'espace de quelques dix ans, le nombre de gens imposables est passé de 4,5 millions à 9 millions. Ces 4,5 millions, ce sont pourtant les plus bas salaires, les familles aux revenus les plus faibles. Et s'il y a quelque chose qui n'a cessé d'augmenter ces dernières années, c'est bien l'impôt direct.

En passant en revue ces points importants

du budget de l'ouvrier (le logement, la viande, les transports, les impôts), cela nous amène à constater combien les budgets-types des syndicats comme celui du gouvernement, sont loin de la réalité. Il n'y a pour constater l'augmentation du coût de la vie, aucun moyen correct pour les ouvriers.

Et si l'indexation des salaires sur la moyenne de ces budgets, comme c'est le cas dans l'accord Berliet, est un pas pour les travailleurs, il ne doit pas nous leurrer sur sa portée réelle ni sur son efficacité à garantir le pouvoir d'achat.

(Commission syndicale Lutte Ouvrière.)

Quand le S.I.S.C. recrute chez Citroën

Les députés U.D.R. qui réclament à cor et à cris la représentativité nationale pour la C.F.T., arguent volontiers le nombre croissant des adhérents des syndicats « indépendants » affiliés à cette confédération.

La bonne blague! Pour « recruter », ces syndicats ont, disons, quelques petites facilités.

C'est ainsi que le S.I.S.C., syndicat « indépendant » de chez Citroën, mène en ce moment sa campagne tambour battant. Aidés par la maîtrise, les grands et petits chefs du S.I.S.C. vantent à qui mieux-mieux les mérites du syndicat patronal. Et lorsqu'ils n'arrivent pas à convaincre, ces Messieurs n'hésitent pas à utiliser des moyens bien plus efficaces que la simple propagande.

Il y a peu de temps un travailleur algérien qui avait refusé de prendre sa carte du S.I.S.C., s'est vu annoncer que, vu sa mauvaise volonté, il travaillerait désormais en équipe. Il eut beau expliquer qu'il suivait des cours de français et des cours de formation professionnelle et que le passage en équipe signifiait pour lui l'abandon de tout espoir de promotion, rien n'y fit : c'était la carte ou le passage en équipe.

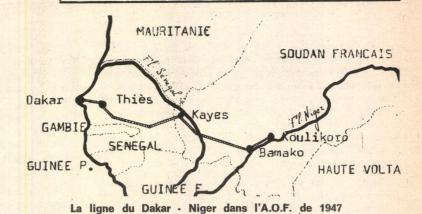
Il n'y a pas de doute; avec de telles méthodes, les syndicats jaunes doivent bien enregistrer quelques progrès numériques susceptibles de combler d'aise nos très « démocratiques » députés U.D.R.

LES BOUTS DE BOIS DE DIEU

BANTY MAM YALL

SEMBENE OUSMANE

FEUILLETON



CHAPITRE XIV

Thiès - Au Vatican

Résumé des chapitres précédents. — Les « Bouts de Bois de Dieu » nous font revivre la longue grève de 6 mois (1946-1947), au cours de laquelle les cheminots du Dakar-Niger essayèrent d'imposer à l'administration coloniale l'égalité du statut entre les travailleurs africains et ceux d'origine européenne.

Les « Bouts de Bois de Dieu », ce sont précisément ces hommes qu'une antique superstition empêche de dénombrer autrement.

Le roman nous transporte tour à tour aux différents points chauds de la ligne : à Dakar, à Thiès, et à Bamako.

Nous revoici à Thiès, plusieurs semaines après les fusillades qui marquèrent le début de la grève.

Le contremaître Isnard, après avoir essayé en vain « d'acheter » le syndicaliste Doudou, vient de tuer d'un coup de révolver un tout jeune apprenti...

TOUTES semblables avec leurs toits de série, leurs pelouses vertes bien entretenues, leurs allées ratissées, leurs perrons que ceinture une balustrade de ciment, les villas des employés blancs de la Régie s'alignaient pour former un quartier bien à part de la ville que Lahbib avait un jour baptisé, sans que l'on sût pourquoi : « Le Vatican ».

Malgré la proximité du dépôt et de ses fumées, les couleurs étaient gaies. Aux poteaux soutenant les auvents des vérandas grimpaient des lierres et des vignes. Des fleurs en pots ou en caisses ornaient les balustrades. Dans les jardins qu'ombrageaient les bougainvilliers, des massifs de roses, de marguerites, de gueules de loup faisaient des taches vives. Le long des trottoirs et des allées des bandes d'enfants rieurs se poursuivaient, poussaient leurs trottinettes ou jouaient avec les tuyaux d'arrosage.

La vie était facile au « Vatican », si facile qu'elle en devenait monotone et que, les enfants mis à part, les habitants avaient pris cet air renfrogné et maussade qui est la marque de l'ennui. Mais la grève avait bien modifié cette atmosphère, la tension avait succédé à l'ennui et la peur s'était mêlée à l'irritation. Les hommes avaient en secret constitué des groupes de vigilance.

Les Isnard habitaient au n° 7, entre la villa de Victor et celle de Leblanc. Les « anciens de la Colo » comme ils aimaient s'appeler entre eux, avaient pris l'habitude de se réunir chez le contremaître. On venait là faire un tour d'horizon, supputer les chances d'un avancement, donner et recevoir des nouvelles; on y formait de petites ligues, on y conspirait un peu, on y médisait beaucoup et c'était la plupart du temps la maîtresse de maison qui menait le jeu.

Béatrice Isnard, la quarantaine bien passée, luttait fermement contre les coups bas de l'âge. La nuit venue elle se couvrait le visage d'une épaisse couche de crème grasse et — avant la grève — dormait sur la véranda pour que la fraîcheur nocturne affermisse sa peau. Elle n'était pas satisfaite de son visage, de son nez trop long, du duvet noir qui, telle une mauvaise herbe, repoussait sans cesse au-dessus de sa lèvre supérieure malgré les épilations.

Ce soir-là, elle avait à dîner Victor, Leblanc et un jeune employé nouvellement débarqué que tout le monde appelait déjà familièrement : Pierrot. Elle allait et venait dans sa cuisine méticuleusement propre et ordonnée, houspillant la cuisinière noire et le boy de

— Tu n'as pas encore battu les œufs ? Grouille-toi ! Vous allez me faire rater mon dîner.

Dans la salle à manger voisine le deuxième boy mettait le couvert sur une nappe impeccablement blanche où s'alignaient déjà des bouteilles de vin. On entendait par la porte entrouverte les voix des hommes qui prenaient leurs apéritifs dans le salon, groupés autour d'une table basse dont le bois ciré reflétait les couleurs variées des bouteilles, les verres, le seau à glace, les paquets de cigarettes.

— Je ne sais pas ce qui m'a pris! J'ai tiré sans savoir ce que je faisais!

Pour la centième fois Isnard répétait cette phrase sur un ton monotone, presque enfantin, comme s'il essayait de retrouver un passage d'une leçon depuis longtemps oubliée. Depuis le soir du drame, il vivait

dans une sorte de torpeur. Il était resté vingt-quatre heures sans rien dire à sa femme ; de temps en temps il cherchait ses enfants et les serrait contre lui, le regard vague. Il leur avait interdit de sortir, même du jardin. Quant à Béatrice, lorsqu'il s'était enfin décidé à lui apprendre la nouvelle, elle avait déclaré : « Tu sais, un ou deux enfants de plus ou de moins, ça ne compte guère pour eux. C'est incroyable le nombre de gosses qui pullulent dans leurs quartiers... Les femmes n'attendent pas d'accoucher qu'elles sont déjà pleines... » Mais Isnard continuait de marmotter : « Je ne sais pas ce qui m'a pris, je ne sais pas ce qui m'a pris. »

— Ecoute, dit Victor, arrête de penser à ça. On est tous sur les nerfs. Il y a des moments où je me prends à me dire à moi-même : « Allez, sors et fais-toi tuer! »... Cette façon qu'ils ont de vous reluquer, ça vous démolit! N'y pense plus! Personne ne t'a vu, ça va s'oublier...

Le nouveau venu, les lèvres serrées sur sa cigarette, écoutait parler les anciens. Depuis son arrivée, il ne pouvait s'empêcher d'éprouver pour eux une sorte d'admiration, pour cette vie dure, ingrate mais combien passionnante qui avait dû être la leur. Victor décroisa ses jambes, se pencha vers la table et, tout en se servant, s'adressa à son jeune voisin :

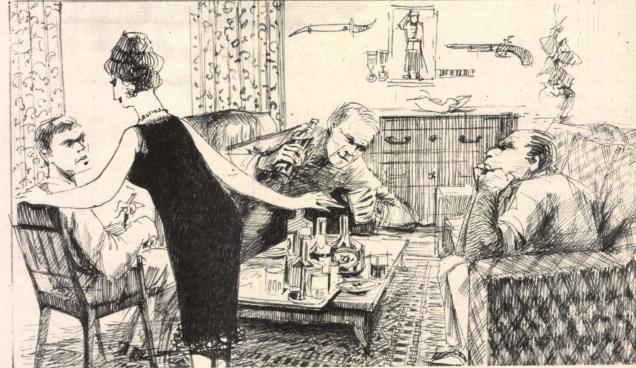
— Vois-tu, petit, il faut savoir oublier. Il y a vingt ans, il n'y avait rien qu'une brousse plate. Cette ville, c'est nous qui l'avons bâtie. Maintenant, ils ont des hôpitaux, des écoles, des trains, mais si jamais nous Mais Isnard n'est pas là. Les yeux mi-clos, il fixe le mur blanc. Il vient de s'enfuir, de s'échapper, de se mettre à l'abri dans un rêve. C'est l'hiver, la neige a recouvert les sapins qui montent à l'assaut des pentes et des toits pointus des maisons. Isnard est chez lui, dans ce petit hameau des Vosges. Le printemps arrive tout de suite avec ses bourgeons et ses eaux claires qui ruissellent partout. Bientôt c'est la fête sur la place du village. L'hôtelier a sorti tables et chaises, on va danser ce soir. On danse dans l'air tiède. Il y a des jeunes filles, une jeune fille qui s'éloigne en direction du viaduc. Il la suit, la rejoint. Elle fait la farouche, boude un peu mais ses yeux la trahissent... Et voici que l'été passe. Les feuilles sont par terre, seuls les sapins restent verts, c'est le moment de la récolte du miel...

— Eh bien, eh bien, messieurs, on n'est pas bavard aujourd'hui !

C'est Béatrice qui vient d'entrer tout en dégrafant son tablier blanc aux plis soigneusement repassés.

Oh, bonjour, madame, dit Pierrot en se levant.
 Je demandais justement à M. Leblanc et à votre mari comment je pourrais faire pour connaître une famille noire.

— Je ne vous le conseille pas! dit Béatrice, et son ton indiquait clairement qu'elle avait l'intention d'organiser elle-même la vie du nouveau venu. Vous n'avez rien à y gagner sinon des poux et peut-être une de leurs maladies... Dire que ces demi-civilisés font la grève! On aura tout vu!



partons, ils sont foutus, il n'y aura plus rien, la brousse reprendra tout!

Pierrot recula sa chaise et alluma une nouvelle

— Je voudrais savoir comment ils vivent, dit-il d'une voix peu assurée. Je me suis baladé un peu ces jours-ci, mais je n'ai pas vu grand-chose; du côté du champ d'aviation il y a de vraies tanières. Ça grouillait làdedans et ça puait!... J'ai voulu photographier un gosse mais une mère est sortie et est venue me hurler sous le nez. J'ai laissé tomber mais je ne m'imaginais pas l'Afrique comme ça!

— C'est de leur faute s'ils sont mal logés. Tu peux toujours photographier les boys ou les mendiants mais ne leur donne pas plus de vingt francs! D'ailleurs ce coin de l'Afrique est moche et à part deux ou trois villes, le Sénégal n'est pas intéressant. Parle-moi de l'A.E.F. Ça, c'est autre chose, ça, c'est l'Afrique avec sa vraie faune... et puis les indigènes sont plus dociles!

Le jeune homme ne se laisa pas décourager :

— Vous pourriez me donner un tuyau. J'aimerais connaître une vraie famille africaine.

— Tu as dû lire trop de livres sur l'Afrique! Laisse tomber ces balivernes. Moi qui suis un des plus anciens je n'ai guère de relations avec eux. Ils gardent leurs distances, nous aussi. En dehors des domestiques et du travail, zéro pour la question. Tiens, demande à lenard

 C'est justement ce que je voudrais comprendre, madame.

— Il n'y a rien à comprendre, ce sont des enfants, c'est tout! On leur monte la tête et cette grève va leur coûter plus cher qu'elle ne leur rapportera. Ils vont perdre l'estime de toute la ville. Et puis, vous vous rendez compte, ils sont polygames et ils veulent les allocations familiales, avec le nombre d'enfants qu'ils ont, c'est incroyable!

Cette diatribe avait fait sortir Isnard de son rêve. Il regarda son jeune voisin, but une gorgée :

— Moi j'ai fait tout pour eux, j'y ai laissé ma jeunesse et ma santé, et ils nous traitent en oppresseurs!

— Tiens, raconte-lui donc l'histoire de ta négresse, dit Béatrice en s'asseyant sur l'appui-bras du canapé. Isnard posa son verre, fronça les sourcils comme s'il faisait appel à une mémoire défaillante :

— C'était il y a un bon bout de temps, une nuit, je venais de m'endormir, non sans peine. En quinze ans de colo, je n'ai pas revu une nuit pareille, un noir de four et un vent à enlever les baraquements, parce que dans ce temps-là on n'avait pas encore les bungalows. Donc j'étais couché et tout à coup j'entends : « Missé, Missé! » Sur le moment j'avoue que j'ai eu un peu peur, puis j'ai pensé en rigolant que c'était peut-être une fille pour un soir... Bref, je me lève, je vais ouvrir la

(Suite page 20)

FEUILLETON

porte, j'allume ma torche et qu'est-ce que je vois? Une négresse, une énorme négresse. Je la regarde mieux et je vois qu'elle a un ventre gros comme une barrique. Et la voilà qui se met à beugler : « Doctor, Doctor ! » Moi je ne pigeais pas ce qu'elle voulait dire avec son « doctor ». Et tout à coup ma bonne femme tombe à quatre pattes en criant comme une sauvage et se met à accoucher, oui, à accoucher là devant moi. L'enfant était sorti, mais je n'avais rien pour le séparer de sa mère, rien! Alors, vous savez ce que j'ai fait?

Pierrot, à qui la vision de ce gros corps ouvert, de ce sang, donnait une vague nausée, fit non de la tête.

- Eh bien, je l'ai fait avec mes dents, parfaitement avec mes dents!
- Boudou! fit le jeune homme.
- Vous voyez, hein? dit Béatrice, voilà comment nous sommes à la colonie!

A ce moment on entendit une voix grasseyante qui venait de la véranda :

— Ne croyez pas un mot de ce que vous dit ce sacré menteur!

C'était Leblanc qui faisait son entrée. Il était déjà saoul et faillit tomber en franchissant la dernière marche du petit escalier.

— Cette histoire qu'on a entendue cent fois est la plus idiote que je connaisse ajouta-t-il en pointant un doigt mal assuré dans la direction d'Isnard. Regardez-le! Avec ses dents, qu'il dit! Il porte un râtelier avec lequel il n'est pas foutu de mordre dans un baba au rhum! Quant à vous, mon jeune ami, vous êtes bien gentil, mais attendez un peu et dans quelque temps vous verrez ce qu'elle sera devenue cette belle sympathie! Moi, je n'aime pas les Noirs, je vous le dis franchement, non seulement ils nous méprisent, mais maintenant voilà qu'ils veulent nous ignorer... Savezvous ce que nous sommes ici, jeune homme? Un poste avancé en pays ennemi!

Isnard, Béatrice et Victor regardèrent Leblanc, l' « intellectuel du Vatican » comme ils l'appelaient par dérision. Ils recevaient Leblanc parce qu'il était de leur race, mais ils n'avaient que mépris pour ce raté, cet ancien étudiant qui avait un beau jour débarqué en Afrique, « pour faire de l'ethnographie », avait vagabondé de-ci de-là en compagnie d'un Haïtien, puis un jour avait accepté un petit emploi à la Régie et depuis n'avait plus quitté l'Afrique, partageant son temps entre son travail et la boisson. Peu nombreux étaient ceux qui savaient que la déchéance de Leblanc était moins le fait d'une ambition déçue que celui d'une attente découragée. C'est en vain qu'il avait tenté de nouer des relations amicales avec des Africains, son savoir les intimidait, sa timidité les tenait à distance. Cette hostilité ou plutôt cette absence de réponse à ses avances l'avait peu à peu découragé, l'alcool avait accentué son amertume et avait fini par faire de lui un être déchu dont les Noirs riaient et que les Blancs méprisaient.

Pierrot ne pouvait détacher son regard de ce visage avachi dont la peau mal rasée et jaunâtre ressemblait à celle d'un volatile déplumé; les paupières lourdes étaient frippées, les stigmates du climat et ceux de l'alcool avaient déformé les traits, creusé les rides; par l'échancrure de la chemise largement ouverte venait une odeur de mauvaise sueur.

Le jeune homme se leva comme pour prendre congé, mais Béatrice l'arrêta du geste :

- Non, non, monsieur Pierre, vous allez rester à dîner avec nous. Nous attendons Edouard.
- Restez donc, jeune homme, dit Leblanc en se servant un nouveau verre. Edouard est un important personnage, il vaut mieux l'avoir dans sa manche. Croyez-moi à la colonie un coup de piston vaut mieux que vingt ans de travail. Demain c'est Edouard qui va représenter la maffia auprès des Nègres!

Béatrice se retourna brusquement :

- Tu n'as pas honte, Leblanc, de te conduire comme ça? Qu'est-ce que M. Pierre va penser de la solidarité entre les anciens?
 - Ah oui? Et les Nègres, que pensent-ils de nous?
- Tu nous emmerdes avec tes Nègres, coupa Victor d'un ton dur.
- Ce sont eux qui vous emmerdent! Et vous n'avez rien vu. Maintenant qu'on a tué ces deux gosses, ça va être l'heure de la vérité!
- Quelle vérité, Leblanc ? dit une voix enjouée qui venait de la védanda. Salut à tous !

C'était Edouard qui, un gros porte-documents à la main, faisait son entrée.

- Enfin, c'est vous, Edouard. Asseyez-vous et prenez un verre. Mais d'abord, je vous présente notre nouveau stagiaire...
- Bonjour monsieur, bonjour, Isnard, ta femme est toujours aussi belle, la chaleur ne l'atteint pas, quel cran l
- Tu ne changes pas non plus, toujours cavaleur! Et ta bourgeoise?
- Elle continue à se bagarrer avec ses boys, à part
- ça tout va bien.

 Ils deviennent vraiment insupportables et je...
- Bien heureux de les avoir! Encore un de nos privilèges qui sera pénible à perdre, dit Leblanc, quatre domestiques noirs pour le prix d'un en Europe!
- Allons, Leblanc, mesure tes paroles, ça va finir mal. Tu ferais mieux d'aller voir le Dr Michel!
- Je le connais ton Dr Michel et je sais ce qui se passera. Je n'aurais pas tourné le dos que le téléphone sonnera chez lui : « Allô, c'est vous, docteur ? Leblanc va venir vous voir. Ça ne va pas, il est bon à rapatrier, vous savez! »

D'une main Leblanc tenait son verre et de l'autre un écouteur imaginaire. Il mimait la scène tout en parlant. Lorsqu'il eut fini, il vida son verre d'une lampée puis se laissa aller contre le dossier du fauteuil comme si d'un seul coup la fatigue l'avait anéanti.

- Quoi de neuf à Dakar? demanda Victor s'adressant à Edouard.
- Rien de nouveau, mais ils ont des nouvelles de Thiès... ils sont au courant de l'histoire des apprentis... Enfin, je rencontre ces lascars demain et vois ce qu'ils ont dans le ventre...
- Tu as des instructions pour leur donner satisfaction ou pour un compromis?
- Satisfaction complète, pas possible. Mais il faut les voir. Ce sont des enfants qui veulent apprendre à marcher tout seuls, il faut leur donner la main.
- Tu sais que s'ils obtiennent satisfaction, nous sommes foutus.
- Ecoute, Victor, je suis venu de Dakar avec des consignes bien arrêtées et j'ai vu Dejean avant de venir ici. Il faudra faire tout le possible pour le réajus-

tement des salaires; pour le reste, je verrai et je ferai mon rapport, mais il faut se rendre compte qu'ils ont bien travailler les bougres! Savez-vous qu'à Bamako ils se sont emparés de l'un des leurs qui avait repris le travail, en se déguisant en gendarmes, et qu'ils l'ont jugé à notre barbe! Ça s'est raconté partout. A Dakar et à Saint-Louis des femmes se sont bagarrées avec la troupe. Et puis il y a eu l'histoire des millions offerts à un délégué que tout le monde raconte. Enfin, savez-vous que Bakayoko, leur meneur, a réussi à collecter plus de cinquante mille francs quand il a pris la parole dans un meeting à Saint-Louis...

- Je le croyais à Kayes, dit Victor.
- Il y a été puis il est venu tout près de vous, à Diourbel, de là il est remonté sur Saint-Louis, il va revenir ici.
- C'est un homme dangereux, dit Isnard.
- Tu as raison, dit Leblanc en ouvrant un œil, très dangereux, mais fais attention, mort il serait encore plus dangereux que vivant.
- Décidément, il n'y rien de plus emmerdant qu'un raté! dit Victor en regardant Leblanc méchamment.
- C'est vrai, je suis un raté, dit Leblanc. J'ai tout raté, même ma trahison. J'aime les Noirs mais ils me ferment leur porte au nez. Pourtant je leur ai envoyé vingt mille francs pour leur grève. Oui, messieurs, ce n'est pas la peine de me regarder avec vos yeux de maquereaux trop cuits, je l'ai fait : deux fois dix mille francs!
- Il se leva et se heurta à la table où les verres tintèrent. Il emplit à nouveau le sien et le vida d'un trait.
- Ça vous la coupe, hein? Bande de... Et j'irai les voir pour leur dire ce que vous complotez. Oui, je suis un raté, mais quand je suis près de vous, les ratés c'est vous. Tiens, Victor, sais-tu pourquoi la Grèce n'a pas pu se défendre? Non, tu ne le sais pas, tu es bien trop con pour ça! Oui, les Nègres ne m'aiment pas mais c'est à cause de vous et de vos semblables. Parce que moi, je la connais l'Afrique, cette garce d'Afrique, tu entends, le petit jeunot, si tu l'aimes, elle te donnera encore, elle est si généreuse qu'elle n'arrête pas de dévorer!

En avançant, il heurta la chaise de Pierre et il serait tombé si celui-ci ne l'avait pas soutenu.

- C'est entendu, les Nègres nous haïssent, eh bien, je ferai tout pour qu'ils vous haïssent encore davantage!
- On va l'accompagner, dit Victor.
- C'est ça, dit Isnard, on va te reconduire chez toi. Ils rattrapèrent l'ivrogne qui, d'un pas mal assuré, avait commencé à descendre les marches de la véranda.
- Je ne veux pas, je sais ce que vous allez faire, je ne suis pas fou, laissez-moi!

Ils le prirent chacun sous un bras et l'entraînèrent. Des gamins, attirés par le bruit, s'attroupèrent sur le trottoir, des fenêtres s'ouvraient dans les villas voisines.

Pierrot était resté debout devant la table, gêné. Béatrice s'approcha de lui si près que sa poitrine frôla celle du jeune homme :

 Il fallait s'y attendre, dit-elle. Restez dîner avec nous, ils ne vont pas tarder à rentrer. Nous ferons mieux connaissance.
 Puis elle ajouta d'un ton dur :
 Ainsi finissent les imbéciles.

(A suivre)

Copyright Presses de la Cité.



POUR SOURIRE UN PEU - POUR SOURIRE UN PEU

FAUSSE NOUVELLE

M. Couve de Murville se présenterait à Corte (Corse) aux prochaines législatives

la suite des élections municipales qui se sont déroulées début février à Corte (Corse) certaines rumeurs circulent actuellement dans les milieux gaullistes, selon lesquelles M. Couve de Murville, ancien Premier ministre, aurait l'intention de faire acte de candidature aux législatives de 1972 dans cette petite bourgade de l'Île de Beauté.

Rappelons que lors des dernières élections municipales, les 9.647 habitants de Corte avaient voté alors que 4.303 seulement étaient inscrits sur les listes.

A un journaliste qui lui demandait ce qu'il pensait de tels résultats, M. Couve de Murville aurait répondu : « Encore une fois l'exemple vient de Corse. Alors qu'en France continentale le nombre de mauvais citoyens qui préfèrent aller à la pêche à la ligne plutôt que d'accomplir leurs obligations civiques ne cesse d'augmenter, les Cortéens se placent résolument à l'encontre d'un tel courant. Ils se forcent à aller voter plutôt deux fois qu'une. Une telle marque de civisme ne peut que réjouir tous

ceux qui se font une certaine idée de la France. »

A la question « Pourquoi avezvous choisi Corte pour faire acte de candidature? » l'ancien Premier ministre à répondu :

« Je ne veux pas renouveler l'expérience malheureuse des Yvelines où ma défaite devant Michel Rocard n'était due qu'à l'alliance épisodique d'éléments disparates agissant dans des circonstances troubles. Cette fois je suis convaincu que, grâce à mon ami Grimaldi (UDR dont la liste a obtenu 4.965 voix sur 4.303 inscrits - note de la rédaction —), je pourrai bénéficier sans peine d'un soutien franc et massif, sans doute encore plus puissant que celui obtenu par Michel Debré dans l'Ile de la Réunion après son échec à l'élection d'Amboise. »

Enfin interrogé sur la possibilité de « truquages » dans de telles élections, Couve a simplement répondu : « Je ne peux que sourire en entendant ce type d'insinuations calomnieuses formulées, de toute évidence, par des partisans d'un totalitarisme tout à fait étranger à la conception française de la démocratie. »

Une enquête de Lutte Ouvrière

A la recherche du chromosome

ANS une enquête sur la criminalité, Le Figaro du 10 février se penche sur le cas des anomalies génétiques qui prédisposeraient certains individus à devenir des criminels. En particulier, la présence d'un chromosome Y en trop serait, comme on sait, lourde de conséquences.

Voici ce qu'en dit Le Figaro : Le porteur d'un chromosome Y surnuméraire est généralement un homme de grande taille, chauve, au comportement agressif.

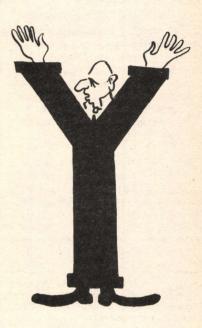
En partant de ces renseigne-ments, la rédaction de Lutte Ouvrière a confié à un dessinateur, aidé d'une équipe de biologistes, le soin de tracer un portrait-robot de l'individu en question.

A notre grande surprise, nous avons vu apparaître la silhouette familière de qui-vous-savez.

Ainsi, bien des choses s'expliquent maintenant : pendant des années nous avons été gouvernés par un irresponsable!

Comme le comportement des successeurs du général ne nous paraît pas normal, à tous points

de vue, nous avons demandé à nos chercheurs de se pencher sur leurs cas. Nous tiendrons nos lecteurs informés du résultat de ces recherches.



Monde "Libre"

- « Savez-vous que les journalistes occidentaux ont une fois de plus été arrêtés dans un pays étranger, alors qu'ils cher-chaient à prendre contact avec des oppo-sants au régime ? »

- « Vous voulez sans doute parler des journalistes qui ont essayé d'enquêter au Biafra et qui ont été retenus par le gou-vernement du Nigeria. La France avait d'ailleurs joliment protesté... »

- « Il ne s'agit pas de cela... » - « Alors n'est-ce pas dans un pays de

l'Est que l'affaire s'est passée, en Tchécoslovaquie par exemple? La France ne manquera pas de s'indigner devant de telles pratiques. »

« Vous n'y êtes pas du tout, il s'agit de 4 journalistes français qui ont essayé de prendre contact avec les rebelles du Nord du Tchad. Ils ont été arrêtés le 29 janvier et ils sont passibles de poursuites. Et jusqu'à présent, le gouvernement fran-çais n'en a pas parlé. »

orchape met le TCHAD... ...a portée de fusil

MINI-SAFARI

(sans aucun problème de devises)

(Extrait de la « Revue Nationale de la Chasse » numéro de janvier)

Encore un coup des gauchistes

Duguet : les « gauchistes »!

cet extrait du Monde du 11 Février.

à l'UDR), a adressé au premier ministre une question écrite dans laquelle il attire son des cas de violences intolérables... » ? Quelle attention sur « les responsabilités de certains animateurs de mouvements de jeunes qui ont conduit des adolescents à Lille et ailleurs, à se suicider ». Il dénonce « une mise en condition l'abri de cette tentation.

Récemment, le Parisien Libéré avait trouvé consistant en des vagabondages incohérents de les responsables de l'enlèvement de Sophie « dialogues » dans toutes les directions, sur les problèmes de la liberté, de la sexualité, le refus Cette semaine c'est à un certain M. Frys des interdits et de l'autorité », qui pousse les que revient la palme du plus fin détective. jeunes « à des attitudes de réformateurs contes-Nous livrons sans commentaires à nos lecteurs tataires de toutes les valeurs (...) à jouer à l'adulte, à se sentir concernés par des injus-M. Joseph Frys, député du Nord (apparenté tices et des cas de violences intolérables ».

Se sentir « concernés par des injustices et

C'est vrai que les députés UDR, eux, sont à

un fin connaisseur

ES patrons français... forment une caste se perpétuant elle-même »...
« Les travailleurs... paient le prix des insuffisances de la Direction ». Ils travaillent dans l'inconfort suivant des méthodes périmées, et sans perspective de promotion. On leur refuse les moyens de s'organiser efficacement pour faire valoir leur point de vue. Le tout aboutit à « un syndrome de paternalisme lié à l'aliénation que la main-d'œuvre subit dans son travail ».

Ces propos ce n'est pas un quelconque gauchiste, gibier de commissariat et contestataire irrécupérable qui les a tenus, mais, tenez-vous bien, M. Bruce Scott, professeur à la Harvard Business School, école où les futurs chefs d'entreprise des Etats-Unis apprennent l'art du « management ». Une compétence en somme! Ce professeur èsgestion capitaliste a porté ce sévère jugement sur la situation dans les entreprises

françaises lors d'une interview par les experts du plan français.

Peut-être tenait-il simplement à placer sa « marchandise » mais reconnaissez que le compliment était bien envoyé. Les futurs actionnaires de chez Renault... ont quand même intérêt à se renseigner auprès de leurs « collègues » de chez Ford!

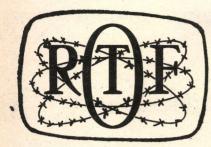
CHARADE

- Mon premier est paraît-il marié avec mon second.
- Quand mon troisième est béni, il sert quand on dit mon septième.
- Mon quatrième est la fin de l'ennemi N° 1 de mon second.
- Il n'y a que mon cinquième pour croire que la mère de mon second était vierge. Assister régulièrement à mon septième
- permet, dit-on, de sauver mon sixième. Mon septième est dit en l'honneur de mon
- second. - Mon TOUT est une indiscrète personnalité britannique qui révéla des confidences

que de Gaulle lui avait faites.

REPONSE: Soaur — christ — eau — fer (luci-fer) — sot — sot — sone — messe. Sir Christopher — messe. Sir Christopher

- POUR SOURIRE UN PEU - POUR SOURIRE UN PEU -



1^{ere} chaîne

Robert Poujade vient de découvrir que l'ORTF manque d'objectivité ! Tel que !

Le secrétaire général de l'UDR passerait-il donc dans l'opposition au régime ?

Pas du tout. M. Poujade reproche à l'ORTF de « mettre en cause insidieusement l'œuvre de la V° République » et de tendre à donner de la société française « un tableau pessimiste et volontairement déprimant ».

En 1969, les augures relevaient chez les Français une certaine tendance à la mélancolie. En 1970, c'est l'ORTF qui les conduit au bord de la dépression. Où allonsnous ?

PANGLOSS A L'O.R.T.F.

Mais qu'ont-ils donc ces Français à être ainsi toujours maussades et renfrognés? Ce ne sont pourtant pas les sujets de jubilation qui manquent. Il suffit de regarder autour de soi :

Et pour commencer dans la première maison de France Pépé-Pompom joue au flipper tandis que Claude tire des guili-guili désopilants de son petit-fils. Et puis en ce joli mois de février chaque bon citoyen a eu l'occasion de faire plaisir à son percepteur. Et l'on ne parle pas des prix dont le triomphant dynamisme est revitalisant pour notre monnaie. Quant aux bus et trains de banlieue, voyez comme ils musardent pour faire goûter aux usagers les promesses d'un printemps précoce.

A l'Université, Guichard fait des devinettes et vient de donner sa deuxième langue au chat. Et surtout il y a partout, partout, de la pelouse de Nanterre, au Hall des gares parisiennes en passant par le pavé goudronné des paisibles rues de la capitale, le bon visage malicieux des joyeux représentants de l'ordre. Une touche de couleur dans le paysage, dont on ne saurait plus se passer.

Alors diable ! Pourquoi cette humeur ? Pourquoi ?

A cause de l'ORTF tiens ! Mais ca va changer. M. Poujade vient d'envoyer à tous ses « chers compagnons » de l'UDR une lettre leur enjoignant de lui communiquer « de façon précise, avec référence à l'appui, tous les manquements plus ou moins caractérisés à l'impartialité qu'ils relèveraient désormais dans les magazines et les journaux télévisés ».

L'offensive de Poujade et de l'UDR a été lancée à la suite d'une émission de la 1^{re} chaîne, Panorama, qui consacrait une séquence aux événements de Nanterre. Ce n'est qu'un prétexte. En fait, le secrétaire UDR vise le timide essai de libéralisation de l'ORTF qu'a représenté la chaîne Desgraupes. Il souhaiterait préparer une nouvelle charrette de condamnés afin de nettoyer la maison pour la confier aux larbins bien stylés dont nous avons dû nous contenter après juin 68.

Encore faut-il qu'il y parvienne. Un conseil pourtant. Si Poujade ne veut pas nous déprimer, qu'il se dispense dorénavant de passer sur l'antenne ou sur le petit écran. Il est tellement sinistre que tout serait fichu par terre à nouveau.

un gouvernement musclé ou Chalandon en forme

Pour le « changement dans la continuité », il fallait une équipe gouvernementale moderne, dynamique, souple, aux muscles d'acier et aux bras de fer.

Nous n'avons pas été lésés. Pompidou aime se lever matin pour traquer le sanglier dans les forêts de France et de Navarre ; Chaban, habile tennisman, délaisse parfois les courts pour parcourir les terrains de golf en compagnie du Roi Hassan ; Giscard est passé maître dans l'art de jongler courtoisement avec nos économies, etc, etc.

Quant à Chalandon, le fleuron turbulent de l'équipe, il ne s'en laisse pas remontrer. Sur les pistes du Val d'Isère, il vient de remporter, de justesse mais quand même, le championnat de ski, organisé chaque année pour ces messieurs des Parlements européens. Le ministre a même dominé les deux manches du slalom géant, devançant Lord Gongleton (Angleterre) d'une vingtaine de secondes. Mais, interrogés à l'issue de cette compétition de nombreux concurrents français ont déclaré : « Pas question de battre Chalandon et de le démoraliser! Sinon il risque de ne pas nous livrer les 4.000 km d'autoroutes qu'il nous doit ».

Le doigt sur la gazette -

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRETARIAT GENERAL POUR LA POLICE
PREFECTURE DE POLICE

CONCOURS DE GARDIENS DE LA PAIX

Il est procédé périodiquement au recrutement de gardiens de la paix de la Police Nationale.

Les candidats désirant effectuer leur carrière à Paris doivent adresser leur demande à la Préfecture de Police, Sous-Direction du Personnel, 1^{er} Bureau, 2, rue de la Cité à Paris-4^e ou se présenter à la même adresse : escalier C, 2^e étage, bureau N° 2105.

TRAITEMENT

De 1056,97 francs (élève gardien) à 1848,56 francs (échelon exceptionnel) auxquels s'ajoutent, le cae échéant, des suppléments pour charge de famille.

Compte tenu des services militaires, accession rapide au 2° échelon (1253,92 francs);

Prime d'installation: 1000 francs;

Possibilite d'accéder au grade de brigadier après 7 ans de service et un examen professionnel interne.

Possibilité d'accéder à l'emploi d'officier de paix ou d'officier de police adjoint après concours.

Annonce livrée à la réflexion des bidasses à 0.50 F par jour.

(Extrait de « Terre-Air-Mer » du 10-7-70)

Avouez qu'il y a des métiers qui paient!

Pour payer LUTTE OUVRIERE nouvelle formule moins d'un franc le numéro et soutenir son effort ABONNE-TOI

Abonnement 1 an = 50 F

PARIS J'AI BRULÉ UOUR MA FEMME 0,50 F.— SAM. 7-DIM. 8 FEVRIER 1970 — N° 3.235 DANS LA CHAUDIÈRE



C'est un père tranquille de 40 ans. Il passait ses journées à faire le plein des voitures qui s'arrêtaient devant sa station-service, au Blanc-Mesnil. Il avait une femme et un fils qu'il aimait bien. « Un brave homme », disalent ses voisins. Ce père tranquille, pourtant, vient de faire une effarante confession qui pose aux enquêteurs de la brigade criminelle un difficile problème: celui d'un crime sans cadavre...

LIRE EN PAGE 3

SKI:
contestation
aux
championnats
du monde

TIERCÉ COURSES 4 PAGES SPÉCIALES au milieu du journal

Pour Garaudy, dès avant le Congrès, c'était cuit!



L'IMPÉRIALISME EN 1970 de Pierre Jalée

François Maspéro éditeur



L'impérialisme condamne des populations entières au sous-développement chronique

VEC ce livre, qui vient après son « Pillage du Tiers Monde » (1965) et le « Tiers Monde dans l'économie mondiale » (1968); Pierre Jalée a l'ambition d'actualiser l'ouvrage de Lénine « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », écrit en 1916-1917.

Cette « actualisation » se fait dans des limites très étroites. En effet tant que Jalée suit pas à pas le livre de Lénine (et également l'ouvrage de Boukharine sur le même sujet qui date de 1915), tant qu'il se contente d'apporter des chiffres et des exemples récents pour démontrer la concentration constante de l'économie, les progrès des exportations de capitaux et de matières premières, le renforcement de l'oligarchie industrielle et financière, etc... Jalée fait œuvre utile. Il souligne par exemple les changements intervenus dans les exportations de capitaux (exportations qui se

font, pour une part toujours croissante, entre pays impérialistes) ou la relative indépendance que peuvent acquérir les trusts vis-à-vis des banques grâce à l'auto-financement.

Mais, plus Jalée tente d'apporter des éléments nouveaux à une redéfinition de l'impérialisme, plus son ouvrage devient contes-

Pour lui, l'impérialisme en 1970 se caractérise par une « intégration » de plus en plus grande qui tendrait à une unification du système sous la houlette de l'impérialisme américain, unification dont pêle-mêle les négociations du Kennedy Round, le GATT, l'OTAN et le Marché Commun seraient autant d'éléments et qui expliquerait le développement continu des forces productives depuis la fin de la 2° guerre mondiale.

Mais la prédominance politique et économique qu'a prise l'impérialisme américain sur ses concurrents est une chose, l'unification politique du monde capitaliste en est une autre bien différente.

Chez Jalée les liens qui existent entre les trusts et les Etats nationaux qui les soutiennent disparaissent complètement. Et c'est là une des principales carences de l'ouvrage. Si l'auteur voit bien que les ententes économiques et les abaissements des barrières douanières sont une nécessité pour l'extension des trusts et monopoles, s'il saisit bien que de telles mesures avantagent en premier lieu les trusts américains, les plus puissants au monde, il se rend très mal compte que cette intégration économique n'est que relative et qu'à chaque crise qui l'affecte, chaque Etat redécouvre l'avantage des barrières douanières ou des mesures de rétorsion contre ses partenaires. On l'a vu dans un passé récent lorsque la France n'hésita pas un instant à violer le Traité de Rome pour adopter des mesures (« illégales » au yeux de la CEE), favorables à ses capitalistes.

Enfin, en militant politique, Jalée estime de son devoir d'offrir au lecteur des perspectives politiques résultant de son analyse économique. Et il faut bien avouer que c'est la la partie de l'ouvrage sans doute la plus pauvre et la plus décevante. Car toute la pensée politique de Jalée se résume en un « tiersmondisme » primaire basé sur une analyse
économique on ne peut plus schématique. Son
raisonnement est à peu près le suivant : puisque l'impérialisme exploitant les pays sous-développés, une lutte
« anti-impérialiste » vigoureuse et victorieuse
dans ces derniers lui portera un coup très dur.
Et la chose est facilitée du fait des conditions
révolutionnaires favorables dans lesquelles se
trouvent les masses populaires de ces pays (à
la différence de la classe ouvrière des « pays
avancés » qui n'est pas encore mûre pour la
révolution).

Comme on le voit, le raisonnement n'est pas nouveau. Mais ce que n'explique pas Jalée, c'est la manière dont ces Etats « anti-impérialistes », qui refuseront de livrer leurs richesses aux pays impérialistes pour les abattre, pourront survivre dans leur splendide isolement.

Car le « détail » qu'il oublie, c'est que depuis bien longtemps, le marché économique est un marché mondial. Et prétendre qu'une de ses parties peut s'en couper complètement est une aberration.

Déjà, dans les années vingt, la Russie soviétique, pour tenir et développer tant soit peu son industrie, se vit contrainte d'entretenir des relations commerciales avec l'impérialisme allemand. Le cas fut à peu près le même plus récemment pour la Chine de Mao qui, pour briser le blocus imposé par les USA, a développé ses relations économiques avec les impérialistes anglais, français, allemand, etc.

Et aujourd'hui encore, pour survivre, un Etat sous-développé, quelle que soit sa volonté de se couper du marché impérialiste, pour construire une « économie forte », sera obligé de vendre ses matières premières, dont l'impérialisme a besoin, en échange de machines, d'avions, d'usines ou d'engrais chimiques.

C'est pourquoi, penser un seul instant qu'il soit possible d'abattre l'impérialisme de cette façon est totalement utopique.

Mais de plus cette façon de poser le problème est absurde. Pour les militants révolutionnaires des pays capitalistes avances, il ne s'agit pas d'attendre passivement que les révolutionnaires du Tiers Monde aient acculé l'impérialisme à la faillite. Et la réciproque est vraie. Pour les révolutionnaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique Latine, la tâche qui est devant eux aujourd'hui est aussi la prise du pouvoir par la révolution socialiste. Mais une fois cette étape franchie, les uns ou les autres doivent porter tous leurs efforts pour étendre la révolution aux autres pays.

En ce sens, un Etat dont la politique se veut « révolutionnaire » ne peut que lutter pour le renversement de l'impérialisme en s'appuyant, à l'intérieur comme à l'extérieur, sur la seule classe capable d'accomplir cette tâche : le prolétariat.

C'est ce que tenta de faire la Russie économiquement arriérée de 1918, en créant l'Internationale communiste.

Et dans ce domaine, il n'existe ni demimesures, ni aucun raccourci, fut-il baptisé « économique ». Il n'y a que des renoncements.

D'ailleurs, à chaque pas, Jalée rend luimême sa thèse inepte. Comment, par exemple, peut-on croire un seul instant que ce qu'il appelle les « régimes hybrides » mais sans conteste anti-impérialistes « d'Indonésie, du Ghana, du Mali » ont sapé en quoi que ce soit les bases économiques de l'impérialisme?

Dans le meilleur des cas, les couches dirigeantes bourgeoises de ces pays n'ont fait que prélever leur dîme sur les énormes bénéfices empochés par l'impérialisme grâce à son pillage.

En fait la stratégie révolutionnaire de Jalée, qui n'a pas grand chose à voir avec la lutte pour la révolution socialiste, ne fait que traduire le manque de confiance de l'auteur dans le prolétariat, et son suivisme vis-à-vis des mouvements armés du Tiers Monde à direction petite bourgeoise. Une fois de plus la théorie vient, après coup, pour justifier une prise de position préalable. Et c'est là, la négation même du rôle de la théorie révolutionnaire.

Cinéma

un film de René Clément

le passager de la pluie

'HEROINE du film (Marlène Jobert) est la femme d'un navigateur d'Air France qui, un soir d'absence de son mari, se fait violer dans sa propre maison par un inconnu. Mais comme ce dernier commet la maladresse de rester un peu trop longtemps dans la cave de sa victime, il se fait finalement descendre

à coups de fusil de chasse par celle-ci. Après quelques péripéties la jeune femme parvient à se débarrasser du corps de son agresseur en le précipitant nuitamment dans la mer.



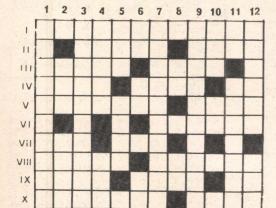
Mais l'affaire se corse avec l'apparition de Charles Bronson, un mystérieux américain, qui semble tout savoir sur l'affaire, ce qui ne l'empêche nullement de vouloir à tout prix faire avouer à la douce Marlène (qui, bien sûr, nie farouchement), qu'elle a fait passer l'arme à gauche à son agresseur.

En fait tout le suspense du film est bâti autout du personnage incarné par Bronson qui apparaît tantôt sympathique, tantôt cynique et odieux. Car qui est-il? Un flic, un gangster, un sadique, un maître-chanteur, un trafiquant qui se sert du mari navigateur pour entreprendre de louches activités?

Comme le film est bien fait, le spectateur n'apprendra qu'au compte goutte la vérité sur ce mystérieux personnage qui finira par être lavé de tout soupcon de vilénie.

Si on excepte la séquence du film où l'héroïne monte à Paris (et qui semble quelque peu surajoutée à l'action), « Le Passager de la pluie » se laisse voir avec plaisir et permet à Marlène Jobert, à Charles Bronson et à l'inattendue Annie Cordy de faire passer un moment agréable aux spectateurs qui d'ailleurs n'en demandent pas plus. En conclusion un film policier où l'humour touche juste, ce qui devient de plus en plus rare.

MOTS CROISÉS

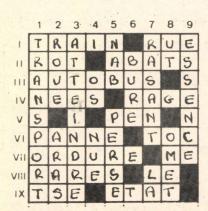


HORIZONTALEMENT. — I. Rubrique désespérément quotidienne. — II. Changer d'air. Ne manque pas d'air. — III. Plus agréable à manger qu'à recevoir. Quel âne ce sera! — IV. Aussi courant qu'Ali sur l'autre bord de la Méditerranée. Un stade à dépasser. Ame vidée de son contenu. — V. Marchandes avec mesquinerie. Tint la vedette en juin 1969. — VI. On le fait marcher toujours. — VII. Rare mais cher. Un Espagnol. — VIII. Entre. Abattement. — IX. Attache. Pour serrer la vis. Comme un qui vient de régler son tiers provisionnel. — X. Pactole pour l'Etat. Située pour un huissier.

VERTICALEMENT. — 1. Objet des soins attentifs des préfets parisiens. — 2. Seul supplément gratuit de la nouvelle société. Liés. — 3. Ils travaillent dans l'automobile. — 4. On va en construire un à Téhéran. Fin d'Hélène. — 5. On est entré dans celle de l'astronautique. Réunion de pédales. — 6. Négation. Déclinaison. Fin du bec. — 7. A défaut de le faire, l'Etat nous roule. — 8. Exclamation enfantine. Voyelle redoublée. — 9. Au musée des transports parisiens. — 10. Toujours chargé. Rare quand il est contre. Conjonction. — 11. Sans gravité. — 12. Jeu grec. Com-

me Eugène:

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



La moderne traite des noirs...

NE récente décision du gouvernement a pour but de frapper une fois de plus les travailleurs émigrés et plus particulièrement les travailleurs afri-

En effet, ceux-ci ne peuvent venir en France, lorsqu'ils ne sont pas munis d'un contrat de tra-vail, qu'avec un billet de tourisme aller-retour. Or la décision du gouvernement consiste à annuler les billets de retour pris avant l'année 1967, alors qu'aucune limite de validité n'était fixée aupara-vant. Cette décision porte sur une somme d'au moins 440 F., mais lorsque l'on sait dans quelles conditions les travailleurs africains ont obtenu leur billet, la perte est bien plus élevée. Ces conditions, un travailleur africain nous les a décrites.

Q : Qu'est-ce qui vous a poussé à venir en France?

R.: Comme je ne trouvais pas de travail, dans mon pays, j'ai écrit à mon frère déjà en France pour qu'il m'envoie de l'argent, comme le font tous ceux qui veu-

lent venir en France.
La somme est de 2.000 F.
(200.000 A.F.) et il doit l'envoyer directement à Dakar ou Abidjan.

Q. : Mais ceux qui n'habitent pas Dakar ou Abidjan?

R.: On va à la ville comme on peut. Ceux qui ont de la famille logent chez elle, pour les autres, il y a des foyers spéciaux. Là on attend le mandat. Quand il arrive on se rend à la compagnie maritime. Si tu es français ça va, elle te donne ton billet, mais si tu es africain, elle refuse.

Q. : Pourquoi ? Et comment faites-vous alors?

R.: Il nous faut passer par des trafiquants, complices de la compagnie (Compagnie de navigation Paquet et Nouvelle Compagnie des Paquebots) que l'on joint par nos frères ou simplement, bien souvent, c'est le gérant du foyer d'accueil. Il nous demande 2.000 F et prend un billet à notre nom. Ce billet coûte 880 F. pour un voyage en 4°, c'est-à-dire en fond de cale. Il nous donne le billet lorsqu'on est déjà sur le bateau et garde le reste de l'argent. Mais on ne peut rien faire lorsqu'on s'en aperçoit. Quant à ceux qui veulent voyager en 3°, le trafi-quant prend le billet aller en 3° mais le retour en 4°.

: Mais personne n'a prévenu la police?

R.: La police, elle, arrête celui qui se plaint. Mais il y a quelque temps certains trafiquants ont été arrêtés et parmi eux le commissaire du port. Une semaine après ils étaient relâchés contre la somme de 6.000 F. D'ailleurs les passages vers la France ont aussi été stoppés.

Q. : Et en France comment se faisait le débarquement ?

R. : Après 6 jours de voyage on est débarqué à Marseille. Là, la police contrôle les billets si nous avons le billet de retour, si nous avons 500 F. en poche, si nous avons tous les visas. Mais nous ne savons pas tout cela au départ. Si nous ne sommes pas en règle, la police nous emprisonne pour 3 ou 4 jours et quand un autre bateau arrive elle nous renvoie au pays évidemment sans nous rembourser.

Q. : Il y en a beaucoup qui sont renvoyés?

R.: Le dernier exemple est celui du 3 janvier 1970 sur 400 personnes qui ont débarqué, 100 ont été refoulées. Mais il faut dire aussi que la ligne Abidjan-Bordeaux, où la police était moins stricte, a été supprimée. Mais je voudrais ajouter que les trafiquants ne s'arrêtent pas là ; un de mes camarades déjà en France a dû envoyer deux fois le prix du billet soit 400 F. car les trafiquants avaient simplement séquestré son frère dans une cave et exigeaient 2.000 F. de rançon.



2.000 F pour pouvoir devenir balayeur à Paris.

A BELLEVILLE POUR LES ÉMIGRÉS : des taudis à des prix exhorbitants

ANS certains quartiers de Paris où les immeubles abritent plus de taudis que de véritables logements, on trouve une grande proportion de travailleurs émigrés. C'est le cas de certaines parties du 20° et du 19 arrondissement, notamment vers Belleville.

D'après le plan de rénovation de Paris, cette partie du 20° doit être rasée et reconstruite. Mais, pour l'instant, on y trouve des taudis sans eau où les familles de Tunisiens, Algériens, Portugais, Yougoslaves, s'entassent à huit, dix ou plus dans une pièce, encore heureux de trouver un coin pour se loger. D'ailleurs, comme la solidarité est grande parmi les émigrés, il arrive que souvent, lorsqu'une nouvelle famille de Portugais ou de Yougo-slaves arrive en France, leurs compatriotes se serrent un peu plus pour laisser de la place aux nouveaux venus.

Malgré tout, celle-ci est limitée, d'autant plus que peu à peu, le gouver-nement expulse certains immeubles en proposant bien sûr des logements dans des H.L.M. de banlieue ou de la périphérie aux familles expulsées, mais rares sont celles qui peuvent en bénéficier, car les loyers des H.L.M. ne sont généralement pas à la portée de leur budget.

Alors ceux qui devraient partir s'entassent encore un peu plus avec les

autres ou essayent d'occuper les maisons expulsées avant que le gouver-nement ne fasse murer les fenêtres.

Ou bien les nouveaux venus vont dans un de ces hôtels crasseux où on les exploite à loisir. Et les Yougoslaves, qui ne parlent pas ou peu français, se voient attribuer des quittances de loyer telle celle-ci qui, sous un abord légal (timbre fiscal), leur extorque 300 F pour une pièce royalement baptisée chambre 8 et 9, catégorie M, c'est-à-dire une pièce aux murs lézardés qui suintent tout l'hiver et d'où sortent cafards et punaises.

Et après, on viendra nous dire que, pour les étrangers, la France représente le pays de la liberté et de la joie de vivre.

PARIS-XX. LE 1 . 1.1940 CHAMBREN Set9 CATE GORIEM) ODE DE LOCATION

...et des blancs

La mort d'un travailleur tunisien

E jeudi 29 janvier, les « comités d'action de la banlieue sud » ont organisé, devant les établissements Sellier-Leblanc, à Bourg-la-Reine, une manifestation qui a regroupé une centaine de personnes. En effet, quelques semaines plus tôt, un travaillur tunisien, Tahar Abichou, avait été victime d'un accident dans cette entreprise, et était mort dans des conditions scandaleuses. Nous extrayons, d'un tract des comités d'action, les passages suivants sur les circonstances dans lesquelles ce travailleur est décédé :

Tahar ABICHOU travaillait là depuis 1 an et 4 mois, à la manutention du charbon. Des ouvriers, pour la plupart originaires d'Afrique du Nord, mettent le charbon en sacs, le pèsent et le chargent sur des camions. Samedi 3 janvier, Tahar se présente à

son travail à l'heure habituelle. Vers 14 h 30, il déplace une lourde machine électrique avec 4 ou 5 personnes, puis va brancher la prise, il semble qu'il y ait alors un court-circuit; il tombe sous le choc. On l'étend sur des sacs à cet endroit, il vomit, saigne du nez, respire avec difficulté et ne parvient pas à par-

Oue fait la direction? Selon des informations dignes de foi, aussi invraisemblable que cela paraisse :

le contremaître refuse de le faire hospitaliser et empêche qu'on s'occupe de lui. - un moment plus tard, un ouvrier cher-

che à se rendre auprès de Tahar. Le comptable se met sur son chemin et menace de lui donner son compte s'il quitte son travail.

A la fin du travail, vers 17 h 30, les ouvriers se rendent au vestiaire et voient les affaires de Tahar encore pendues; ils retournent au lieu de travail et trouvent que Tahar a été déplacé : il est caché sous des camions hors d'usage. Ils l'emmènent au bureau et exigent son hospitalisation.

C'est donc au moins 3 heures après l'accident que Police-Secours l'emmène à l'hôpital. Le lendemain dimanche 4 vers 3 heures du matin, il était mort.

Maintenant, le patron, avec la complicité de la police, cherche à étouffer le scandale.

Dans l'usine, on fait silence sur l'accident. Ceux qui ont cherché à s'informer se sont heurtés à des murs ou ont été sommés de se mêler d'autre chose.

Quant à la police, elle se charge d'arrêter les militants qui essaient de briser le mur de silence construit par le patron et la presse. Des policiers en civil ont arrêté des militant du C.A. de Bourg-la-Reine diffusant un tract. Au commissariat on les a menacés de poursuite simplement en raison du conte-

Les policiers reprennent intégralement la thèse du patron, soutenant même que Tahar Abichou était un ivrogne, alors que ses camarades affirment qu'il ne buvait jamais!

La police et la justice bourgeoise ne punissent pas les assassinats d'ouvriers par les patrons, elles sont au service de la bourgeoisie.